

**Université François-Rabelais Tours**  
**Ecole doctorale Sciences de l'Homme et de la Société**

**D.E.A. Villes et Territoires –**  
**Mention Aménagement du territoire**

**Mémoire de recherche**  
**Présenté par Elodie DAMBRINE**

**Le développement touristique lié à l'inscription sur la Liste du**  
**Patrimoine Mondial de l'humanité par l'UNESCO**

*Année 2002-2003*

**Membres du jury**

Denis MARTOUZET, professeur, Aménagement et urbanisme  
Bernard LEROI, professeur, Biologie

**Ville, société, territoire**

**Maison des Sciences de l'Homme “ Villes et Territoires ”**



## REMERCIEMENTS

Je remercie les personnes qui ont contribué au bon déroulement de ce travail et particulièrement mon directeur de recherche, Monsieur Leroi.

J'adresse également mes remerciements à toutes les personnes qui m'ont accordé du temps et qui m'ont transmis leurs éléments de connaissance sur le sujet.



## PLAN

### Introduction

### **Préambule : Rappels sur l'UNESCO et sa mission de préservation du patrimoine mondial de l'humanité**

A. LA NAISSANCE DE L'UNESCO	P 10
1. Création de l'UNESCO	
2. Mission générale de l'Organisation	
B. LES ACTEURS DU PATRIMOINE MONDIAL	P 12
1. La répartition des compétences « patrimoine » au sein de l'UNESCO	
2. Les partenaires de l'UNESCO	
C. LA CONVENTION DU 23 NOVEMBRE 1972	P 15
1. Les obligations liées à l'inscription	
2. La typologie des sites inscriptibles	
3. Les critères d'inscription des biens culturels et naturels	
4. Le fonds du patrimoine mondial et la coopération internationale	
5. Les dossiers d'inscription	

DEFINITIONS ET HYPOTHESE DE RECHERCHE	P 25
---------------------------------------	------

1 <sup>ère</sup> partie : L'adéquation entre tourisme et patrimoine mondial selon l'UNESCO	P 31
--	------

A. LA CONCEPTION DU DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE DES SITES POUR L'UNESCO	P 31
1. Le tourisme, facteur d'échanges interculturels	
2. Le tourisme, élément de promotion du patrimoine mondial	
3. Tourisme et dégradation des sites	
4. Le modèle d'adéquation tourisme - patrimoine mondial selon l'UNESCO	
5. L'ambition d'un développement touristique durable	
B. LE SUIVI DE L'INSCRIPTION PAR L'UNESCO ET LES ONG	P 39
1. Les procédures de contrôle	
2. La menace de « désinscription »	

**2<sup>ème</sup> partie : Le patrimoine mondial et le tourisme dans ses réalités locales** P 43

**I – La démarche concrète d'inscription** P 46

**A. L'ORIGINE D'UNE CANDIDATURE** P 46

1. L'idée d'inscription
2. La mobilisation des acteurs locaux

**B. DE LA REDACTION D'UN DOSSIER A SA VALIDATION** P 52

1. Des dossiers de plus en plus conséquents
2. La validation ou non par le Comité du patrimoine mondial

**II - Les attentes des acteurs locaux par rapport à l'inscription** P 55

1. Conséquences supposées de l'inscription par les acteurs locaux
2. Différents acteurs, différents objectifs
3. Ambitions quant au développement touristique futur
4. Synthèse sur les ambitions

**3<sup>ème</sup> partie : Le développement touristique des sites inscrits** P 66

**I - Des situations hétérogènes** P 68

**A. LE CONSTAT DE CETTE HETEROGENEITE** P 68

1. La mise en place de projets touristiques
2. La communication liée à l'inscription
3. L'évolution de la fréquentation

**B. LES FACTEURS DE L'HETEROGENEITE** P 80

1. L'origine de l'inscription et l'implication des acteurs locaux
2. La nature géographique du site
3. La taille du site
4. La notoriété préalable du site et son image
5. La gestion du site
6. L'appartenance à un réseau de sites inscrits

**C. UNE VARIABLE PRINCIPALE : LA DATE D'INSCRIPTION** P 86

1. Le changement des années 1995
2. Modèle de développement des sites inscrits jusqu'en 1995
3. Modèle de développement des sites inscrits plus récemment

**II – Les apports théoriques corroborant l'hypothèse d'évolution**

P 96

1. Evolution de la demande touristique
2. La multiplication des labels-qualité, des mises en réseaux de produits touristiques et la hausse d'intérêt du public pour ceux-ci
3. L'émergence du marketing urbain

**IV – La part réelle de l'inscription dans le développement touristique**

P 100

1. Relativisation par rapport à la connaissance par le « grand-public » du label UNESCO
2. L'inscription, prétexte au démarrage d'une politique de développement touristique

**Conclusion**

## INTRODUCTION

Pourquoi avoir traité ce sujet ? L'inscription du Val de Loire et la communication sur celle-ci a tout d'abord éveillé notre curiosité. L'inscription allait-elle changer quelque chose ? Si oui, quoi ? L'inscription représente-t-elle un nouvel argument touristique ? Des questions se sont posées et la formulation d'un sujet de recherche s'est progressivement précisée.

Il ne s'agit pas de l'étude du Val de Loire mais d'un sujet beaucoup plus large, de questionnements généraux sur l'inscription sur la Liste du Patrimoine Mondial.

Sept cent cinquante quatre sites sont aujourd'hui inscrits dans le monde. Au cours de notre travail, nous allons nous intéresser aux sites inscrits en France et en Espagne. Ces deux Etats se situent respectivement au premier et troisième rang mondial des pays récepteurs de touristes. Par conséquent, l'enjeu touristique est de première importance pour ces économies nationales. De plus, la masse de touristes incite peut-être les décideurs territoriaux à s'impliquer dans ce domaine.

Rapidement, il a paru nécessaire de travailler sur différents sites en France, mais aussi en Espagne, puisque j'ai eu l'opportunité d'y effectuer un séjour d'études. De plus, la ville dans laquelle j'ai séjourné est Cáceres, et a été inscrite sur la Liste du Patrimoine Mondial en 1986.

Ces circonstances m'ont amenée à définir progressivement mon sujet de recherche sur les potentialités de développement touristique liées à l'inscription.

« Patrimoine mondial de l'humanité », ce titre est hautement prestigieux, mais quelles responsabilités entraîne-t-il réellement. Faire partie de la Liste du Patrimoine Mondial induit-il un devoir d'exemplarité ?

Le développement d'activités touristiques nuit-il à la préservation du patrimoine mondial ?

Le tourisme est à la fois décrié et désiré et regroupe des phénomènes complexes.

En 1843, Victor Hugo écrivait : « Je ne sache pas d'endroit plus charmant et plus magnifique que Biarritz [...]. Je n'ai qu'une peur : c'est qu'il devienne à la mode [...]. Bientôt Biarritz mettra des rampes à ses dunes, des escaliers à ses précipices, des kiosques à ses rochers, des bancs à ses grottes... Alors Biarritz ne sera plus Biarritz ; ce sera quelque chose de décoloré et de bâtard... »<sup>1</sup>.

Une idée souvent répétée est que « trop de tourisme tue le tourisme »

Les conséquences néfastes du tourisme sur l'environnement sont souvent dénoncées, le patrimoine culturel n'est pas épargné. Jean Mistler (Député radical de l'Aude en 1928, sous-secrétaire d'Etat aux Beaux-Arts en 1935), a déclaré « Le tourisme est l'industrie qui consiste à transporter des gens qui seraient mieux chez eux, dans des endroits qui seraient mieux sans eux ».

Cependant, l'activité touristique représente aussi et de plus en plus, une ressource principale ou complémentaire très importante pour de nombreux territoires et constitue ainsi de nouvelles ambitions. Celles-ci conduisent-elles à des situations abusives dans des sites inscrits sur la prestigieuse liste du Patrimoine Mondial de l'humanité ?

Aujourd'hui 754 sites sont inscrits dans le Monde. Ils sont très différents, mais nous pensons pouvoir établir des liens entre la France et l'Espagne. Ces deux Etats de l'Union Européenne ont un niveau de développement équivalent, et se situent respectivement au 1<sup>er</sup> et 3<sup>ème</sup> rang des pays récepteurs de touristes. Par conséquent, l'enjeu touristique est de première importance pour ces économies nationales. De plus, la masse de touristes potentielle incite d'autant plus les décideurs territoriaux à s'impliquer dans ce domaine.

---

<sup>1</sup> Cité par P.Laborde, *Biarritz*, 1990, p.35





# Préambule : Rappels sur l'UNESCO et sa mission de préservation du patrimoine mondial de l'humanité

## Méthodologie

### 1<sup>ère</sup> étape : la recherche bibliographique

Un travail a été en premier lieu effectué pour affiner la connaissance de l'UNESCO, ses missions et objectifs généraux, son fonctionnement se rapportant à la protection du patrimoine mondial de l'humanité.

Les documents édités par l'UNESCO ont été la source essentielle de ces informations :

- Documents décrivant la procédure officielle d'inscription sur la Liste du patrimoine mondial
- Ouvrages proposant des réflexions sur la Convention de protection du patrimoine mondial, culturel et naturel.

Ce préambule propose un résumé de ces lectures, afin que le contexte dans lequel s'inscrit ce travail de recherche soit bien établi.

## A. PRESENTATION RAPIDE DE L'UNESCO

Après avoir rappelé brièvement la Mission Générale de l'UNESCO, nous nous concentrerons sur ce qui a un lien direct avec notre sujet, le Patrimoine Mondial.

### 1. Création de l'UNESCO

L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture a été créée au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale, suite à la Convention adoptée lors de la Conférence de Londres. Cette Convention est entrée en vigueur le 4 novembre 1946, et fut ratifiée par vingt Etats. Actuellement, 189 Etats sont membres de l'UNESCO.

### 2. Mission générale de l'Organisation

L'objectif principal de l'UNESCO est, selon la Charte des Nations Unies, de « contribuer au maintien de la paix et de la sécurité dans le monde en resserrant, par l'éducation, la science, la culture et la communication, la collaboration entre nations, afin d'assurer le respect universel de la justice, de la loi, des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion ».

L'UNESCO s'est ainsi fixé cinq grandes missions :

- ⇒ La prospective : quelles éducation, sciences, culture, communication pour demain ?
- ⇒ L'avancement, le partage et le transfert des connaissances en s'appuyant d'abord sur la recherche, l'enseignement et la formation
- ⇒ L'action normative : élaborer, réviser, appliquer des « lois internationales ».
- ⇒ L'expertise apportée aux Etats membres pour leurs politiques et projets de développement (la « coopération technique »).
- ⇒ L'échange : l'UNESCO sert de centre de collecte et de diffusion mondiales de l'information spécialisée par l'intermédiaire de l'écrit et de plus en plus de la télématique.

### 3. L'UNESCO et la protection du patrimoine

L'UNESCO encourage l'identification, la protection et la préservation du patrimoine culturel et naturel considéré comme ayant une valeur exceptionnelle pour l'humanité. Une *Convention concernant la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel*, a été adoptée par la Conférence générale de l'UNESCO le 16 novembre 1972. Elle entra en vigueur en 1975, ratifiée par vingt pays, dont la France. L'Espagne a attendu 1982. A présent, 176 Etats ont signé la Convention<sup>1</sup>.

L'UNESCO définit deux types de patrimoine. Le patrimoine culturel est celui « concernant les monuments, ensembles de constructions et sites avec des valeurs historiques, esthétiques, archéologiques, scientifiques, ethnologiques ou anthropologiques ». Le patrimoine naturel se rapporte aux « formations physiques, biologiques et géologiques remarquables, les aires d'une valeur exceptionnelle du point de vue de la science, de la conservation ou de la beauté naturelle et les habitats d'espèces animales ou végétales menacées ».

La mission que s'est fixé l'UNESCO en faveur du patrimoine mondial consiste à :

- Encourager les pays à signer la Convention de 1972 et à assurer la protection de leur patrimoine naturel et culturel
- Encourager les Etats signataires de la Convention à proposer des sites sur leur territoire national pour inscription sur la Liste du patrimoine mondial
- Encourager les Etats-parties à mettre en place des systèmes de soumission de rapports sur l'état de conservation des sites du patrimoine mondial
- Aider les Etats parties à sauvegarder les sites du patrimoine mondial en leur fournissant une assistance technique et une formation professionnelle
- Fournir une assistance d'urgence aux sites du patrimoine mondial en cas de danger immédiat
- Appuyer les activités menées par les Etats parties pour sensibiliser le public à la préservation du patrimoine mondial

- Encourager la participation des populations locales à la préservation de leur patrimoine culturel et naturel
- Encourager la coopération internationale dans le domaine de la conservation du patrimoine culturel et naturel.

## B. LES ACTEURS DU PATRIMOINE MONDIAL

---

### 1. La répartition des compétences au sein de l'UNESCO

Pour assurer sa mission relative au Patrimoine Mondial, l'UNESCO a mis en place trois organes.

L'**Assemblée Générale** comprend des représentants de tous les Etats-parties à la Convention. Elle se réunit une fois tous les deux ans durant la session ordinaire de la Conférence générale de l'UNESCO pour élire le Comité du patrimoine mondial, examiner la situation budgétaire du Fonds du patrimoine mondial et décider des principales questions de politique générale.

Le **Comité du patrimoine mondial** comprend des représentants de 21 des Etats parties à la Convention. Les membres sont élus au cours de la Conférence générale de l'UNESCO pour un mandat de six ans. Il est responsable de la mise en œuvre de la Convention et décide de l'inscription d'un site sur la Liste. Il examine également les rapports sur l'état de conservation des sites inscrits et demande aux Etats de prendre les mesures lorsque des sites ne sont pas correctement gérés. Il est responsable de l'octroi de subventions du Fonds à des sites qui nécessitent des réparations ou une restauration, de l'assistance d'urgence ou technique et des activités promotionnelles et éducatives.

---

<sup>1</sup> Liste diffusée par l'UNESCO le 14 mars 2003 (Tous les pays membres de l'UNESCO n'ont pas adopté la Convention) .

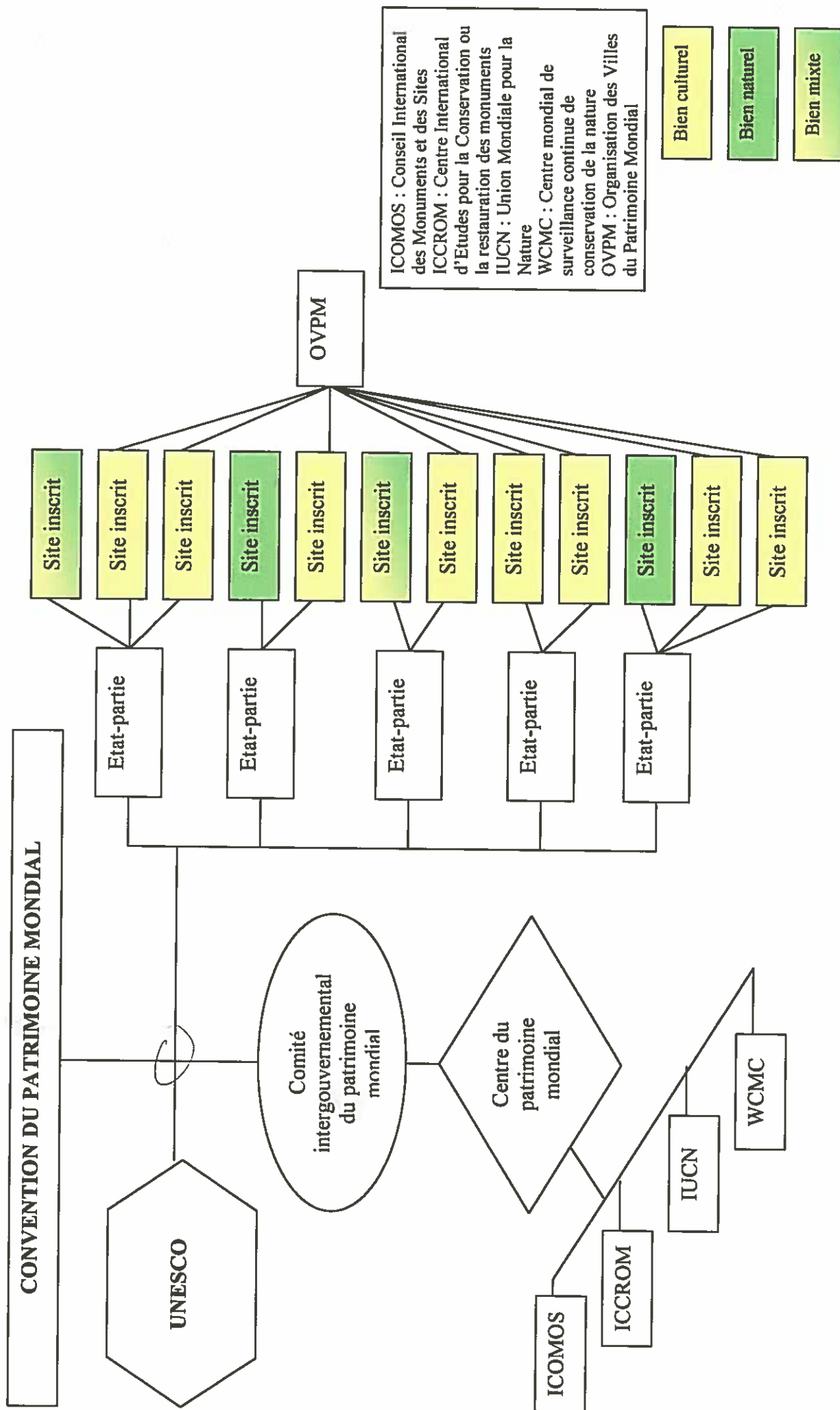
Depuis 1992, un Centre technique s'ajoute à ce dispositif : le **Centre du patrimoine mondial**. Son siège est situé à Rome. Il assure la gestion quotidienne relative à la Convention : organisation de réunions, conseils aux Etats parties, coordination, administration du Fonds du patrimoine, organisations de séminaires.

## 2. Les principaux partenaires de l'UNESCO

Deux Organisations Non Gouvernementales, l'ICOMOS (Conseil international des monuments et des sites) et l'UICN (Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources), sont les partenaires incontournables de l'UNESCO. Leur intervention pour le Patrimoine Mondial a été définie dès la rédaction de la Convention de 1972. Ces organismes, qui ont un rôle consultatif, sont chargés de procéder à l'évaluation des sites candidats à l'inscription. Ils donnent leur avis sur l'authenticité et l'intégrité des sites, qui font partie des critères nécessaires à l'obtention de l'inscription. Les rapports rédigés sont transmis au Comité du Patrimoine Mondial.

Ces Organisations Non Gouvernementales représentent un apport technique primordial pour l'UNESCO et les gestionnaires de sites. Elles sont présentes pour le suivi des sites inscrits.

D'autres organismes sont associés à l'action de l'UNESCO pour le patrimoine. C'est le cas de l'ICCROM (Centre international d'études pour la conservation ou la restauration des monuments) notamment, qui fournit un avis autorisé sur la restauration des monuments. Le WCMC (Centre mondial de surveillance continue de la conservation de la nature) travaille en liaison avec l'UNESCO. L'OVPM (Organisation des Villes du Patrimoine Mondial) rassemble les sites urbains et tente de favoriser leur mise en réseau.



## C. LA CONVENTION DU 23 NOVEMBRE 1972

---

### 1. Les obligations liées à l'inscription

La Convention définit les sites naturels ou culturels dont on peut considérer l'inscription sur la Liste du patrimoine mondial, et elle fixe les devoirs des Etats parties dans l'identification de sites potentiels, ainsi que dans le rôle de préservation des sites. En signant cette Convention, chaque Etat s'engage à assurer la bonne conservation des sites se trouvant sur son territoire, mais aussi à protéger son patrimoine mondial.

La Convention décrit également la fonction du Comité du patrimoine mondial, le mode d'élection de ses membres, les organismes consultatifs participant à la sélection des sites, ainsi que l'utilisation et la gestion du fonds du patrimoine mondial et enfin les modalités de l'assistance internationale.

D'après la Convention, la demande d'inscription d'un site doit provenir du pays lui-même, l'UNESCO ne faisant pas de recommandations. Néanmoins, l'UNESCO peut aider un Etat à établir une liste indicative et préparer des propositions de classement. La demande d'inscription doit inclure un plan exposant en détail la gestion et la protection du site. Des éléments doivent être fournis sur les prescriptions urbanistiques. Puisque l'inscription sur la Liste du Patrimoine Mondial n'implique aucune réglementation urbanistique particulière, l'UNESCO doit s'assurer que chaque Etat a mis en œuvre des mesures de protection du patrimoine s'appliquant au niveau national.

Ensuite, le Comité du patrimoine mondial se réunit une fois par an et étudie les propositions d'inscription à partir d'évaluations techniques. Celles-ci, indépendantes des structures des sites proposés, sont réalisées par l'ICOMOS et l'UICN.

### 2. La typologie des sites du patrimoine mondial

Selon la Convention de 1972, le patrimoine culturel se répartit entre :

- Les monuments : « œuvres architecturales, de sculpture ou de peinture monumentale, éléments ou structures de caractère archéologique, inscriptions, grottes et groupes d'éléments ayant une valeur universelle exceptionnelle du point de vue de l'histoire, de l'art ou de la science ».
- Les ensembles : « groupes de constructions isolées ou réunies, qui, en raison de leur architecture, de leur unité ou de leur intégration dans le paysage, ont une valeur universelle exceptionnelle du point de vue de l'histoire de l'art ou des sciences ».
- Les sites : « oeuvres de l'homme ou œuvres conjuguées de l'homme et de la nature, et zones – y compris les sites archéologiques – qui ont une valeur universelle exceptionnelle au point de vue historique, esthétique, ethnologique ou anthropologique ».

Le patrimoine naturel, quant à lui, se répartit entre :

- Les monuments naturels constitués par des formations physiques et biologiques ou par des groupes de telles formations, qui ont une valeur universelle exceptionnelle au point de vue esthétique ou scientifique.
- Les formations géologiques et physiographiques et les zones strictement délimitées constituant l'habitat d'espèces animales et végétales menacées, qui ont une valeur universelle exceptionnelle du point de vue de la science ou de la conservation.
- Les sites naturels ou les zones naturelles strictement délimitées, qui ont une valeur universelle exceptionnelle du point de vue de la science, de la conservation ou de la beauté naturelle.

### 3. Les critères d'inscription des biens culturels et naturels

Pour figurer sur la Liste du patrimoine mondial, les sites doivent répondre à des critères de sélection. Ceux-ci doivent montrer la valeur universelle exceptionnelle justifiant l'inscription.



Les critères sont explicités dans les Orientations devant guider la mise en oeuvre de la Convention du patrimoine mondial qui, en plus du texte de la Convention, constituent le document principal du Comité du patrimoine mondial. Ces orientations ont été rédigées en 1978 et modifiées en 1999, lors de la 23<sup>ème</sup> session du Comité du Patrimoine Mondial à Marrakech, dans un but de simplification. Les critères ont été régulièrement révisés pour s'adapter à l'évolution du concept-même de patrimoine mondial.

« Les biens culturels doivent :

- (i) soit représenter un chef-d'œuvre du génie créateur humain
- (ii) soit témoigner d'un échange d'influences considérable pendant une période donnée ou dans une aire culturelle déterminée, sur le développement de l'architecture ou de la technologie, des arts monumentaux, de la planification des villes ou de la création des paysages
- (iii) soit apporter un témoignage unique ou du moins exceptionnel sur une tradition culturelle ou une civilisation vivante ou disparue
- (iv) soit offrir un exemple éminent d'un type de construction ou d'ensemble architectural ou technologique ou de paysage illustrant une ou des période(s) significative(s) de l'histoire humaine
- (v) soit constituer un exemple éminent d'établissement humain ou d'occupation du territoire traditionnels représentatifs d'une culture (ou de cultures), surtout quand il devient vulnérable sous l'effet de mutations irréversibles
- (vi) soit être directement ou matériellement associé à des événements ou des traditions vivantes, des idées, des croyances ou des œuvres artistiques et littéraires ayant une signification universelle exceptionnelle (critère utilisé uniquement dans des circonstances exceptionnelles et appliqué concurremment avec d'autres critères).

Les biens naturels doivent :

- (i) soit être des exemples éminemment représentatifs des grands stades de l'histoire de la terre, y compris le témoignage de la vie, de processus géologiques en cours dans le développement des formes terrestres ou d'éléments géomorphiques ou physiographiques ayant une grande signification
- (ii) soit être des exemples éminemment représentatifs de processus écologiques et biologiques en cours dans l'évolution et le développement des écosystèmes et communautés de plantes et d'animaux terrestres, aquatiques, côtiers et marins
- (iii) soit représenter des phénomènes naturels ou des aires d'une beauté naturelle et d'une importance esthétique exceptionnelles
- (iv) soit contenir les habitats naturels les plus représentatifs et les plus importants pour la conservation in situ de la diversité biologique, y compris ceux où

survivent des espèces menacées ayant une valeur universelle exceptionnelle du point de vue de la science ou de la conservation ».

La protection, la gestion ainsi que l'authenticité<sup>1</sup> d'un site culturel ou l'intégrité<sup>2</sup> d'un site naturel<sup>3</sup> sont également des considérations importantes pour l'UNESCO.

Il appartient aux candidats à l'inscription de justifier en quoi leur site répond à ces critères.

Les sites mixtes comportent une combinaison des valeurs naturelle et culturelle. Depuis 1992, des interactions significatives entre les peuples et leur environnement naturel sont reconnues en tant que *paysages culturels*.

#### 4. Le fonds du Patrimoine Mondial et la coopération internationale

L'inscription par l'UNESCO n'entraîne pas de soutien financier particulier. Les Etats signataires de la Convention cotisent à un Fonds du Patrimoine Mondial. Celui-ci permet notamment de financer les campagnes internationales menées par l'UNESCO. Il concerne les sites nécessitant une assistance internationale, qui sont inscrits sur la « Liste du Patrimoine en péril ». Il s'agit de sites menacés de dangers graves et précis tels que « menace de disparition due à une dégradation accélérée, projets de grands travaux publics ou privés, rapide développement urbain et touristique, abandon, conflit armé venant ou menaçant d'éclater, calamités et cataclysmes, grands incendies, séismes, glissements de terrains, éruptions volcaniques, modification du niveau des eaux, inondations, raz-de-marée ».

Aucun cas de site inscrit sur la Liste du Patrimoine Mondial en péril n'a été pris en considération pour ce travail de recherche. L'Europe occidentale est de manière

---

<sup>1</sup> L'UNESCO parle de l'authenticité de la conception, des matériaux, de l'exécution ou de l'environnement du site.

<sup>2</sup> L'UNESCO précise ce qu'elle entend par intégrité selon les types de sites naturels.

<sup>3</sup> Léon Pressouyre dans son ouvrage « La Convention du Patrimoine Mondial, vingt ans après » (op.cit.) parle des critères d'authenticité et d'intégrité comme des « variables insaisissables ». Il s'interroge également sur les critères d'inscription des sites culturels et naturels et leurs limites.

générale assez peu concernée par ces procédures car les pays de cette zone géographique disposent des moyens techniques et financiers pour assurer un minimum de protection à l'ensemble de leur patrimoine. Cependant, il est possible de citer l'exemple de Venise, qui a bénéficié d'une importante campagne internationale de protection.

#### 5. La procédure officielle d'inscription

Un Etat doit être volontaire pour l'inscription d'un site, la procédure comporte ensuite plusieurs étapes.

La première étape pour un site est de figurer dans la « liste indicative ». La Convention prévoit que les Etats-parties soumettent des listes indicatives où apparaissent les biens qu'ils envisagent et qu'ils choisissent de voir inscrits au cours des cinq à dix années à venir. Ces listes doivent être conformes aux *Orientations devant guider la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial* et sont transmises au Comité du Patrimoine Mondial. Les Etats-parties sont de plus en plus nombreux à présenter des listes indicatives répondant aux conditions demandées : ils étaient 26% des Etats signataires de la Convention en 1995 et 71% en 2000.

Seuls les sites naturels ne sont pas tenus à l'obligation de figurer sur ces listes indicatives. L'UNESCO souhaite faciliter leur inscription étant donnée leur infériorité numérique.

Lorsque l'Etat souhaite proposer officiellement l'inscription d'un bien auprès du Comité, il lui est demandé de fournir certains éléments de connaissance du site.

---

---

#### Identification du bien :

- Pays et Etat partie s'il est différent
- Etat, province ou région ; Nom du bien
- Localisation précise

- Carte et plans indiquant les limites de la zone proposée pour inscription et ceux de toute zone-tampon
- Surface du site proposé

Justification de l'inscription :

- Déclaration de valeur
- Eventuelle analyse comparative, mentionnant l'état de conservation de sites similaires
- Authenticité / intégrité
- Critères selon lesquels l'inscription est proposée et justification de l'inscription selon ces critères.

Description :

- Description du bien
- Histoire et développement
- Forme et dates des documents les plus récents concernant le site
- Etat actuel de conservation
- Politiques et programmes relatifs à la mise en valeur et à la promotion du bien

Gestion :

- Droit de propriété
- Statut juridique
- Mesures de protection et moyens de mise en œuvre
- Organisme(s) chargé(s) de la gestion
- Echelon auquel s'effectue la gestion
- Plans adoptés concernant le bien (plan régional ou local, plan de conservation, plan de développement touristique)
- Sources et niveaux de financement
- Sources de compétences et de formation en matière de techniques de conservation et de gestion
- Aménagement pour les visiteurs et statistiques les concernant
- Plan de gestion du site et exposé des objectifs
- Nombre d'employés

Facteurs affectant le site :

- Pressions dues au développement
- Contraintes liées à l'environnement
- Catastrophes naturelles et planification préalable

- Flux de visiteurs/touristes
- Nombre d'habitants à l'intérieur du site, dans la zone-tampon
- Autre

Suivi :

- Indicateurs clés permettant de mesurer l'état de conservation
- Dispositions administratives concernant le suivi du bien
- Résultats des précédents exercices de soumission de rapports

Documentation :

- Photos, diapositives et, le cas échéant, film/vidéo
- Doubles des plans de gestion du site et d'extraits d'autres plans relatifs au site
- Bibliographie
- Adresse où sont conservés l'inventaire, les dossiers et les archives

Signature au nom de l'Etat partie

---

---

## RECAPITULATIF DE LA PROCEDURE OFFICIELLE D'INSCRIPTION

*Préparation des listes indicatives par les Etats parties*

|

**Envoi des propositions réelles par les Etats**

|

**Transmission des propositions aux ONG appropriées**

|

**ONG procède à évaluation et donne son avis :**

- Bien recommandé pour une inscription
- Bien non recommandé
- Bien dont l'éligibilité n'est pas absolument claire

|

**Le Bureau examine les propositions d'inscription et donne ses recommandations :**

- Bien recommandé pour une inscription
- Bien non recommandé
- Bien dont le dossier doit être renvoyé à l'Etat pour avoir des informations complémentaires
- Bien dont l'examen doit être différé car nécessité d'une évaluation plus approfondie

|

**Examen des propositions d'inscription par le Comité et prise de décisions :**

- Bien inscrit
- Bien non inscrit
- Bien dont l'examen est différé

## *Conclusion Préambule*

*D'après l'ensemble des informations relatives à l'UNESCO que nous venons de résumer, nous pouvons faire le constat selon lequel toutes les données concernant le Patrimoine Mondial de l'Humanité sont établies avec une grande précision, que ce soient les critères, la procédure d'inscription et la rédaction des dossiers.*

*L'ensemble des renseignements est décrit dans deux documents essentiels : la « Convention concernant la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel » et les « Orientations devant guider la mise en œuvre de la Convention ».*

*Ces documents présentent un caractère très innovant. Il faut souligner qu'il s'agit de la première Convention, s'inscrivant d'une part dans une dimension internationale, et prenant d'autre part en compte à la fois le patrimoine naturel et culturel.*

*Néanmoins, force est de constater qu'aucune obligation réglementaire n'est liée à cette Convention. Aussi, nous pouvons nous interroger sur l'application dans les faits de toutes ces recommandations de l'UNESCO.*



## HYPOTHESE DE RECHERCHE ET DEFINITIONS

L'objectif de l'UNESCO au travers de son action pour le Patrimoine Mondial est la préservation de ce patrimoine. Il s'agit de conserver les éléments démonstratifs des héritages du passé, puisqu'ils sont nécessaires à l'identité culturelle présente. Cette Mission de l'UNESCO est claire.

Les acteurs locaux, ceux qui sont à l'origine de l'inscription d'un bien sur la Liste du patrimoine Mondial, ont-ils cette volonté de contribuer à la protection du patrimoine universel ?

De manière intuitive, il nous semble que l'inscription peut aussi constituer pour eux un argument touristique intéressant. Par conséquent, nous nous sommes interrogés sur l'utilisation éventuelle de l'inscription dans le domaine du tourisme.

Nous avons défini l'hypothèse de recherche suivante :

**L'inscription au Patrimoine Mondial par l'UNESCO a des effets sur le développement touristique des sites.**

OK

Notre hypothèse de recherche est très large. Il s'agit en effet de chercher les premiers éléments de réponse à cette question, puis de fournir des données permettant d'affiner cette hypothèse et de définir de nouvelles pistes d'étude.

Le plus grand nombre de sites possible a servi de terrain de recherche pour arriver à généraliser des résultats et dégager enfin une ou plusieurs hypothèses plus précises.

Cette méthodologie peut paraître inhabituelle. De nombreux travaux de recherche consistent à définir une hypothèse de recherche, établir un modèle théorique puis tester avec le plus souvent un ou deux terrains d'applications afin d'infirmer ou de confirmer l'hypothèse. Notre démarche est quelque peu différente puisque l'absence de données préliminaires sur le sujet nous empêchait d'établir un modèle théorique.

B

Par conséquent, notre objectif a été de bâtir un modèle théorique suite à l'observation d'un grand nombre de cas d'étude. Le nombre représentait la caution pour permettre une généralisation, afin qu'il s'agisse d'un travail de recherche et non d'une étude.

Une partie importante de notre travail a eu pour base la pratique d'entretiens. Si notre sujet est d'ordre mondial, pour des raisons matérielles évidentes, il était impossible de prendre en compte l'échelle planétaire. L'essentiel de notre recherche a eu pour terrain d'étude la France et l'ensemble des résultats seront par conséquent valables dans ce cadre. Nous avons pu travailler aussi en Espagne, ce qui nous a permis de mettre à l'épreuve certaines hypothèses auxquelles nous étions parvenus pour la France.

Nous avons considéré les sites quelle que soit leur « nature géographique », qu'ils soient inscrits comme bien culturel ou naturel, que ce soient des monuments, des ensembles urbains ou des paysages culturels. Nous n'avons délibérément pas fait de présélection des sites. Il nous semblait intéressant de pouvoir disposer de résultats sur des sites aux configurations variées.

*↳ pourquoi*

La théorisation des phénomènes touristiques est un exercice qui revêt de multiples difficultés. L'évaluation des impacts du tourisme sur le développement local est périlleuse. En effet, si les effets directs ne sont pas toujours aisés à déterminer, les effets indirects et les effets induits le sont encore moins.

A cette difficulté s'ajoute celle de l'identification, dans l'hypothèse où un phénomène de développement touristique est constaté, de la part de l'inscription au Patrimoine Mondial dans le développement.

Notre question principale est de déterminer le rôle joué par l'inscription sur la Liste du patrimoine mondial de l'humanité par l'UNESCO dans le développement touristique d'un site.

Une série de questions intermédiaires se rapportant à notre problématique se sont progressivement posées :

- Comment l'UNESCO se positionne-t-elle par rapport au développement touristique des sites ?
- De qui émanent les propositions d'inscription ?
- Quels sont les attentes et objectifs de ceux qui sont à l'origine de ces propositions ?
- Y a-t-il adéquation entre mission de l'UNESCO, attentes des acteurs locaux et développement touristique local ?
- Constate-t-on un développement touristique des sites inscrits sur la Liste du patrimoine mondial ?

2

## DEFINITIONS

Il est nécessaire de rappeler les définitions des concepts de base que nous avons choisis pour guider notre réflexion. Nous nous sommes appuyés sur des définitions existantes, formulées par différents auteurs.

### Patrimoine :

« Fondamentalement, le patrimoine peut être défini comme l'héritage du passé, dont chacun a la possibilité de profiter aujourd'hui, mais dont il convient aussi d'assurer la transmission aux générations futures. » (D.Audrerie)

Cette définition rejoint le discours tenu par l'UNESCO. De plus, notre travail se base sur ce que l'UNESCO définit comme appartenant au Patrimoine Mondial, nous ne remettons pas en cause les choix du Comité.

### Tourisme :

"Le tourisme comprend les activités déployées par les personnes au cours de leurs voyages et de leurs séjours dans les lieux situés en dehors de leur environnement habituel pour une période consécutive qui ne dépasse pas une année, à des fins de loisirs, pour affaires et autres motifs... Il couvre toutes les activités des visiteurs incluant à la fois les "touristes (visiteurs qui passent la nuit)" et les "visiteurs de la journée (excursionnistes)".

Organisation Mondiale du Tourisme, 2001

La définition du terme « tourisme » comprend très souvent la nécessité de passer une ou plusieurs nuits hors de son domicile. Nous avons souhaité nous référer à une définition récente considérant aussi les visiteurs d'une journée. Cela nous semblait important par rapport à notre problématique. Les gestionnaires de site peuvent être amenés à développer des actions touristiques s'adressant aux touristes dits de proximité.

### Développement touristique :

"La notion de développement touristique ne se définit pas seulement par rapport à l'ambition d'accueillir plus de visiteurs, d'encourager la création de plus de lits d'hôtels, de constituer une offre de visites ou d'activités encore plus performantes. (...) Il consiste avant tout en une réflexion des habitants sur ce qui les unit, les fédère, les mobilise. Un processus peut ainsi s'enclencher, grâce auquel des acteurs locaux peuvent se connaître et se reconnaître autour d'un héritage commun. Le développement généré n'est plus seulement touristique ; il devient global, en harmonie avec les spécificités d'un territoire dont on envisage de mettre en avant l'attractivité. **Il est envisagé comme une véritable démarche concertée et contribue à créer des élans nouveaux, forcément collectifs, qui participent à l'amélioration du cadre de vie, et donc de l'attractivité des territoires.**"

D. Audrerie, Docteur en droit de l'environnement, maître de conférences associé à l'Université de Bordeaux

Cette définition du développement touristique se rapproche des définitions de « développement local », insistant sur la démarche ascendante selon laquelle a lieu ce développement. L'ensemble de ce mémoire de recherche s'articule en fonction de cette définition selon laquelle l'implication des acteurs locaux est une condition de développement touristique au même titre que les projets d'infrastructures concrètement mis en place.

## LE CONTEXTE BIBLIOGRAPHIQUE DU SUJET

Malgré une absence de références bibliographiques portant sur la problématique du développement touristique des sites inscrits, différentes lectures ont constitué de précieux apports et ont permis de nourrir les réflexions conduisant à ce mémoire.

Nous pouvons les regrouper selon différents thèmes :

⇒ Ouvrages sur les différents sites inscrits

Ceux-ci sont exclusivement descriptifs et concernent la qualité patrimoniale des sites. Néanmoins, ils contribuent à faire connaître le label « patrimoine mondial de l'humanité » et les sites en bénéficiant.

⇒ Ouvrages généraux sur le tourisme, ses institutions, l'économie du tourisme, la communication touristique, le marketing touristique.

⇒ Ouvrages sur l'adéquation tourisme-patrimoine

De nombreux auteurs ont proposé leur réflexion sur cette problématique. Certains ouvrages portent plus spécifiquement sur le tourisme dans les espaces « naturels » ou « protégés », d'autres sur le tourisme en milieu urbain. L'UNESCO ou les ONG qui sont ses partenaires ont publié des compte-rendus de séminaires traitant de ce sujet.

# 1<sup>ère</sup> partie : L'adéquation entre tourisme et patrimoine mondial selon l'UNESCO

## I. L'UNESCO ET LE TOURISME

Dans les deux documents de base du Patrimoine Mondial (la Convention et les Orientations), le tourisme n'est évoqué qu'une seule fois. Le développement touristique figure parmi les critères de dégradation d'un site pouvant justifier son inscription sur la Liste du Patrimoine en péril. Ceci semble révélateur de l'esprit dans lequel ont été rédigés ces documents.

Progressivement, l'UNESCO s'est exprimée sur la question touristique, et l'adéquation patrimoine mondial-tourisme.

Selon différents articles de la Revue du Patrimoine Mondial éditée par l'UNESCO, il y a d'évidentes retombées touristiques lorsqu'un site est inscrit au Patrimoine Mondial de l'humanité. La mission de l'UNESCO étant la préservation de ce patrimoine, de quelle façon l'organisation conçoit-elle le développement touristique des sites ? Quel discours tient-elle ? Nous pouvons supposer que l'UNESCO souhaite tendre vers l'exemplarité. Ce titre prestigieux de « patrimoine mondial de l'humanité » induit-il des responsabilités particulières relatives au développement touristique ?

### A. LA CONCEPTION DU DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE DES SITES POUR L'UNESCO

#### 1. Le tourisme, facteur d'échanges interculturels

La première justification d'une activité touristique dans un site inscrit sur la Liste du patrimoine mondial est que le tourisme, selon l'UNESCO, est facteur d'échanges

interculturels. Par le biais du tourisme, l'UNESCO veut contribuer à l'ouverture d'esprit, et la paix entre les peuples, ce qui rejoint sa mission originelle.

Dans la synthèse établie à la suite des rencontres « Tourisme et Culture » (organisée les 20 et 21 avril 1999 à Samarcande/Khiva (République d'Ouzbekistan), et éditée par l'Organisation Mondiale du Tourisme), D.Diene, de l'UNESCO a exposé sa vision de l'adéquation du tourisme et du patrimoine culturel. « Le tourisme est, dans son sens le plus profond, une expression fondamentale de dialogue interculturel et un facteur puissant de promotion de la paix, de la compréhension internationale, à la condition que l'esthétique et l'éthique, le patrimoine et l'homme soient replacés au centre du fait culturel ».

Jean-Louis Luxen qui était en 1999, secrétaire général de l'UNESCO, écrit quant à lui que la demande touristique évolue, et que de plus en plus, « les motivations à la base des voyages s'orientent vers des objectifs de connaissance et de culture, ce qui transforme le voyage en une forme particulière d'investissement, finalisé à l'amélioration et à l'enrichissement personnel ».

## 2. Le tourisme, élément de promotion du patrimoine mondial

Lors des mêmes journées « Tourisme et Culture » précédemment citées, D.Dienne évoque également l'idée selon laquelle : « l'UNESCO ne pouvait pas être défavorable à la promotion du patrimoine par le tourisme. (...) La préservation et la promotion du patrimoine constituent un élément central du mandat et du programme de l'UNESCO ».

En effet, dès la mise en place de la procédure d'inscription au Patrimoine Mondial, des campagnes de communication ont été lancées par l'UNESCO. Le principe initial était de faire connaître les sites inscrits, de faire prendre conscience de la qualité patrimoniale des sites culturels ou naturels.



### 3. Tourisme et dégradation physique des sites

Mechtild Rössler dans la Lettre du Patrimoine Mondial n°.27 (mai-août 2000), a résumé les principaux impacts du tourisme altérant de façon directe la qualité du site :

- Ramassage non autorisé de végétaux, de minéraux, de fossiles...
- Erosion des sentiers
- Contamination, pollution des eaux, croissance des algues
- Chasse, perturbations diverses à l'encontre de la faune
- Destructions des habitats
- Vandalisme et dépôts d'ordures
- Dépréciation du patrimoine culturel, piétinement, excavations non autorisées

Ces impacts sont les effets classiques d'un développement touristique ou urbanistique de manière plus élargie, susceptibles de conséquences irréversibles dans les espaces sensibles.

### 4. Le modèle d'adéquation tourisme - patrimoine mondial selon l'UNESCO

L'UNESCO n'oppose pas la notion de développement à celle de préservation du patrimoine. Dans les revues du Patrimoine mondial, différents articles placent le tourisme comme l'unique moyen de sauvegarder un site dans un Pays en Voie de Développement notamment. Les revenus générés par cette activité pouvant ainsi financer des travaux de rénovation, réhabilitation.

Lors des « premiers rendez-vous du Val de Loire Patrimoine Mondial », M.Musitelli, délégué permanent pour la France auprès de l'UNESCO a insisté à deux reprises sur le fait que l'Organisation ne souhaite pas figer le développement des sites inscrits. Il ne s'agit pas de « mettre le patrimoine sous cloche ».

Les experts mettent cependant en garde contre les effets néfastes du tourisme :

« Le tourisme peut, quand il est livré à lui-même dans une course à un profit immédiat, provoquer à long terme, plus de dégâts qu'une catastrophe naturelle »(Arild Molstad – Revue du patrimoine mondial n°25, 2002).

« C'est une quasi-évidence : dès qu'un lieu acquiert la réputation d'être un paradis, il va tout droit en enfer. » ( Paul Theroux dans The happy isles of Oceania).

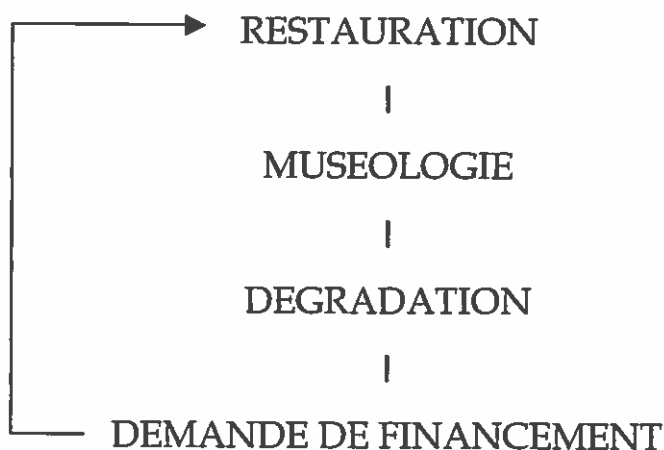
Dans la Revue du Patrimoine Mondial, les articles évoquant le tourisme dans les sites sont peu nombreux et concernent en grande majorité des Pays en Voie de Développement. Néanmoins, les pays européens ne doivent pas être écartés de cette problématique, et l'exemple de Venise peut nous le rappeler.

La Convention de 1972 insiste sur le fait que « le maintien d'un équilibre entre l'être humain, la nature et leur interaction est une nécessité fondamentale ».

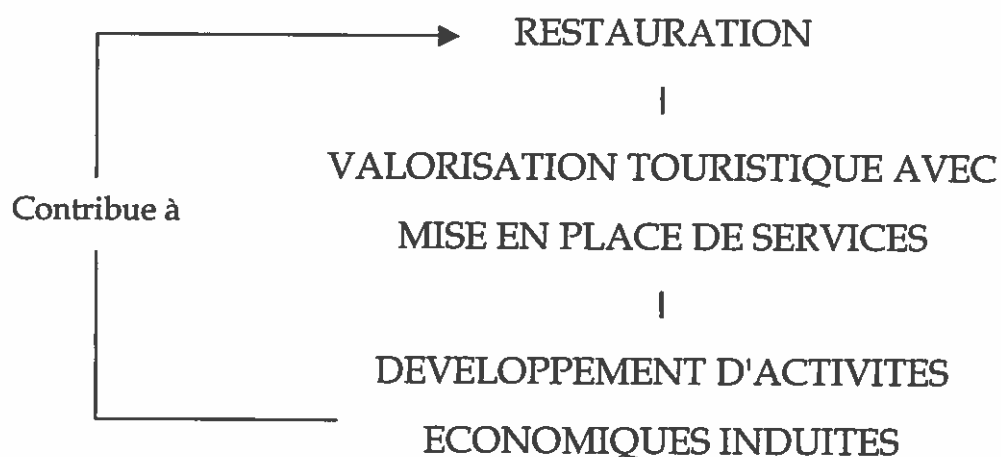
J-L Luxen a proposé une synthèse de l'adéquation de la préservation du patrimoine et de l'activité touristique :

#### Vision passive :

Celle-ci présente un cercle vicieux, où la restauration des monuments ou sites ne répond pas à l'objectif de préservation.



Il oppose à cette vision passive, une vision active, montrant l'adéquation idéale entre tourisme et Patrimoine Mondial, selon un cercle vertueux.



Cette seconde vision est ainsi présentée comme un modèle, où la valorisation touristique permet par un effet d'appropriation d'éviter la muséification, de générer de nouvelles sources de revenus qui doivent en partie être utilisés pour continuer à restaurer le site.

Selon cette hypothèse, le développement touristique permettrait la préservation du site. Selon cette conception, le tourisme contribue à la préservation du site, il ne constitue plus, sous réserve d'un développement prudent, une cause de dégradation.

L'UNESCO a dû se positionner plus précisément qu'elle ne l'avait fait précédemment et donner des indications afin que l'opportunité touristique soit exploitée à bon escient.

Dans l'ouvrage *Managing tourism at World Heritage Sites*<sup>1</sup> (gérer le tourisme dans les sites Patrimoine Mondial), Arthur Pedersen remet en avant cette notion d'équilibre. Il incombe alors aux gestionnaires de sites inscrits de faire vivre l'adéquation entre tourisme et préservation.

L'auteur de cet ouvrage, retrace les recommandations pour parvenir à un développement touristique en adéquation avec ce que souhaite véhiculer l'UNESCO au travers de son action d'identification de sites Patrimoine Mondial :

⇒ Identifier le lieu et ses potentialités de développement touristique

Connaître le lieu dont on assure la gestion peut paraître comme quelque chose d'évident. Cependant, il semble important de rappeler qu'établir un diagnostic précis du site, et le maintenir à jour, représente la base d'une bonne gestion.

⇒ Identifier les motivations des visiteurs du site et anticiper les impacts potentiels de ces visiteurs

Selon ce guide, il est possible d'établir des profils de visiteurs, de les regrouper en catégories. En fonction du profil-type de visiteur identifié sur le site, celui-ci va avoir un comportement particulier, donc un impact particulier. L'identification de ces comportements-types permet alors d'anticiper par rapport aux éventuels impacts néfastes pour le site.

⇒ Développer l'implication, la participation de la population locale et du public

Selon que l'on affecte des usages à un lieu ou non, selon l'usage que l'on lui affecte le cas échéant, la préservation en sera facilitée. Techniquement, tout en conservant l'intégrité d'un site, il est possible d'y organiser des événements, d'y installer une activité... Outre les retombées éventuelles (hausse de fréquentation, donc effets

---

<sup>1</sup> PEDERSEN Arthur; *Managing Tourism at World Heritage Sites : a practical manual for World Heritage Site Managers* ; Ed.UNESCO ; Paris ; 2002 ; 103 p.

induits habituels des activités touristiques...), cela permet d'éviter qu'un lieu ne tombe pas en désuétude. Nous pensons par exemple au cas de monuments.

⇒ Etablir une véritable politique de gestion avec des buts et des objectifs

Selon le fameux adage « mieux vaut prévenir que guérir », il est préférable d'anticiper plutôt que d'agir dans l'urgence face à la dégradation d'un site.

⇒ Mettre en place une évaluation

Savoir tirer un bilan des actions menées en identifiant ce qui a été positif et ce qui ne l'a pas été, permet d'atteindre au-delà d'une efficacité, une efficience. Cet exercice n'est pas aisé, et le guide adressé aux gestionnaires dénombre des indicateurs pour y parvenir.

⇒ Enfin, des éléments sont donnés sur la promotion des sites Patrimoine Mondial.

Toujours en se situant dans l'idée que le tourisme doit permettre de financer la préservation d'un lieu, le gestionnaire de site est invité à mettre au point une stratégie promotionnelle. Selon une méthode de segmentation des visiteurs potentiels, il doit réfléchir au mode de communication qui lui permettra d'atteindre sa cible.

La lecture de ce guide illustre ainsi de façon intéressante la démarche générale de l'UNESCO qui est la volonté de responsabilisation.

Elle vise en premier lieu les gestionnaires de sites. Ceux-ci doivent permettre aux habitants comme aux visiteurs de s'approprier les lieux. A eux de donner la possibilité, par une gestion adaptée, de protéger un site grâce à son appropriation. Différents exemples sont donnés selon la nature du lieu. Pour cela, il est indispensable de connaître le mieux possible les faiblesses potentielles du site. Il faut également s'interroger sur la façon dont le visiteur ou le résident va porter atteinte au lieu par sa pratique de celui-ci. Ceci pour mettre en œuvre éventuellement des mesures de gestion des flux.

Cela s'appuie sur l'hypothèse que l'on préserve ce pour quoi on a un attachement.

En plus de ces recommandations générales, l'ICOMOS vient également d'éditer un ouvrage rassemblant différentes fiches descriptives de sites du Patrimoine Mondial où ont été menées des actions pour optimiser le développement touristique.

Ces fiches relatent des opérations ayant eu lieu dans des sites de pays en voie de développement et dans des pays industrialisés. Deux sites se rapprochent de ceux composant le champ d'investigation de ce mémoire, il s'agit de Chambord et de l'Alhambra.

Le « Château et domaine de Chambord » a été inscrit en 1981, puis intégré en 2000 au site « Val de Loire ». Un projet a été mené, visant différents objectifs dont l'étalement de la fréquentation touristique dans l'année, et un meilleur accueil des visiteurs par le biais d'une politique de stationnement adéquate. La fiche de l'ICOMOS détaille le contexte de cette opération et ses résultats, ses points positifs et négatifs.

Le site de l'Alhambra et du Generalife a été inscrit en 1984 sur la Liste du Patrimoine Mondial et le quartier de l'Albaycin a été ajouté en 1994. L'accroissement de l'afflux touristique a conduit à une surfréquentation (plus de 2 millions de visiteurs par an), présentant de graves inconvénients pour la conservation des monuments et des jardins. L'objectif était par conséquent de limiter le nombre « simultané » de visiteurs, tout en offrant un choix d'horaires plus étendu. Une politique de gestion des flux a été déterminée, permettant l'accès à un nombre maximum de 350 personnes en 30 minutes. Des mesures sont mises en œuvre pour que les visiteurs se répartissent dans le site de façon homogène.

Ces fiches s'adressent implicitement aux gestionnaires de sites et leur permettent d'avoir des exemples concrets d'actions. Elles décrivent avec précision le déroulement des projets menés. Elles indiquent les modalités réglementaires s'appliquant au site et les acteurs intervenant dans sa gestion.

## 5. L'ambition d'un développement touristique durable

Bien avant le rapport Bruntland, paru en 1986, la Convention de l'UNESCO de 1972 exprimait une ligne de réflexion proche du concept de développement durable. L'idée de préservation du patrimoine et de transmission aux générations futures est très présente dans la Convention. Federico Mayor, Directeur général de l'UNESCO, dans La Mémoire de l'Avenir (1994) a écrit « C'est en assurant la continuité entre le passé et le présent que nous aurons les meilleures chances de façonner l'avenir ».

D'autre part, le modèle d'adéquation tourisme-patrimoine présenté par J-L Luxen illustre l'idée qu'un développement touristique de qualité permet d'entraîner des effets positifs sur le site et l'économie du territoire. Le tourisme est ainsi vecteur de développement local, de développement durable.

### B. LE SUIVI DE L'INSCRIPTION PAR L'UNESCO

---

#### 1. Le suivi de l'inscription

L'Article 5 de la Convention concernant le Patrimoine Mondial demande aux Etats-parties, « selon les conditions appropriées à chaque pays », de « s'efforcer dans la mesure du possible :

- d'adopter une politique générale visant à assigner une fonction au patrimoine culturel et naturel dans la vie collective, et à intégrer la protection de ce patrimoine dans les programmes de planification générale
- d'instituer sur leur territoire, dans la mesure où ils n'existent pas, un ou plusieurs services de conservation et de mise en valeur du patrimoine culturel et naturel, dotés d'un personnel approprié, et disposant des moyens lui permettant d'accomplir les tâches qui lui incombent
- de développer les études et les recherches scientifiques et techniques et perfectionner les méthodes d'intervention qui permettent à un Etat de faire face aux dangers qui menacent son patrimoine culturel ou naturel
- de prendre des mesures juridiques, scientifiques, techniques, administratives et financières adéquates pour l'identification, la protection, la conservation, la mise en valeur et la réanimation de ce patrimoine

- de favoriser la création ou le développement de centres nationaux ou régionaux de formation dans le domaine de la protection, de la conservation ou de la mise en valeur du patrimoine culturel ou naturel et d'encourager la recherche scientifique dans ce domaine. »

La Convention fait ces recommandations, cependant, des mesures complémentaires ont été définies pour assurer le suivi des sites inscrits.

Les « Orientations devant guider la mise en œuvre de la Convention » prévoient la soumission de rapports périodiques ainsi qu'un « suivi réactif ». Les rapports doivent être remis tous les 6 ans. L'article 29 de la Convention stipule que ces rapports doivent indiquer les dispositions législatives et réglementaires et les autres mesures adoptées pour l'application de la Convention. Ils doivent être présentés à la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies et sont portés à connaissance du Comité du Patrimoine Mondial.

Le suivi réactif consiste à soumettre au Comité des rapports spécifiques et des études d'impact « chaque fois que des circonstances exceptionnelles se produisent ou que des travaux sont entrepris qui pourraient avoir un effet sur l'état de conservation du bien. »

Ces mesures, comme la Convention elle-même, ne comportent aucune obligation juridique. Ce sont des recommandations faites aux Etats, ceux-ci ont l'entière responsabilité de les mettre en œuvre ou pas. Signer la Convention signifie prendre un engagement moral.

Différentes Chartes ont été signées par l'UNESCO, notamment une relative au tourisme culturel en 1999, co-signée par l'Organisation Mondiale du Tourisme. Celle-ci ne revêt pas non plus de caractère réglementaire.

Par conséquent, l'octroi d'un titre prestigieux, sans contrainte aucune, si ce n'est la préparation d'un dossier de candidature, est potentiellement intéressant pour de nombreux sites.



## 2. La menace de « désinscription »

Le Comité se réserve la possibilité d'exclure un bien de la Liste du Patrimoine Mondial. Deux cas peuvent se présenter :

- ⇒ « Le bien s'est détérioré jusqu'à perdre les caractéristiques qui avaient déterminé son inscription sur la Liste du Patrimoine Mondial »
- ⇒ « Les qualités intrinsèques d'un bien étaient déjà, au moment de sa proposition, menacées par l'action de l'homme et les mesures correctives nécessaires indiquées par l'Etat partie n'ont pas été prises dans le laps de temps proposé. »

Une procédure d'exclusion a été précisément prévue dans la Convention. Cependant elle est tout à fait exceptionnelle dans la pratique. Avant l'exclusion d'un bien, d'autres moyens sont envisagés. Parfois, le bien peut être inscrit sur la Liste du patrimoine en péril, ce qui permet de faire appel à l'assistance internationale. Des experts interviennent, apportant un soutien technique.

Une participation du fonds pour le Patrimoine Mondial peut aussi être envisagée dans certains cas.

## *Conclusion 1<sup>ère</sup> partie*

*Comme l'indiquait Georges Cazes en 1989, « Bénéfices et risques coexistent en permanence en un même lieu au cours du processus de développement touristique ».*

*L'UNESCO ne rejette pas l'idée de développement touristique des sites, elle l'encourage au contraire, estimant qu'il contribue à la préservation des sites mais fait part de l'extrême prudence avec laquelle il faut agir dans ce domaine et des moyens nécessaires pour que l'aubaine touristique ne se convertisse pas en une calamité.*

*Dans son ouvrage Le Patrimoine Mondial, Dominique Audrerie cite le suivi et le contrôle des sites comme « principales faiblesses du dispositif ».*

*Il s'avère en effet que beaucoup d'Etats ne respectent pas la discipline établie dans les textes de l'UNESCO. De plus, l'Organisation n'a en aucun cas la possibilité d'exercer un contrôle sur la dégradation d'un site si celui-ci n'est pas requis par l'Etat concerné.*

*L'UNESCO se place par conséquent dans une dimension différente. Elle mise sur le fait d'arriver à convaincre de l'importance culturelle et du potentiel économique représentés par les sites, et du caractère souvent irréversible de leur dégradation.*

*Cela rejoint les préceptes des discours actuels sur le développement durable dans lesquels, la préservation de l'environnement signifie la potentialité d'un développement économique à plus long terme.*

*L'UNESCO mise sur une stratégie : la responsabilisation pour atteindre son objectif, préserver le patrimoine et le transmettre aux générations futures.*

## 2<sup>ème</sup> partie : Analyse des fondements de la démarche de demande d'inscription

### *Méthodologie*

*Aucun ouvrage ne traite des attentes et objectifs des acteurs locaux par rapport à l'inscription d'un site. La seule étude à laquelle il est possible de faire référence est un Mémoire de recherche présenté par Franck Huygues Despointes en 2002, s'intitulant « Attentes et effets de l'inscription du Val de Loire sur la Liste du Patrimoine Mondial »<sup>1</sup>. Aussi, pour tenter une évaluation de ces aspects, la méthode choisie a été celle d'entretiens.*

*La méthode utilisée pour recueillir des données a consisté en la recherche de personnes-ressources, témoins si possible de l'avant et l'après inscription du site au patrimoine mondial de l'humanité, de personnes si possible impliquées, ou au moins concernées au niveau local.*

*L'ensemble des 27 sites français inscrits ont été contactés par courrier dans un premier temps, la seule exception est le site des Chemins de Saint-Jacques de Compostelle. Ensuite, des relances ont été effectuées par téléphone, jusqu'à l'obtention d'une réponse positive ou négative pour l'obtention d'un rendez-vous. Nous avons également effectué plusieurs tentatives pour contacter des représentants de sites espagnols, mais beaucoup se sont révélées infructueuses.*

*J'ai ainsi procédé à des entretiens de visu ou téléphoniques, selon des raisons purement pratiques, avec toutes les personnes ayant accepté de me répondre.*

*Les sites pour lesquels des entretiens ont été effectués sont :*

---

<sup>1</sup> HUYGUES-DESPOINTES Franck ; Attentes et effets de l'inscription du val de Loire sur la Liste du patrimoine mondial ; Université F.Rabelais de Tours ; 2002 ; 190 p.

- *Les monuments romains et romans d'Arles (1 entretien) (France – 1981)*
- *La saline royale d'Arc-et-Senans (1 entretien) (France – 1982)*
- *La réserve naturelle de Scandola et les caps de Porto et Girolata (1 entretien) (France – 1983)*
- *La vieille ville de Cáceres (2 entretiens) (Espagne – 1986)*
- *La ville historique de Tolède (1 entretien) (Espagne – 1986)*
- *La Grande île de Strasbourg (3 entretiens) (France – 1988)*
- *La cathédrale Notre-Dame, l'abbaye de Saint-Remi et le Palais du Tau à Reims (1 entretien) (France – 1991)*
- *Le centre historique d'Avignon (1 entretien) (France – 1995)*
- *Le Canal du Midi (2 entretiens) (France – 1996)*
- *La ville fortifiée de Carcassonne (2 entretiens) (France – 1997)*
- *Le centre historique de Lyon (2 entretiens) (France – 1998)*
- *La juridiction de Saint-Emilion (1 entretien) (France – 1999)*
- *Le Val de Loire de Sully-sur-Loire à Chalonnes (10 entretiens) (France – 2000)*
- *Provins, ville de foire médiévale (1 entretien) (France – 2001)*

*Les 29 entretiens effectués concernent 14 sites inscrits au Patrimoine Mondial.*

*Afin de parvenir à des éléments de comparaisons, j'ai établi une « grille d'entretien ». Les questions étaient envoyées par courrier préalablement à l'entretien car cela semblait parfois être une condition à l'obtention de rendez-vous. Les questions posées étaient peu nombreuses et relativement "ouvertes".*

*J'ai systématiquement posé les questions suivantes :*

- *Quelle personne est à l'origine de la demande d'inscription du site sur la Liste du Patrimoine Mondial, et comment s'est ensuite déroulée la procédure?*
- *Quels étaient les objectifs par rapport à cette candidature, qu'attendiez-vous de l'inscription ?*
- *Quels sont les effets réels d'une inscription sur la Liste du Patrimoine Mondial ?*

*Cela implique, du fait-même de cette approche, une part plus ou moins importante de subjectivité et d'inexactitude. Les informations recueillies lors des entretiens renvoient à des interprétations par les personnes interrogées que j'ai moi-même interprétées par la suite.*

*Afin de compléter les données recueillies lors des différents entretiens, j'ai souhaité consulter les dossiers de candidature des sites. Beaucoup de personnes interrogées ne possédaient plus ce document, mais un certain nombre d'entre eux est conservé au Centre de documentation de l'ICOMOS à Paris. Les sites pour lesquels j'ai pu étudier le dossier de candidature sont les suivants :*

- *Le pont du Gard (1985)*
- *La grande île de Strasbourg (1989)*
- *Le canal du midi (1996)*
- *Le site historique de Lyon (1998)*
- *La juridiction de Saint-Emilion (1999)*
- *Le Val de Loire (2000)*
- *Provins, ville de foire médiévale (2001)*

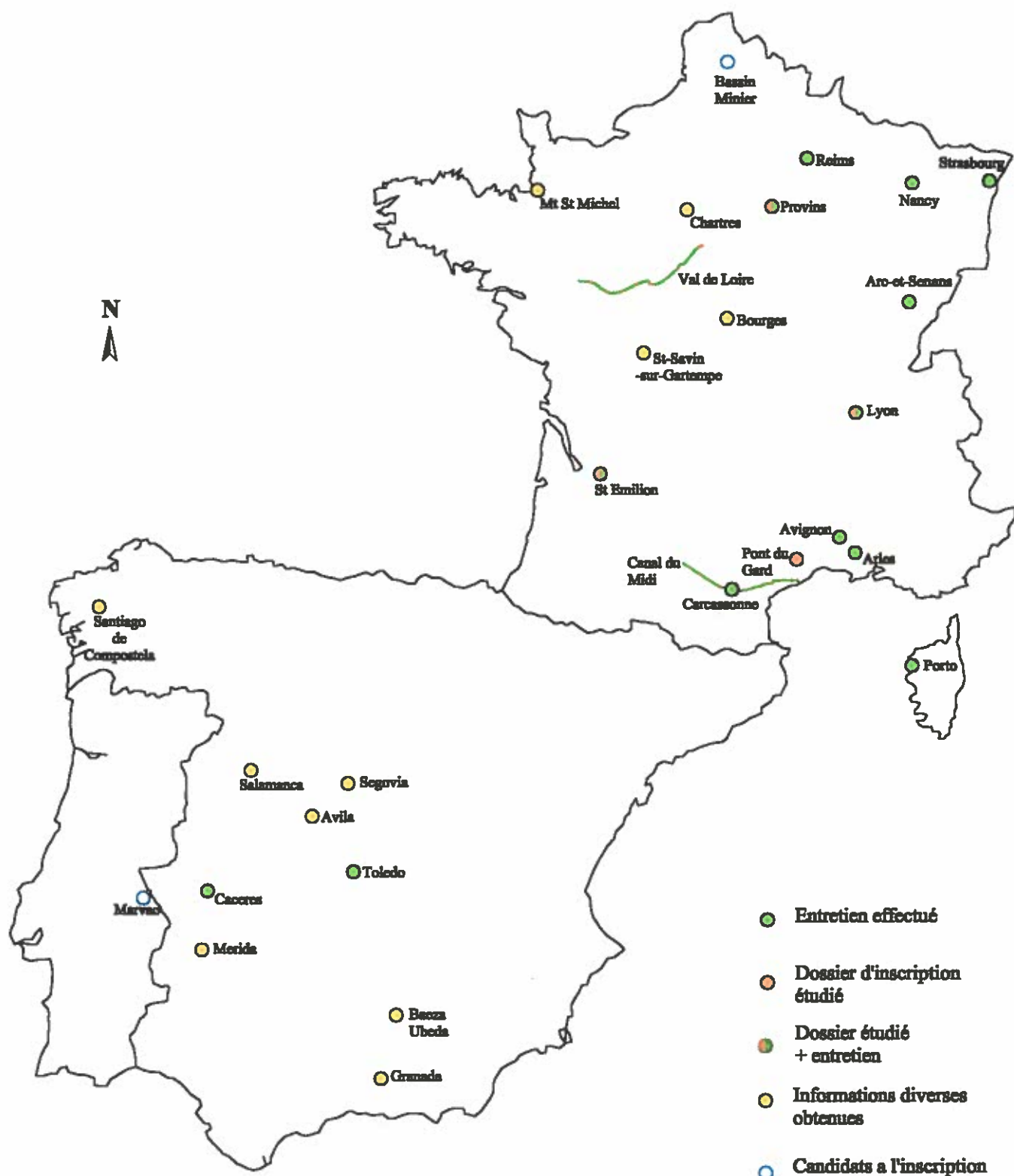
*J'ai procédé également à quelques recherches, lorsque cela été possible, d'articles de journaux parus au moment de l'inscription.*

*De plus, la participation à différentes conférences sur l'inscription du Val de Loire m'a permis de percevoir certains discours tenus par rapport aux objectifs de l'inscription.*

*Deux sites souhaitant faire une demande d'inscription sur la Liste du Patrimoine Mondial (le Bassin Minier Nord – Pas de Calais en France et Marvao au Portugal) ont également nourri l'analyse proposée dans ce mémoire sur l'origine et les attentes liées à une candidature.*

# SITES DU PATRIMOINE MONDIAL

## TERRAINS D'ETUDE



Source : UNESCO  
Réalisation : Elodie Dembrinc

## I. LA DEMARCHE CONCRETE D'INSCRIPTION

---

Selon la définition que nous avons choisie de l'expression « développement touristique », la mobilisation d'acteurs locaux paraît essentielle. Dominique Audrerie parle d'élan nouveau, de démarche collective,

Il nous a, par conséquent, semblé essentiel qu'une première étape de notre travail de recherche sur le rôle joué par l'inscription dans le développement touristique d'un site soit de:

- Déterminer si une démarche de candidature trouve son origine au niveau local
- Réfléchir à la dimension de démarche collective et concertée.

Nous nous sommes aussi intéressés à l'adéquation entre la Mission de l'UNESCO et les attentes liées à l'inscription exprimées par les acteurs locaux.

### A. L'ORIGINE D'UNE CANDIDATURE

---

#### 1. L'idée d'inscription

L'UNESCO n'est jamais à l'origine d'une proposition d'inscription dans les pays n'étant pas en difficulté pour identifier eux-mêmes le patrimoine susceptible d'être inscrit. Dans les sites français ayant été inscrits, l'Etat par le biais des ministères de la Culture ou de l'Environnement a parfois impulsé les démarches de candidature. Les premiers sites inscrits en France l'ont été en 1979. Il s'agissait de sites dont la qualité patrimoniale était particulièrement importante, leur inscription n'a pas été contestée. Ces sites étaient d'ores et déjà de hauts lieux touristiques. Les trois premiers sites ayant été inscrits en France sont : le Mont-Saint-Michel et sa baie, la cathédrale de Chartres, le palais et le parc de Versailles. Les sites de très grande renommée ayant été inscrits à la fin des années 70 et au début des années 80, les demandes d'inscription émanent progressivement de sites qui doivent argumenter leur valeur patrimoniale.

Si l'Etat a joué un rôle prépondérant dans l'inscription des premiers sites, il s'est progressivement moins investi, dans le sens où il n'a plus été nécessairement l'élément déclencheur de la démarche d'inscription mais s'y est impliqué, de fait, ensuite, puisque l'UNESCO ne reconnaît comme interlocuteurs que les Etats et non les collectivités territoriales. L'Etat joue également un rôle puisqu'il décide des sites qu'il mentionne sur la Liste indicative et par là-même des propositions qui sont faites au Comité du Patrimoine Mondial.

Telle semble être la tendance identifiée lors des différents entretiens. Il faut insister sur la difficulté à obtenir des informations sur des événements qui se sont déroulés, dans certains cas, il y a plus de vingt ans. Une autre difficulté dont nous sommes conscients est qu'il peut y avoir un biais de réponse entre les inscriptions anciennes et les plus récentes.

Néanmoins, des réponses ont été données par les personnes interrogées.

Nous avons retranscrit ces réponses dans le tableau suivant en les distinguant par deux couleurs. Le jaune correspond à une origine étatique, que ce soit un des Ministères ou une administration déconcentrée de l'Etat. Le vert renvoie à une idée d'inscription née au niveau local.



ORIGINE DES DEMANDES D'INSCRIPTION		
Nom du site	Année d'inscription	Origine de l'inscription selon la ou les personne(s) interrogée(s)
Les monuments romains et romans d'Arles	1981	Ministère de la Culture
La saline royale d'Arc-et-Senans	1982	M.Antoine (Président de l'Institut N.Ledoux)
La réserve naturelle de Scandola, les golfs de Porto et Girolata	1983	DIREN
La vieille ville de Cáceres	1986	Mairie (ayuntamiento)
La ville historique de Tolède	1986	Mairie (ayuntamiento)
La grande île de Strasbourg	1988	DRAC
La cathédrale, l'abbaye Saint-Remi et le palais du Tau de Reims	1991	DRAC
Le centre historique d'Avignon	1995	Mairie sur proposition du Conservatoire du Palais des Papes
Le Canal du Midi	1996	Voies Navigables de France
La ville fortifiée de Carcassonne	1997	G.Larrat (député lors de l'inscription, actuellement 1 <sup>er</sup> adjoint au Maire)
Le site historique de Lyon	1998	R.Neyret (Association Renaissance du Vieux Lyon) et R.Barre (ancien Maire et Ministre )

La juridiction de Saint-Emilion	1999	G.Bonnefon (ancien Président du SIVOM <sup>1</sup> de la juridiction de Saint-Emilion)
Le Val de Loire	2000	Y.Dauge (sénateur-maire de Chinon)
Provins, ville de foire médiévale	2001	A.Peyrefitte (ancien maire, député et ministre des Affaires culturelles et de l'Environnement)

A la lecture de ce tableau, on observe que dans un premier temps de 1981 à 1991, les propositions d'inscription émanent de l'Etat et qu'au fur et à mesure des années, pour les sites français comme espagnols, les élus locaux ont d'eux-mêmes eu l'idée de l'inscription et se sont tournés vers l'Etat dans un second temps. Dans le cas espagnol, les collectivités locales se sont sans doute intéressées plus tôt qu'en France à l'inscription puisque les demandes d'inscription de Tolède et Caceres sont dès 1986 portées par les mairies de ces villes. Cela correspond aussi à un contexte de décentralisation qui a été plus rapide.

A partir de 1995, l'Etat français n'a été présent que pour le site du Canal du Midi, dont le cas est un peu particulier, puisque c'est « Voies Navigables de France », organisme d'Etat, qui a porté le projet d'inscription.

Pour les derniers sites inscrits, la démarche est largement portée par un élu local. Celui-ci est souvent également impliqué au niveau national, au travers de mandats de député, sénateur, ministre. Ainsi, l'inscription de la ville fortifiée de Carcassonne, celle du site historique de Lyon, du Val de Loire et de Provins ont été respectivement portées par un député, un ancien ministre, un député devenu sénateur et un ancien député et ministre. Ce sont eux qui sont, d'après notre analyse, perçus comme les initiateurs de la démarche d'inscription. La qualité patrimoniale du site est une condition *sine qua non* à l'obtention de l'inscription mais l'appui politique et le

---

<sup>1</sup> Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple

dynamisme de ces élus locaux semblent également être des facteurs déterminants pour le succès de la démarche.

## **2. La mobilisation des acteurs locaux**

Les initiateurs de l'inscription au niveau local, notamment ceux de Carcassonne, de Lyon, du Val de Loire, ont fait part de façon détaillée de la façon dont ils ont cherché à fédérer un grand nombre d'acteurs locaux autour de l'inscription. Leur qualité à rassembler, à mobiliser autour d'une cause commune a ainsi permis d'optimiser les chances de réussite de leur démarche.

### **1<sup>ère</sup> étape : les experts du patrimoine**

Dans les sites récemment inscrits, les élus ont, en premier lieu, rassemblé autour d'eux des experts du patrimoine naturel ou culturel (ou les deux) selon la nature du site. Ainsi, l'appui politique se double d'un appui technique, faisant foi de la qualité du site, justifiant la candidature possible du site sur la Liste du patrimoine mondial. En plus de la crédibilité supplémentaire qu'acquiert la démarche, les spécialistes du patrimoine sont sollicités pour assurer une mission très concrète qui est la rédaction du dossier.

Il est possible de citer différents exemples : dans le cas du Val de Loire, ont été sollicités deux professeurs d'Université, les personnes du Parc Naturel Régional, des spécialistes de la Loire. A Carcassonne et à Lyon, il s'agissait d'experts en architecture et patrimoine bâti.

### **2<sup>ème</sup> étape de mobilisation des acteurs : les autres collectivités territoriales**

L'implication des conseils généraux et régionaux est ensuite recherchée par le ou les porteurs du projet d'inscription. La taille du site joue un rôle déterminant dans cette implication. Nous avons observé, dans notre étude, que les sites sont de taille très différente et peuvent être entièrement compris dans une commune ou regrouper un nombre important de communes (le site du Canal du Midi s'étend sur 240 km, et celui du Val de Loire comprend 160 communes sur 280 km). Un site de taille

importante nécessite un grand travail préliminaire pour mobiliser un nombre conséquent d'acteurs, mais si celui-ci est bien mené, les bénéfices sont démultipliés. Dans le cas du Val de Loire, les Conseils Régionaux du Centre et des Pays de Loire ont largement soutenu l'inscription, les différents conseils généraux s'étant intéressés à ce projet dans un second temps.

Dans le cas du Canal du Midi, les conseils régionaux et généraux se sont impliqués de façon modérée dans la démarche d'inscription, se reposant sur Voies Navigables de France. Les communes et groupement de communes se sont, par contre, rapidement intéressés à l'inscription.

### **3<sup>ème</sup> étape : les professionnels d'organismes publics du tourisme**

Les offices de tourisme dans les sites ne dépassant pas de limites communales, et les comités départementaux et régionaux du tourisme dans le cas de sites supracommunaux ont également apporté leur soutien aux demandes d'inscription, sans toutefois s'impliquer de manière réellement conséquente. Ils se sont en fait tenus informés de l'avancée du projet en faisant part de leur appui, mais ne souhaitaient s'investir de façon concrète qu'une fois l'inscription obtenue.

De par leur compétence de promotion, ils s'intéressent à la possibilité de communication que représente l'inscription (nous développerons cet aspect dans la 3<sup>ème</sup> partie).

### **4<sup>ème</sup> étape : les associations et les habitants**

Les associations locales pratiquant des activités liées aux sites inscrits se sont parfois intéressées de près à l'inscription. L'exemple le plus illustratif est celui des associations de bateliers pour le Canal du Midi comme pour le Val de Loire. Les bateliers sont favorables à l'inscription puisque celle-ci leur semble être l'opportunité de donner un souffle nouveau à leur activité. Dans les sites urbains, les associations de défense du patrimoine ont également fait part de leur approbation quant à la démarche d'inscription. L'inscription représente pour eux une reconnaissance de la cause pour laquelle ils s'investissent.

Les habitants, souvent informés par des articles dans la presse locale de la candidature d'un site peuvent également s'intéresser de manière spontanée à la candidature.

Pour susciter l'intérêt des habitants, le Bassin Minier Nord-Pas de Calais, candidat pour une inscription en 2005, a initié une nouvelle démarche, celle des clubs « BM UNESCO + ». Cette action « a besoin de toutes les forces vives de la région » et vise « la mobilisation et l'expression de tous pour la valorisation et la transmission d'un héritage commun » (Extrait du dossier rédigé par l'Association Bassin Minier UNESCO 2005). Les clubs doivent adhérer à une charte préparée par l'association.

Durant notre séjour en Espagne, nous avons pu nous entretenir avec un professeur d'Université impliqué dans la candidature des sites de Marvao (au Portugal), de Baeza-Ubeda (en Espagne). Nos observations lui semblent être tout à fait transposables aux candidatures récentes en Espagne et au Portugal.

## B. DE LA REDACTION D'UN DOSSIER A SA VALIDATION

---

### 1. Des dossiers de plus en plus conséquents

Depuis le début des années 80, une évolution est flagrante dans la rédaction des dossiers de demande d'inscription. Ceux-ci sont introuvables pour les premiers sites inscrits (avant 1985), que ce soit Arles, Arc-et-Senans, Nancy, Saint-Savin-sur-Gartempe ou le site corse. Les personnes interrogées pensent qu'il n'y a pas eu de dossier rédigé au moment de l'inscription, les seuls éléments qu'ils possèdent sont , au mieux, des courriers échangés entre le ministère et l'UNESCO.

Pour les sites inscrits dans un second temps entre 1985 et 1995, les dossiers semblent peu conséquents pour les sites inscrits. Les gestionnaires des sites de Strasbourg, Reims ou Avignon n'en ont pas conservé d'exemplaire.

Pour la quasi-totalité des sites, les fiches « évaluation » avec l'avis de l'ICOMOS sont, par contre, conservées au centre de documentation de cette dernière.

Pour les sites inscrits après 1995, les dossiers sont de taille tout à fait conséquente. Le dossier d'inscription pour le site historique de Lyon comporte par exemple 4 volumes.

Les exemplaires des sites du Canal du Midi, de Carcassonne, de Lyon, de Saint-Emilion, du Val de Loire et de Provins répondent beaucoup plus strictement au texte de la Convention concernant les dossiers d'inscription, même si toutes les informations demandées n'y figurent pas.

De dossier en dossier, nous pouvons constater une surenchère dans la présentation. Ils sont très illustrés. Parfois des documents vidéos sont proposés, réalisés spécialement pour l'inscription.

Nous avons pu visionner un film réalisé pour l'inscription du Val de Loire ainsi que pour le site portugais de Marvao. Tous deux vantent les qualités patrimoniales du site et de tous les éléments exceptionnels présents dans ces territoires.

De plus en plus d'efforts sont ainsi faits pour séduire les membres du Comité.

Cette évolution des dossiers traduit tout à fait la récente implication et motivation des différents protagonistes qui souhaitent aboutir à l'inscription d'un territoire. Les acteurs locaux mettent toutes les chances de leur côté pour obtenir une réponse positive à leur proposition d'inscription. C'est une conséquence du grand nombre de sites inscrits en Europe.

## 2. La validation ou non par le Comité du patrimoine mondial

Lorsque le Comité examine un dossier de candidature, trois cas sont possibles :

- la validation, le site est alors inscrit,
- le refus,
- la décision différée, le Comité rendra un avis lors d'une prochaine session.

Il est fréquent que le Comité refuse l'inscription d'un site sur la Liste du patrimoine mondial, lorsque ce dernier présente un dossier incomplet ou s'il ne répond pas aux critères d'inscription. Toutefois, il est possible de renouveler sa proposition. Ainsi,

l'inscription du Val de Loire a été refusée une première fois, en décembre 1999. La présence de la centrale nucléaire de Saint-Laurent-des-Eaux à l'intérieur du périmètre inscrit n'était pas concevable pour certains membres du Comité notamment, les Anglo-saxons. Ce premier refus a contribué à une mobilisation réelle d'un grand nombre d'acteurs locaux. De ce fait, un dossier complémentaire a été effectué et présenté par la France le 30 novembre 2000, avec un périmètre affiné, prenant en compte les demandes du Comité du patrimoine mondial.

Pour le site de Provins également, l'ICOMOS avait, en 1998, rendu un avis défavorable. Le dossier a été modifié et l'inscription a eu lieu en 2001. Enfin, nous pouvons citer les Ensembles monumentaux Renaissance de Ubeda et Baeza en Espagne qui ont été inscrits le 3 juillet 2003, alors qu'il s'agissait de leur 5<sup>ème</sup> tentative de candidature.

Un refus ne préjuge en rien de la mauvaise qualité patrimoniale d'un bien. Il est plutôt lié aux orientations que l'UNESCO veut donner à la Liste des biens inscrits. Les sites naturels ont beaucoup plus de chances d'être inscrits puisqu'ils sont aujourd'hui nettement moins nombreux sur la Liste du Patrimoine Mondial et que l'UNESCO souhaite précisément élargir la liste de ce type de sites.

Les innovations sont très appréciées. Les itinéraires culturels (comme les Chemins de Saint-Jacques de Compostelle), les paysages culturels (comme le Val de Loire), le patrimoine industriel, par leur aspect innovant rencontrent la faveur des membres du Comité. L'orientation la plus récente semble être le « patrimoine immatériel ». Il peut s'agir de sites où sont présentes des traditions populaires représentant une valeur patrimoniale exceptionnelle.

## II. LES ATTENTES DES ACTEURS LOCAUX PAR RAPPORT A UNE INSCRIPTION

---

### 1. Différents acteurs, différentes attentes

Il est possible d'établir, parmi les personnes interrogées, quatre catégories d'acteurs en fonction de leur rôle et de leurs prérogatives dans la démarche d'inscription. Celles-ci ne sont pas de taille homogène. Nous avons ainsi distingué :

- ▶ Le **groupe des élus** (5 entretiens concernant les sites de Cáceres, de Nancy, de Carcassonne, du Val de Loire) ;
- ▶ Le **groupe des techniciens**<sup>1</sup>, professionnels du patrimoine (naturel ou culturel) (12 entretiens concernant les sites d'Arc-et-Senans, de Corse, de Cáceres, de Strasbourg, de Reims, d'Avignon, de Lyon, du Val de Loire) ;
- ▶ Le **groupe des professionnels d'organismes publics du tourisme** (10 entretiens concernant les sites d'Arles, de Tolède, de Strasbourg, du Canal du Midi, de Lyon, de Saint-Emilion, du Val de Loire, de Provins) ;
- ▶ Le **groupe des journalistes** (2 entretiens concernant les sites de Strasbourg et du Val de Loire).

Après avoir effectué l'ensemble des entretiens, parmi les réponses recueillies, des classifications ont aussi pu être établies pour les attentes. L'ensemble des éléments cités comme attentes rentre dans ces catégories. L'ordre dans lequel étaient données les réponses, lorsque plusieurs attentes étaient exprimées, nous a paru revêtir une certaine importance, aussi l'avons nous noté.

Les catégories de réponses concernant les attentes liées à l'inscription sont les suivantes :

- Aucune attente
- La protection et la préservation du site

---

<sup>1</sup> Nous employons le terme de "technicien" par opposition au terme "élu".



- La reconnaissance de la valeur patrimoniale
- Le souhait d'un changement d'image, d'un nouveau vecteur de communication
- Le développement touristique

Nous avons retranscrit les réponses données sous forme de tableau, en plaçant volontairement les catégories d'attente selon une hiérarchie croissante d'aucune attente au développement touristique évoqué explicitement et en indiquant le cas échéant l'ordre dans lequel elles ont été fournies ( 1 : réponse fournie dans un premier temps, 2 : réponse fournie dans un second temps, etc ...).

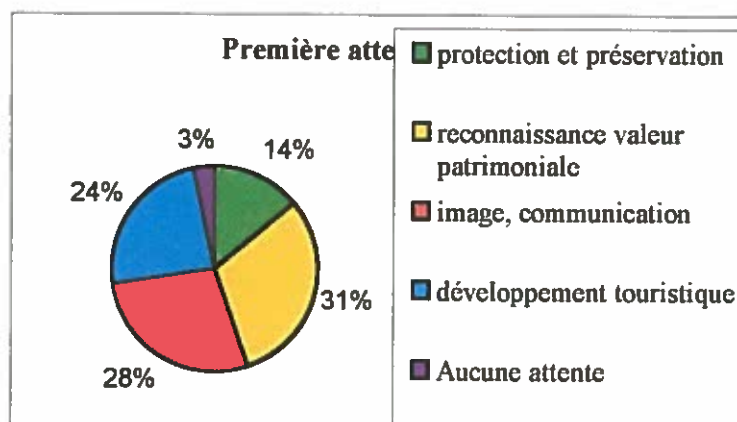
Des numéros suivent les noms des sites pour lesquels plusieurs entretiens ont été effectués (exemple Val de Loire 3). L'ordre donné n'a aucune signification.

# ATTENTES DES DIFFERENTS ACTEURS

Catégorie d'acteurs	Site	Aucune attente	Protection et	Reconnaissance valeur	Image, communication	Développement touristique
Journaliste	Strasbourg		1	2		
	Val de Loire		2	1		
Techniciens patrimoine	Arc-et-Senans		1			
	Strasbourg		1			
	Corse		1	2		
	Reims			1		
	Avignon			1	2	
	Val de Loire (1)			1	2	3
	Val de Loire (2)			1	2	3
	Val de Loire (3)			1	3	2
	Cáceres			1		2
	Lyon			3	1	2
	Nancy			1		
	Carcassonne			1		2
	Val de Loire (2)			1	3	2
	Val de Loire (2)			1	3	2
	Cáceres			3	2	1

Catégorie d'acteurs	Site	Aucune attente	Protection et préservation	Reconnaissance valeur patrimoniale	Image, communication	Développement touristique
Professionnels tourisme	Arles	1				
	Strasbourg	1				
	Val de Loire (1)		1	2		
	Canal du Midi (1)		2	1	3	
	Provins			1	2	3
	Canal du Midi (2)				1	
	Saint-Emilion				1	
	Lyon				1	2
	Val de Loire (2)				1	2
	Tolède				2	1
	Val de Loire (3)				2	1
	Val de Loire (4)				2	1

L'analyse des réponses recueillies montre que la reconnaissance de la valeur patrimoniale d'un site est la réponse la plus fréquemment donnée. En effet, elle tient la première place dans 12 cas sur les 29 personnes interrogées.



Les deux catégories journalistes et élus l'ont systématiquement citée, et 80% des personnes assimilées à des techniciens du patrimoine également. Par contre, le groupe des professionnels du tourisme évoque peu la notion de valeur patrimoniale, seulement 3 sur 12 la citent. La réponse qu'ils privilégient à 75% concerne le vecteur image et communication potentiel de l'inscription. Ensuite, 50 % emploient l'expression de développement touristique comme attente liée à l'inscription au Patrimoine Mondial.

Il faut noter que ces deux réponses vont toutes deux dans le sens d'un objectif de développement touristique, l'une étant plus explicite que l'autre.

La réponse « protection, préservation » a été donnée 8 fois. Deux journalistes et 3 techniciens du patrimoine, tous de sites inscrits dans les années 80, ont évoqué ces termes. L'un d'eux est un représentant du site Corse ; pour lui, cet objectif est primordial, il faut rappeler qu'il s'agit du seul bien inscrit au titre du patrimoine naturel en France. Un élu d'une commune riveraine de la Loire souhaiterait que l'inscription permette une meilleure préservation du site, avec des actions limitant les risques d'inondations sans nuire au fleuve. Deux professionnels du tourisme des paysages culturels du Val de Loire et du Canal du Midi souhaitent que l'inscription permette de préserver ces sites. Lors de ces deux entretiens, ces acteurs ont parlé de la nécessité de s'assurer de la préservation du site avant de se préoccuper de valorisation touristique. Selon eux, la qualité du site est l'élément essentiel sur lequel

il faut veiller. Ils envisagent de mener des actions en vue du développement touristique, mais n'attendent rien de particulier de l'inscription pour cela. Elle doit permettre, selon eux, de sensibiliser sur la qualité du site, en vue d'une meilleure prise en compte.

Enfin, deux représentants de sites (Strasbourg et Arles), ont répondu qu'aucune attente n'était liée à l'inscription, que ces communes ont accueilli favorablement le fait que l'Etat leur propose de figurer sur la Liste indicative, sans en attendre de conséquence particulière. Ils ont également ajouté que leurs villes étant très connues et fréquentées par de nombreux touristes, l'inscription ne pouvait pas leur apporter un avantage quelconque. Notons que ces sites ont été inscrits en 1981 pour Arles et 1988 pour Strasbourg. Ce sont deux sites pour lesquels l'origine d'inscription n'est pas l'initiative d'acteurs locaux.

Nous pouvons déduire des discours tenus par les personnes interrogées que :

- ⇒ Ceux qui sont inquiets quant à la préservation du site considéré pensent que l'inscription va leur donner un argument supplémentaire pour engager des actions en la matière,
- ⇒ Ceux qui se sont investis pour la valorisation du site attendent de l'inscription une reconnaissance du travail qu'ils ont effectué,
- ⇒ Ceux qui prévoient d'engager des projets de développement touristique justifient leur action en arguant de l'augmentation de fréquentation qui va suivre l'inscription, celle-ci signifie pour eux un commencement et non une fin en soi.

Chacun prévoit par conséquent d'utiliser l'inscription dans le sens qui lui convient.

## 2. Conséquences supposées de l'inscription par les acteurs locaux

Lors des entretiens, plusieurs personnes ont évoqué la difficulté à percevoir les conséquences réelles de l'inscription d'un site au Patrimoine Mondial, regrettant souvent l'absence d'éléments de connaissance dans ce domaine.

D'autres personnes interrogées ont fait part des effets qu'elles supposaient, ou dans de rares cas, d'effets qu'elles avaient constatés.

Dans le tableau ci-après, nous avons rapporté des extraits issus des entretiens illustrant les conséquences de l'inscription exprimées par les personnes que nous avons interrogées. Nous avons choisi de faire à nouveau des regroupements selon les catégories d'acteurs interrogés, comme dans le tableau précédent. (Les journalistes n'ont pas donné d'éléments de réponse).

CONSEQUENCES SUPPOSEES DE L'INSCRIPTION PAR DIFFERENTS ACTEURS		
Catégorie acteur	Site	Extraits issus des entretiens
Techniciens Du Patrimoine	Arc-et-Senans	« L'inscription a pour principal impact une hausse de renommée, les gens viennent de plus loin. C'est plus qualitatif que quantitatif. »
	Strasbourg (1)	« Il ne me semble pas qu'une inscription ait beaucoup de retombées, c'est plutôt un titre honorifique. »
	Val de Loire (1)	« Il y a des potentialités économiques liées à l'inscription. (...) Dans certains sites, les gens se bougent, dans d'autres, rien ne se passe. »
	Val de Loire (2)	« L'inscription représente une énorme retombée potentielle en terme d'image, donc de développement touristique. »
	Reims	« L'inscription a un intérêt limité dans les sites européens, elle est surtout importante dans les sites en péril. »
Professionnels du tourisme	Tolède	« Les villes inscrites au Patrimoine Mondial ont vu leur fréquentation augmenter. »

Professionnels Du Tourisme	Arles	« L'inscription a en principe des retombées en terme d'image, mais ne joue pas vraiment pour Arles. (...) Cette inscription ne représente qu'un plus. »
	Avignon	« L'inscription n'a pas beaucoup d'impacts dans les sites très connus. »
	Canal du Midi (1)	« Les retombées de l'inscription en terme d'image sont indéniables »
	Canal du Midi (2)	« L'inscription a des impacts très importants, pour le Canal du Midi, a permis une sensibilisation des populations locales. »
	Lyon	« Le label patrimoine mondial UNESCO n'est pas très connu. Les gens ne savent pas quels sont les sites inscrits, ni ce que cela signifie. (...) L'inscription fait partie d'une stratégie globale de développement. »
	Provins	« L'inscription d'un site permet d'obtenir une reconnaissance internationale, mais il ne faut pas s'arrêter là. Maintenant, il faut transformer l'essai. »
	Saint-Emilion	« Les inscriptions sont très médiatisées donc il y a des retombées certaines. (...) Les Français ne savent pas bien ce qu'est l'UNESCO. »
	Strasbourg (2)	« Il est très difficile de savoir si l'évolution de la fréquentation d'un site a un lien avec l'inscription. »
	Val de Loire (3)	« Les professionnels du tourisme sont toujours preneurs de ce genre de classement, il peut y avoir des retombées en terme d'image, de notoriété. (...) Je suis très sceptique quant à la possibilité de quantifier les effets d'une inscription, de nombreux facteurs interviennent. »
	Val de Loire (4)	« Une inscription UNESCO constitue la reconnaissance d'un état de fait, pas d'un potentiel. Elle représente une reconnaissance a posteriori. (...) Rien n'arrive avec uniquement l'inscription. Elle paraît plus être un accélérateur de tendance, de la même façon que peut l'être une autoroute, ceux qui étaient inertes le sont encore plus, et ceux qui étaient actifs le sont plus aussi. »
	Val de Loire (5)	« Il faut être très prudent pour évaluer les retombées d'une inscription, de nombreux facteurs peuvent jouer. (...) Le bonus apporté par l'inscription est peu important dans les sites déjà très connus. »

Elus	Cáceres	« L'inscription permet de communiquer, surtout à l'étranger, et cela développe le tourisme. »
	Carcassonne	« L'inscription augmente la fréquentation touristique d'un site, et entraîne l'allongement de la saison touristique. (...) Elle permet une nouvelle dynamique économique et touristique. »
	Val de Loire (6)	« Les retombées économiques potentielles de l'inscription sont indéniables dans le domaine du tourisme, mais tout est à faire. »

Sur les 29 personnes avec lesquelles des entretiens ont eu lieu, seules 20 se sont exprimées sur les effets concrets de l'inscription. Les 9 autres ont dit qu'elles seraient tout à fait intéressées par des éléments de connaissance sur ce sujet car elles ne savent pas tellement ce que peut apporter l'inscription pour le site en question.

Parmi les réponses données, 12 personnes attribuent à l'inscription des effets positifs liés au tourisme. Différents effets sont imaginés, les principaux sont : l'augmentation globale de la fréquentation, l'allongement de la saison touristique, la hausse du nombre de touristes étrangers.

Pour 4 des entretiens, les représentants de sites pensent que l'inscription n'entraîne pas réellement d'effet. Ces mêmes personnes expriment un doute par rapport au fait-même que l'inscription ait des effets et le cas échéant à la possibilité de les évaluer.

Les professionnels du tourisme sont le seul groupe dans lequel toutes les personnes interrogées ont donné des éléments de réponse à cette question. C'est également dans ce groupe que le scepticisme est le plus prononcé. Il est sans doute possible de rapprocher cela d'une maîtrise plus importante des connaissances dans le domaine du tourisme. Beaucoup ont fait part de la multitude de facteurs qui interviennent sur l'évolution de la demande et de la fréquentation touristiques.

Les représentants du groupe des élus ne font pas part de cette complexité. Leur discours se rapprocherait plutôt de l'idée que l'inscription entraîne une augmentation de la fréquentation touristique mais qu'il est nécessaire de mettre en



œuvre des actions. Cela va toujours dans le sens d'une justification des décisions d'investissements qu'ils ont prises.

Pour les techniciens du patrimoine, les réponses sont plus mitigées. Trois sur les cinq parlent d'effets positifs sur l'économie touristique. Les deux autres ne pensent pas qu'il y ait d'effets concrets attribuables à l'inscription.

### 3. Synthèse sur les ambitions

Comme nous venons de le voir dans notre analyse précédente, les demandes d'inscription semblent de plus en plus traduire des ambitions de développement touristique. La volonté de protéger le patrimoine est, quant à elle, de moins en moins évoquée dans les entretiens concernant les sites récemment inscrits.

Cela peut sans doute être rapproché d'un contexte où de nombreux territoires souhaitent que leur patrimoine naturel ou bâti leur permette de diversifier les ressources locales.

Ainsi, Valéry Patin dans son ouvrage « *Tourisme et Patrimoine en France et en Europe* » écrivait « En quelques années, la consommation s'est banalisée, l'économie s'est mondialisée, l'exclusion a fortement progressé entraînant l'explosion des dépenses sociales. Dans cet univers, le rôle économique et social du patrimoine de même que ses modalités de financement et de gestion ne peuvent plus être appréciés comme ils l'étaient auparavant. Les monuments, musées et sites conservent leur fonction éducative et distractive, leur valeur de témoignage, mais doivent contribuer largement à la richesse et à la solidarité nationales. »

Xavier Greffe, dans « *La gestion du tourisme culturel* » considère que : « Le tourisme culturel est aujourd'hui une réalité et même un espoir pour bien des territoires qui souhaitent faire de la valorisation de leur patrimoine un levier concret de création d'emplois. »

## *Conclusion 2<sup>ème</sup> partie*

*Des personnes s'investissent dans une démarche d'inscription, sans réellement savoir ce qu'elles en attendent, ou plutôt, ce que cela va apporter au site considéré. Lorsqu'une démarche s'engage, les acteurs locaux y semblent tous favorables même s'ils ne sont pas tous prêts à s'investir de la même façon, ils se disent soutien de la candidature. Nous pensons pouvoir dire qu'il s'agit dans certains sites inscrits (notamment les plus récents), d'une démarche ayant pour un développement touristique, selon la définition que nous avons indiquée.*

*Concernant l'adéquation entre les ambitions locales et les objectifs de l'UNESCO, nous nous rendons compte que la justification-même de l'existence de cette Liste, à savoir la préservation trouve peu d'écho dans le discours tenu par les acteurs locaux. Lorsque ceux-ci s'investissent dans une démarche de demande d'inscription, c'est qu'ils attendent des effets de l'inscription.*

*De plus en plus, les attentes des acteurs locaux font part d'une volonté de bénéfice lié à l'inscription. Ils se satisfont de cette reconnaissance, y voient souvent la possibilité d'améliorer leur image. Ils souhaitent qu'elle contribue au développement économique de leur territoire, que celui-ci soit plus attractif, pour les touristes comme pour d'autres activités.*

*Nous avons rencontré des difficultés pour obtenir des entretiens en Espagne, cette démarche semblait inhabituelle pour les personnes sollicitées. Néanmoins, les quelques entretiens menés et les informations recueillies nous ont donné l'impression d'une plus grande facilité à évoquer des ambitions touristiques. Pour les sites français, nous avons parfois ressenti une certaine réserve ou une volonté de se justifier de la part des acteurs non professionnels du tourisme exprimant des attentes dans ce domaine.*

*Nous allons à présent nous interroger sur l'utilisation réelle de l'inscription par les acteurs locaux, pour affiner notre hypothèse de recherche.*

## 3<sup>ème</sup> partie : Le développement touristique des sites inscrits

### *Méthodologie*

*Cette étude se fonde également largement sur la réalisation d'entretiens, et la même manière de procéder que précédemment a été utilisée pour la retranscription immédiate des discours recueillis ainsi que pour le traitement des données.*

*Les questions posées ont été les suivantes :*

- *Qui est en charge de la gestion du site ?*
- *Une hausse de fréquentation du site a-t-elle été ressentie ?*
- *Des projets touristiques ont-ils été mis en place ? Si oui, quand ? Dans quelle mesure sont-ils liés à l'inscription ?*
- *Y a-t-il eu d'autres conséquences au niveau touristique ?*
- *Une campagne de promotion et de communication autour de l'inscription a-t-elle été mise en place au niveau local, en France, à l'étranger ? Par qui ? Quel était le "message" mis en avant ?*
- *Avez-vous mené des études, des enquêtes en rapport avec l'inscription ?*

*Comme l'indiquent les questions, différents thèmes sont abordés :*

- ⇒ *La gestion, qui sous-tend celui de la protection du site,*
- ⇒ *La fréquentation touristique, puisque d'après les conclusions de la partie précédente, son évolution intéresse hautement les acteurs locaux,*
- ⇒ *Les projets liés à l'activité touristique : ceux-ci permettent d'infirmer ou de confirmer les espérances placées dans l'inscription,*
- ⇒ *La communication : dans le domaine du tourisme, elle revêt un enjeu essentiel, aussi, nous étudierons l'effort fait dans ce domaine par les sites inscrits.*

*Toutes ces informations sont analysées afin de déterminer si l'inscription a eu des effets sur le développement touristique des sites inscrits. Dans un deuxième temps, nous tenterons de mettre en évidence ce qui a éventuellement permis à l'inscription de jouer un rôle.*

*Les données résultant de cette analyse seront complétées par la recherche d'informations statistiques. Une tentative d'appréciation de l'adéquation entre données chiffrées et « ressentis » des personnes interrogées sera effectuée.*

*Enfin, l'utilisation de l'inscription à titre de vecteur de communication sera appréciée au travers, d'une part, de l'étude des brochures documentaires destinées aux touristes disponibles dans les offices de tourisme et/ou les comités départementaux et régionaux du tourisme. D'autre part, l'observation des différents sites Internet (Mairies, Offices de Tourisme) relatifs aux territoires inscrits a également nourri notre travail.*

### III. DES SITUATIONS HETEROGENES

---

Conformément à la définition du développement touristique que nous avons considérée pour ce mémoire, nous avons établi trois indicateurs pour évaluer le développement touristique en lien avec l'inscription. La mise en place de projets touristiques nous paraît adaptée pour évaluer l'implication des acteurs locaux par rapport à l'inscription. La communication a ensuite été étudiée : l'inscription est-elle utilisée comme argument pour un développement touristique ? Ensuite, un indicateur plus classique dans le domaine du tourisme a été pris en compte, il s'agit de la fréquentation.

#### A. LE CONSTAT DE CETTE HETEROGENEITE

---

Les trois indicateurs précédemment choisis ont été étudiés dans les différents sites afin de connaître la situation inhérente à chacun des territoires inscrits.

##### 1. La mise en place de projets touristiques

Dans le tableau suivant, pour chacun des sites considérés dans ce mémoire, nous avons récapitulé, à partir des entretiens effectués, les projets touristiques mis en œuvre suite à l'inscription au Patrimoine Mondial.

Les réponses données lors des 29 entretiens réalisés sont reportées. Il faut préciser que concernant les sites pour lesquels plusieurs entretiens ont été effectués, des réponses identiques étant souvent obtenues, dans un souci de clarification, nous avons indiqué l'ensemble des réponses données par site.

Nous avons tenté de déterminer, l'existence d'un lien avec l'inscription à partir de l'analyse de l'expression des personnes interrogées. Enfin, nous avons évalué l'envergure de ces projets en employant les qualificatifs de « faible » lorsqu'un projet nous paraissait peu conséquent, ou « grande » lorsque plusieurs actions dont certaines structurantes, ont été réalisées ou sont prévues.

PROJETS TOURISTIQUES CITES PAR LES ACTEURS INTERROGES				
Nom du site	Année inscription	Projet(s) touristiques ayant suivi l'inscription	Lien inscription	Envergure projet
Arles	1981	Rien (en lien avec l'inscription)		
Arc-et-Senans	1983	Projet culturel global (musée Ledoux...).	Faible, peut-être accélération	Grande
Nancy	1983	Rien (en lien avec l'inscription)		
.Cáceres	1986	Développement de l'offre d'hébergement touristique (surtout haut de gamme) et restauration. Modernisation du musée.	Lien indéniable	Grande
Tolède	1986	Agrandissement de l'office de tourisme principal et installation de deux annexes. Restauration de certains monuments.	Lien mais aurait peut-être eu lieu sans l'inscription	Grande
Strasbourg	1988	22 plaques en laiton ont été apposées dans le site	Lien direct	Faible
Reims	1991	Visites de Reims patrimoine mondial par l'office de tourisme	Lien direct	Faible
Avignon	1995	Jardin des dômes (projet existait avant l'inscription) , aménagement des abords du site, mise en valeur de l'environnement direct des monuments inscrits	Aucun en lien direct avec l'inscription	Grande
Canal du midi	1996	Port de Castelsarrazin, projet à Buzet-sur-Baïse, grand projet de Béziers-Fonseranes (mise en scène, exposition...), aménagement du port de plaisance de Toulouse	Projets développés par les élus suite à l'inscription	Grande
Carcassonne	1997	Projet Opération Grand Site. Projet de Centre des Congrès. Développement de l'offre de restauration et d'hébergement	Oui, surtout pour accueil touristique	Grande

Lyon	1998	Mise en lumière du site. Rénovation de l'hôtel de Gadagne, transformation de la Maison de Chamariier, création d'une signalétique bilingue accompagnée de supports multimédias	Lien avec l'inscription	Grande
Saint-Emilion	1999	Programme de signalétique, projet de musée du Vin et de la Vigne, rénovation du musée d'histoire et d'archéologie, projets d'évènements ponctuels	Lien avec l'inscription	Grande
Val de Loire	2000	Réaménagement de certains abords du fleuve et mise en lumière. Manifestations diverses (Jours de Loire...). Développement de l'offre d'hébergements touristiques. Circuits « découverte », sentiers et tables d'interprétation... Réflexion par rapport à batellerie	Lien avec l'inscription	Grande
Provins	2001	Aménagement d'infrastructures pour amélioration de l'accueil des touristes (parkings, sanitaires...). Nouvelle offre d'animations culturelles diverses.	Oui, lien direct	Grande

A la lecture de ce tableau, nous observons que les projets mis en place suite à l'inscription d'un site sont de nature très variable.

La pose de plaques indiquant l'emblème du patrimoine mondial, l'agrandissement d'offices de tourisme, la restauration de monuments, la mise en œuvre d'animations culturelles diverses, la réalisation d'infrastructures d'accueil variées, des aménagements fluviaux, la construction d'un Centre des Congrès sont autant d'exemples de projets réalisés ou en cours de programmation.

Certains projets concernent aussi bien l'accessibilité du site (moyens de transport et aménagement de parkings), les infrastructures d'accueil et de services (sanitaires, hébergement, restauration), l'animation du site (organisation de visites guidées, spectacles...). Il s'agit par conséquent d'investissements très lourds confirmant les ambitions qui entourent l'inscription et ses retombées potentielles.

Plusieurs autres projets peuvent contribuer au développement touristique d'un site. Pour certains, une véritable réflexion est menée, par différents acteurs. Ces projets nécessitent en effet une dimension interdisciplinaire puisque de multiples intérêts doivent être considérés (économiques, sociaux, architecturaux, naturels...).

Dans le cas de Strasbourg en revanche, nous pouvons admettre que la pose de plaques indiquant l'emblème du patrimoine mondial représente un projet d'ordre touristique. Ces plaques permettent en effet d'informer les visiteurs. Cependant, il ne s'agit pas de développement touristique à proprement parler.

Les projets de développement touristique que nous avons récapitulés dans le tableau relatif à ce sujet comportent une envergure très variable. La pose de plaques indiquant l'emblème du patrimoine mondial pour Strasbourg est un projet qui demande des investissements minimes par rapport à une politique touristique prévoyant des infrastructures d'accueil des visiteurs. De plus, la pose de plaques correspond à une recommandation faite par l'UNESCO, puisque lorsqu'un bien est inscrit, « l'Etat doit, dans la mesure du possible, apposer une plaque pour commémorer cette inscription. »

Certains représentants n'ont cité aucun projet, ou des projets de très petite envergure. Cela ne signifie pas que ces acteurs n'ont pas mené de politique de développement touristique. Ils ne la lient pas à l'inscription et celle-ci n'a pas exercé d'influence sur leurs projets.

Le lien avec l'inscription est très difficile à appréhender. Nous avons posé la question aux représentants de site mais tout en étant conscients que leur réponse correspondrait uniquement à leur perception personnelle. Les personnes interrogées établissent dans la grande majorité des cas un lien avec l'inscription mais ne peuvent préciser la nature de celui-ci.

Les mots prononcés sont « incitation », « accélération », « déclenchement », « renouveau », « nouvelle dynamique ».



Les représentants de site perçoivent donc un effet de l'inscription qu'ils jugent positifs.

Cependant, nous ne pouvons pas exclure l'idée selon laquelle les projets qui ont eu lieu auraient peut-être vu le jour si les sites considérés n'avaient pas été inscrits.

Pour donner une réponse avec certitude, il faudrait déterminer ce qui se serait passé sans l'inscription, ce qui est de fait impossible à établir.

Pour conclure sur le premier indicateur choisi pour notre analyse, nous pouvons dresser le constat selon lequel nous observons une situation très hétérogène en fonction des sites inscrits.

## 2. La communication liée à l'inscription

Nous avons souhaité évaluer si l'inscription au Patrimoine Mondial de l'humanité est utilisée par les acteurs les plus impliqués (les mairies, les offices de tourisme principalement) dans leurs actions de communication. Ce point nous semblait révélateur du crédit accordé à l'inscription.

Pour traiter cette question, nous avons pris en compte les sites Patrimoine Mondial pour lesquels des entretiens ont été effectués : nous avons demandé quelles actions de communication étaient menées en rapport avec l'inscription.

Concernant les sites Internet et les brochures touristiques, nous avons aussi pris en compte des sites pour lesquels nous n'avons pas obtenu d'entretien mais pour lesquels nous avons pu recueillir des informations.

### a. Différentes échelles

La communication sur l'inscription peut avoir lieu à différentes échelles, afin de toucher :

#### - La population locale

Il s'agit d'informer les habitants de l'inscription de leur territoire. D'une part, cette information contribue à leur proposer une nouvelle vision de leur espace de vie, peut les inciter à effectuer des visites, et profiter ainsi des infrastructures touristiques. D'autre part, cette information peut servir à justifier des investissements publics pour l'entretien, la valorisation et/ou le développement touristique du site. Enfin, cela

contribue à l'appropriation par les habitants qui peut permettre la préservation du site.

- Les touristes nationaux

Elargir le rayon d'attraction du site est un des objectifs visé par tous les professionnels du tourisme. L'enjeu essentiel est que contrairement aux touristes de proximité, il y a plus de chances que les touristes extra-régionaux passent la nuit sur le lieu visité. Par conséquent, les retombées économiques locales sont plus importantes.

- Les touristes étrangers

Le label étant international, la politique de communication des sites inscrits récemment concerne aussi les pays étrangers. Souvent, les professionnels du tourisme se concentrent sur quelques destinations. Différentes stratégies se dessinent alors. Certains axent leur politique de communication dans un ou plusieurs des pays européens. Plusieurs sites se concentrent sur les pays dont le nombre de touristes venant en France est important actuellement : l'Allemagne (20% des arrivants en 2001), le Royaume-Uni (16,6%) ou les Pays-Bas (15,6%). D'autres misent sur des marchés en expansion, Provins par exemple communique en Asie.

**b. Différents supports**

Les supports utilisés pour communiquer sur le Patrimoine Mondial sont divers. Il s'agit en effet de :

- ⇒ Brochures, Livres,
- ⇒ Presse écrite, orale, télévisée,
- ⇒ Vidéos,
- ⇒ Internet,
- ⇒ Salons touristiques en France et à l'étranger,
- ⇒ Manifestations ponctuelles (conférence, spectacles...).

Certains sites ont choisi de procéder à une gestion du label au niveau local. Carcassonne, Lyon et le Val de Loire ont ainsi déposé leur propre marque : « Carcassonne Patrimoine Mondial », « Lyon Patrimoine Mondial » et « Val de Loire Patrimoine Mondial ». L'Etat français a déposé ces labels à l'Institut National de la Propriété Industrielle et a ensuite délégué aux mairies de Lyon, de Carcassonne et à la Mission Val de Loire la gestion de ces labels.

Dans le cas du Val de Loire, une charte a été rédigée concernant les conditions d'utilisation du label.

Nous avons observé les brochures touristiques éditées par les offices de tourisme (ou les comités départementaux ou régionaux pour les sites supra-communaux). Nous avons demandé aux offices de tourisme de nous faire parvenir les brochures qu'ils éditent. Nous n'avons pas pu obtenir ces données pour tous les sites étudiés dans ce mémoire ; néanmoins 12 ont pu être analysés. Seuls les biens français inscrits au Patrimoine Mondial ont été considérés dans cette analyse.

Nous avons déterminé différents niveaux de communication sur l'inscription au travers des brochures. Nous pouvons observer soit la simple citation de l'inscription du site, soit celle-ci accompagnée du Logo UNESCO et Patrimoine Mondial, soit enfin l'édition d'une brochure spécifique sur le site inscrit s'ajoutant aux données précédentes. Le tableau ci-après indique les sites concernés par ces différents niveaux de communication.

<b>COMMUNICATION RELATIVE A L'INSCRIPTION DANS LES BROCHURES TOURISTIQUES</b>	
<b>Niveau</b>	<b>Sites concernés</b>
1 : Inscription citée	Mont-Saint-Michel – Arc-et-Senans – Nancy – Saint Savin sur Gartempe – Bourges – Avignon
1 + 2 : Logo UNESCO et Patrimoine Mondial	Strasbourg
1+ 2 + 3 : Brochure spécifique sur le site inscrit	Reims, Carcassonne, Lyon, Val de Loire, Provins

Pour observer les sites Internet, nous avons aussi établi une échelle de niveau allant de 1 à 4, selon les critères précisés dans le tableau ci-après.

<b>COMMUNICATION SUR L'INSCRIPTION SUR LES SITES INTERNET</b>	
<b>Niveau de communication</b>	<b>Sites concernés</b>
<u>Niveau 1</u> : l'inscription est mentionnée sur le site de l'Office de Tourisme ou de la mairie	Mont-Saint-Michel Arc-et-Senans Nancy - Bourges
<u>Niveau 2</u> : Une page est dédiée à l'inscription sur le site de l'Office de Tourisme ou de la mairie	Strasbourg Reims
<u>Niveau 3</u> : Des pages sont dédiées à l'inscription sur les sites de l'Office de Tourisme et de la mairie	Lyon
<u>Niveau 4</u> : Un site officiel est dédié au bien inscrit au Patrimoine Mondial (site commandé par une collectivité territoriale ou un organisme public du tourisme)	Canal du Midi Val de Loire Saint-Emilion

Le constat que nous pouvons établir est qu'il y a de grandes différences selon les sites. Pour certains, l'inscription donne lieu à une véritable stratégie de communication. Les possibilités financières entraînent, de fait, des politiques de communication différentes. Lyon a prévu, suite à l'inscription, un budget de 45 Millions de Francs pour trois ans, avec la moitié des investissements en France et l'autre à l'étranger.

Nous n'avons pas pu observer la communication faite sur les sites espagnols de la même manière que pour les sites français. Néanmoins, nous avons pu constater par une visite de plusieurs sites que l'inscription est indiquée à l'entrée de la ville pour : Avila, Cáceres, Merida, Segovia et Toledo, seule Salamanca fait exception. Les offices

de tourisme de l'ensemble de ces sites ont des brochures sur l'inscription du site. Elles vantent les qualités patrimoniales du site.

L'UNESCO mène aussi des actions de communication concernant l'ensemble des sites afin de faire connaître le label « Patrimoine Mondial ». Des campagnes spécifiques peuvent aussi concerner les sites en péril.

Certains sites inscrits dans les années 80 (la saline d'Arc-et-Senans et le Pont du Gard) avec à l'époque une volonté de protection de ces monuments ont commencé depuis quelques années seulement à réellement utiliser ce label pour communiquer. Valéry Patin attribue à l'évolution du rôle économique du patrimoine le changement de communication dans ce domaine. « Confrontés à cette situation, les gestionnaires de sites se sont initiés aux techniques du management commercial. Ils ont développé de nouvelles activités. (...) Ils se sont rapprochés des exploitants touristiques afin de proposer des prestations plus complètes (...). Ils n'hésitent plus à mettre en œuvre des actions importantes de communication et commercialisation », écrit-il dans ouvrage « *Tourisme et patrimoine en France et en Europe* » en 1997.

La communication liée à l'inscription s'inscrit tout à fait dans un tel contexte.

Valéry Patin fait également l'hypothèse que dans le cas des sites inscrits au Patrimoine Mondial, si celle-ci n'est pas relayée par une communication touristique appropriée, l'effet sur la fréquentation est extrêmement faible. Nous nous sommes également interrogés sur ce point.

### 3. Evolution de la fréquentation

Cette question est particulièrement complexe. Les évaluations de fréquentation touristique sont rarement satisfaisantes. Un comptage du nombre de visiteurs est très difficile à mettre en place dans un site non clos. Par conséquent, il y a toujours des visiteurs non pris en compte par les statistiques disponibles.

Les professionnels du tourisme sont très demandeurs de statistiques plus élaborées, mais ils doivent souvent se contenter des données de l'INSEE. Celles-ci concernent

les personnes ayant passé la nuit dans un hôtel et par conséquent toutes les autres personnes ne sont pas comptabilisées : les touristes qui passent seulement la journée sur le site, ceux qui se font héberger par de la famille ou des amis.

Malgré ces difficultés, nous avons fait le choix d'étudier l'évolution de la fréquentation. L'idée était d'avoir des données antérieures à l'inscription, les plus anciennes possibles afin de dégager l'évolution tendancielle, et d'observer la courbe obtenue jusqu'en 2002.

Il a été très difficile d'obtenir ces données, notamment pour les sites inscrits dans les années 80. Beaucoup de gestionnaires de site ont dit ne posséder aucun élément de réponse.

Nous avons établi les courbes des sites pour lesquels nous avons pu obtenir des informations.

Le premier constat est qu'il n'y a aucun effet flagrant de l'inscription visible dans les courbes. Les données recueillies ne font pas forcément part d'une augmentation certaine du nombre de visiteurs, contrairement aux discours de plusieurs personnes interrogées sur les retombées de l'inscription.

Nous faisons néanmoins l'hypothèse que les sites pour lesquels un « effet-inscription » serait le plus prononcé sont ceux dont la fréquentation antérieure à l'inscription est la moins importante.

Ainsi, le Canal du Midi est l'exemple français le plus cité par les gestionnaires de site, avec une augmentation de 30% dans les trois années qui ont suivi l'inscription. La ville de Provins, a constaté une augmentation de 18% de sa fréquentation l'année qui a suivi l'inscription, avec une part accrue de touristes étrangers.

Il semblerait que l'inscription ait plus d'impact au niveau des visiteurs potentiels lorsqu'il s'agit d'un produit nouveau. Cependant, la pérennité de cette situation reste à démontrer. D'une part, ces sites semblent attractifs pour des touristes recherchant des lieux moins fréquentés, aussi, il faut impérativement éviter qu'ils ressentent une

situation de surfréquentation, voire d'engorgement. En particulier, il est nécessaire que les besoins de services, d'infrastructures d'accueil, de facilités de parking et de déplacements à l'intérieur du site soient anticipés. D'autre part, des produits touristiques nouveaux en cohérence avec le site et les attentes des touristes doivent être régulièrement proposés.

Dans les sites déjà très fréquentés avant l'inscription, il faut également mettre en place des produits nouveaux pour que le nombre de visiteurs augmente.

L'effet-nouveauté semble être le facteur qui a le plus d'impact pour influencer sur la fréquentation. Mais comme pour tout produit, celui-ci se révèle éphémère., Il faut rappeler à ce sujet qu'il existe un cycle d'évolution du produit touristique et que l'inscription d'un site peut être considérée comme tel. Robert Lanquar et Robert Hollier ont reconnu cinq phases de la vie d'un produit :

La mise au point : où doivent être définis le produit lui-même et les stratégies de communication qui lui sont liées.

Le lancement : cette phase est caractérisée par une croissance très rapide « si le produit marche ». Des ajustements peuvent alors être effectués pour la définition des cibles de marché, des éléments du produit, des infrastructures d'accueil, des prix proposés.

Le développement : Le produit est bien défini et répond aux attentes des touristes. Ceux qui étaient visés ont été effectivement touchés par le produit. Il peut se produire un ralentissement du taux d'expansion, mais le volume de ventes peut continuer de croître.

La maturité : Le produit touristique ne parvient plus à concerner de nouveaux consommateurs. Il est nécessaire de développer alors une politique visant la fidélisation des clients (ceux-ci coûtent moins cher que les nouveaux clients).

Pour de nombreux sites, il peut être difficile de faire revenir le visiteur plusieurs fois. Par contre, une fidélisation peut s'exercer de site inscrit en site inscrit. Des circuits dont la thématique est « patrimoine mondial » peuvent être envisagés.

Le déclin : Les touristes sont de moins en moins nombreux, y compris parmi les « fidèles » de la destination. Il est impératif de définir une politique d'amélioration, de diversification ou de reconversion pour s'adapter aux nouveaux besoins.

L'analyse de la fréquentation que nous avons effectuée à partir des données que nous avons pu recueillir montre qu'il existe également, pour cet indicateur, une situation hétérogène en fonction des sites et que l'inscription doit être considérée, par les gestionnaires de site, comme un autre produit touristique. Les caractéristiques de ce dernier que nous venons de décrire doivent être prises en compte pour l'établissement d'une politique de développement touristique efficace et durable.



## B. LES FACTEURS DE CETTE HETEROGENEITE

---

L'hétérogénéité de développement touristique des sites que nous venons de décrire résulte, d'après notre analyse, de plusieurs facteurs que nous allons tenter d'identifier.

### 1. L'origine de l'inscription

Nous avons vu dans la deuxième partie de notre mémoire qu'un lien pouvait être fait entre l'origine d'une inscription et d'une part les attentes au niveau local par rapport à l'inscription, et d'autre part la mobilisation de l'ensemble des acteurs d'un site.

Une corrélation logique peut être établie entre les attentes des acteurs locaux et le développement touristique. Les acteurs locaux qui ont des attentes fortes en terme de développement touristique suite à l'inscription, croient en celle-ci et à l'opportunité de mettre en place des projets et s'investissent significativement dans leur mise en oeuvre.

### 2. La taille du site

La taille du site est un facteur jouant sur le potentiel de développement touristique d'un site. En effet, plus celle-ci est importante, plus le nombre d'acteurs mobilisés autour de l'inscription peut l'être également. Cela signifie non seulement un potentiel d'appuis plus grand pour l'obtention de l'inscription mais aussi des moyens financiers plus importants pour communiquer sur l'inscription, pour gérer et valoriser le site, pour mener des projets touristiques.

La taille des sites inscrits est très diverse : certains sites ne se composent que d'un monument, « la cathédrale de Bourges » par exemple.

Saint-Savin-sur-Gartempe, dont l'abbaye est inscrite, est une commune de la Vienne d'environ 2 000 habitants.

« Provins ville de foire médiévale », figurant sur la Liste du patrimoine mondial depuis 2001 est une commune de 13 000 habitants, le « Val de Loire » quant à lui s'étend sur 280 km sans interruption et concerne 1,2 million d'habitants.

Plus encore que la taille du site, c'est le potentiel économique et financier du site (de la commune d'implantation) qui importe. Cela peut aller de pair.

### 3. La nature géographique du site

Ce facteur se rapproche de la taille mais nous avons décidé d'observer les similitudes ou différences de développement entre les sites inscrits entièrement en milieu urbain et les autres. Il faut noter une sur-représentation, en France comme en Espagne, des sites urbains, ce qui apparaît de fait dans l'échantillon d'entretiens obtenus. Les biens culturels sont tout à fait majoritaires dans la Liste du patrimoine mondial. Comme nous l'avons déjà mentionné dans la présentation de la procédure d'inscription, ils sont au nombre de 582 alors que les biens naturels sont au nombre de 149.

La capacité de charge<sup>1</sup> moyenne des sites naturels est moins élevée que celle des sites culturels, leur développement touristique doit par conséquent être plus restreint. Dans le cas du seul bien français inscrit comme patrimoine naturel, le site Corse, la personne interrogée nous a indiqué qu'elle était opposée à l'idée de développement touristique.

### 4. La notoriété préalable du site et son image

Comme nous l'avons déjà indiqué, il semble que la notoriété préalable d'un site puisse avoir une influence sur la fréquentation d'un site et par rebondissement, sur son développement touristique.

---

<sup>1</sup> La capacité de charge selon Xavier Greffe se définit comme « le nombre de touristes le plus élevé que le site peut recevoir sans que la qualité de leur visite soit amoindrie, la qualité du site altérée, la qualité de vie des résidents affectée et les autres activités économiques indûment éliminées. »

Les représentants des sites du Canal du Midi, de Provins, de Cáceres, qui sont des destinations touristiques moins fréquentées que le Mont-Saint-Michel, le Val de Loire ou l'Alhambra de Grenade, nous ont fait part d'un afflux touristique soudain. Face à cet afflux, ont été aménagées ou construites différentes infrastructures d'accueil et de services à l'attention des touristes.

Un autre facteur, lié à la notoriété, est l'image d'un site. Différents auteurs ont abordé la problématique de l'image en tourisme. Dans *Le tourisme culturel de type urbain : aménagement et stratégies de mise en valeur*, Marc Chesnel dit : « Chaque ville touristique a une image. Cette image peut avoir été façonnée par le temps ; elle peut encore avoir été créée de toutes pièces de manière fortuite ou volontaire. Dans ce dernier cas, le travail de création d'image se fait très généralement à partir des points forts de l'image antérieure à l'intervention, montés en « arguments touristiques ».

Valéry Patin, dans « Tourisme et Patrimoine en France et en Europe » souligne également l'intérêt de l'image pour le développement touristique : « Dans un univers médiatisé, la promotion de l'offre passe nécessairement par une mise en image des produits. Un tel fonctionnement impose que la représentation soit facile à identifier, suggère un environnement agréable et suscite l'achat. »

Le patrimoine est un argument de plus en plus utilisé pour faire évoluer l'image de marque d'un territoire. Selon Jean-François Grunfeld dans « *Tourisme culturel, acteurs et actions* » :

« Pour beaucoup de territoires ou de villes en voie de redéveloppement, la culture est un moyen de se redonner une image positive. Deux effets en sont attendus :

- pour les habitants : c'est le moyen de reprendre confiance dans les perspectives de développement et la vie communautaire de l'endroit où ils vivent, une incitation à développer de nouveaux projets et un frein à l'exode de leurs jeunes ;

- pour ceux qui vivent en dehors, c'est un signe sur la capacité de ce territoire à reprendre confiance, à s'inscrire de manière positive dans une économie globale et à organiser sur son territoire de meilleures qualités de vie. »

Le cas de Lyon est très intéressant à cet égard. Le changement d'image était une attente essentielle de l'inscription. L'inscription devait contribuer à l'évolution de l'image de « vieille cité industrielle » (selon les propos recueillis lors d'un entretien avec un professionnel du tourisme). De plus, la ville veut se dimensionner comme métropole européenne et l'opportunité d'un label international ne lui a pas échappé. Le bassin minier Nord-Pas de Calais, candidat à l'inscription pour 2005 souhaite faire évoluer son image en vantant son capital patrimonial.

Les acteurs du Val de Loire, eux-aussi ont largement évoqué cette volonté de faire évoluer l'image mais ils ne souffrent pas actuellement d'une image qu'ils jugent négative, contrairement aux précédents. Pour eux, il s'agit de diversifier leur offre, afin que les touristes n'aient plus seulement en tête les châteaux de la Loire.

## 5. La gestion du site

Dans le dossier de demande d'inscription, les candidats doivent indiquer les modalités de gestion du site. Lorsqu'il s'agit de monuments ou d'ensembles urbains, ce sont en général les services culture ou patrimoine des mairies et les services départementaux de l'Architecture et du Patrimoine pour les monuments classés qui gèrent le site inscrit par l'UNESCO.

Lorsqu'il s'agit de paysages culturels ou de sites naturels, le problème est différent puisque les périmètres inscrits vont au-delà des limites communales. Ainsi, pour l'unique site naturel français, la réserve de Scandola et les caps de Girolata et de Porto, c'est le Parc Naturel Régional de Corse qui se charge du site UNESCO. Pour les autres sites extra-communaux, il s'agit de la Communauté de communes pour la Juridiction de Saint-Emilion, de Voies Navigables de France pour le Canal du Midi et de la Mission Val de Loire pour le site ligérien.

Il faut noter l'exception du site de Provins, ville de foire médiévale, où l'office de tourisme, par délégation de la commune, a la charge de la gestion du suivi de

l'inscription. Dans la partie précédente, nous avons vu que selon la catégorie d'acteur, les attentes sont différentes. Les actions mises en place le sont aussi.

Outre les moyens financiers qui diffèrent, selon le mode de gestion les moyens humains sont également très variables. Dans le cas des sites où le service « patrimoine » des mairies s'est vu attribuer le suivi de l'inscription, une personne a été désignée pour le gérer en plus de ses missions antérieures. Seule exception, la ville de Lyon, où un chargé de mission s'occupe uniquement du suivi de l'inscription.

Pour le site du Val de Loire, la Mission du même nom est composée de 6 personnes qui sont chargées d'assurer le suivi de l'inscription.

Le développement touristique potentiel est par conséquent tout à fait différent dans ces deux cas par rapport à l'ensemble des autres sites.

#### 6. La participation à un réseau de sites inscrits

La mise en réseau de plusieurs sites leur permet d'obtenir plus d'impact dans leurs campagnes de communication. Différents sites espagnols se sont ainsi rassemblés dès 1993 pour former une association : « l'association des villes Patrimoine Mondial d'Espagne ». Six municipalités sont à l'origine de cette association : Avila, Cáceres, Salamanca, Santiago de Compostela, Segovia et Toledo. Leur but était : la conservation du patrimoine et le développement touristique. D'autres villes inscrites par l'UNESCO se sont jointes à cette initiative : Córdoba, Cuenca, Alcalá de Henares, Eivissa et San Cristobal de la Laguna. L'action essentielle de l'association est un travail de promotion et de communication. Elle participe à des salons touristiques en Espagne et surtout à l'étranger, édite des brochures touristiques. De plus, une collaboration a été établie avec le tour-opérateur « Turespaña » et différentes agences de voyage.

L'association permet également de mettre en place un réseau d'échanges entre les villes-membres ; ainsi, lors des assemblées, chacun expose ses réussites et ses échecs ou difficultés.

L'association permet de bénéficier des avantages attendus des réseaux qui sont rappelés dans « *La gestion du tourisme culturel* » de Xavier Greffe et que nous résumons ci-après :

- ⇒ L'information que les participants peuvent faire circuler sur leurs activités mutuelles, les problèmes rencontrés et leurs solutions éventuelles.
- ⇒ L'échange de manifestations, spectacles ou expositions, qui permet d'amortir le coût d'investissement.
- ⇒ Les autres échanges de services, jusqu'à la coproduction, l'objectif le plus achevé et le mieux intégré des réseaux.

Cependant, l'auteur met en garde par rapport aux conditions de viabilité des réseaux :

« Le réseau doit d'abord être un ensemble de partenaires, fonctionner sur un mode horizontal, non hiérarchique où chaque acteur est bénéficiaire de l'échange. Le réseau doit exprimer une volonté commune au sein d'un projet commun, démontrer qu'il peut accueillir le changement sans l'aliéner. Le réseau doit rechercher une identité culturelle qui lui soit propre et résulter de ce fait d'un état d'esprit. Le réseau doit être un catalyseur de développement local ; il doit être ancré dans la pratique de développement, s'appuyer sur la dimension culturelle et humaine des acteurs coopérants. »

## C. UNE VARIABLE PRINCIPALE : LA DATE D'INSCRIPTION

---

### 1. Le changement des années 90

D'après toutes les observations que nous avons pu effectuer, l'un des principaux résultats auquel nous aboutissons est celui d'un changement. Avec les 3 indicateurs utilisés pour faire part d'une hétérogénéité, nous pouvons identifier une variable principale qui est la date d'inscription.

Nous établissons à présent l'hypothèse d'une évolution du développement touristique lié à l'inscription au Patrimoine Mondial en fonction de l'année où celle-ci a eu lieu.

D'après l'analyse que nous avons effectué des entretiens, la transition nous paraît se situer au milieu des années 1990. Avignon, inscrit en 1995, serait le dernier site parmi ceux qui ont nourri ce travail, à avoir le profil « ancienne génération ».

Si nous reprenons les facteurs d'hétérogénéité identifiés précédemment, nous pouvons établir des liens entre certains (la nature et la taille du site, la taille du site et la mobilisation des acteurs...). Mais nous pouvons également les rapprocher d'une variable qui est celle de la « date ».

La deuxième partie du mémoire nous a permis de montrer qu'après 1995, les démarches d'inscription naissent au niveau local. Il en découle une mobilisation d'acteurs conséquente. L'évolution progressive de la conception des sites potentiels à inscrire de l'UNESCO a permis de passer d'une conception très « monumentaliste » du patrimoine, à une conception plus large. En observant la Liste du Patrimoine Mondial, nous constatons l'apparition d'ensembles urbains en France à la fin des années 80, puis de paysages ou itinéraires culturels après 1995. Ces derniers sites sont alors d'une taille plus importante, ce qui permet de mobiliser un nombre d'acteurs potentiellement plus grand et donne l'opportunité de mode de gestion nouveau du suivi de l'inscription. L'exemple du Val de Loire est le plus probant à ce sujet.

Nous avons également vu que de hauts lieux touristiques ont été inscrits dès la fin des années 70 ou dans les années 80, puis, progressivement, des sites moins connus

ont été inscrits. Après 1995, les candidats à l'inscription ont une volonté marquée de se proposer comme destination, ce qui nécessite pour certains d'entre eux une évolution de leur image pour laquelle l'inscription est censée jouer un rôle.

De plus, le fonctionnement en réseau des sites s'est accru parallèlement au développement du partenariat entre acteurs d'un même site. Les gestionnaires ayant plus d'attentes par rapport à l'inscription ont cherché des informations sur les sites déjà inscrits. Leur intérêt s'est porté sur les autres sites français en premier lieu, puis sur des sites étrangers.

Le changement que nous avons mis en évidence ne correspond pas à un événement précis ni à une politique particulière mise en place par l'UNESCO. Il s'agit véritablement d'une évolution conjointe de plusieurs facteurs ayant entraîné des effets concrets à partir de 1995.

## 2. Modèle de développement des sites inscrits jusqu'en 1995

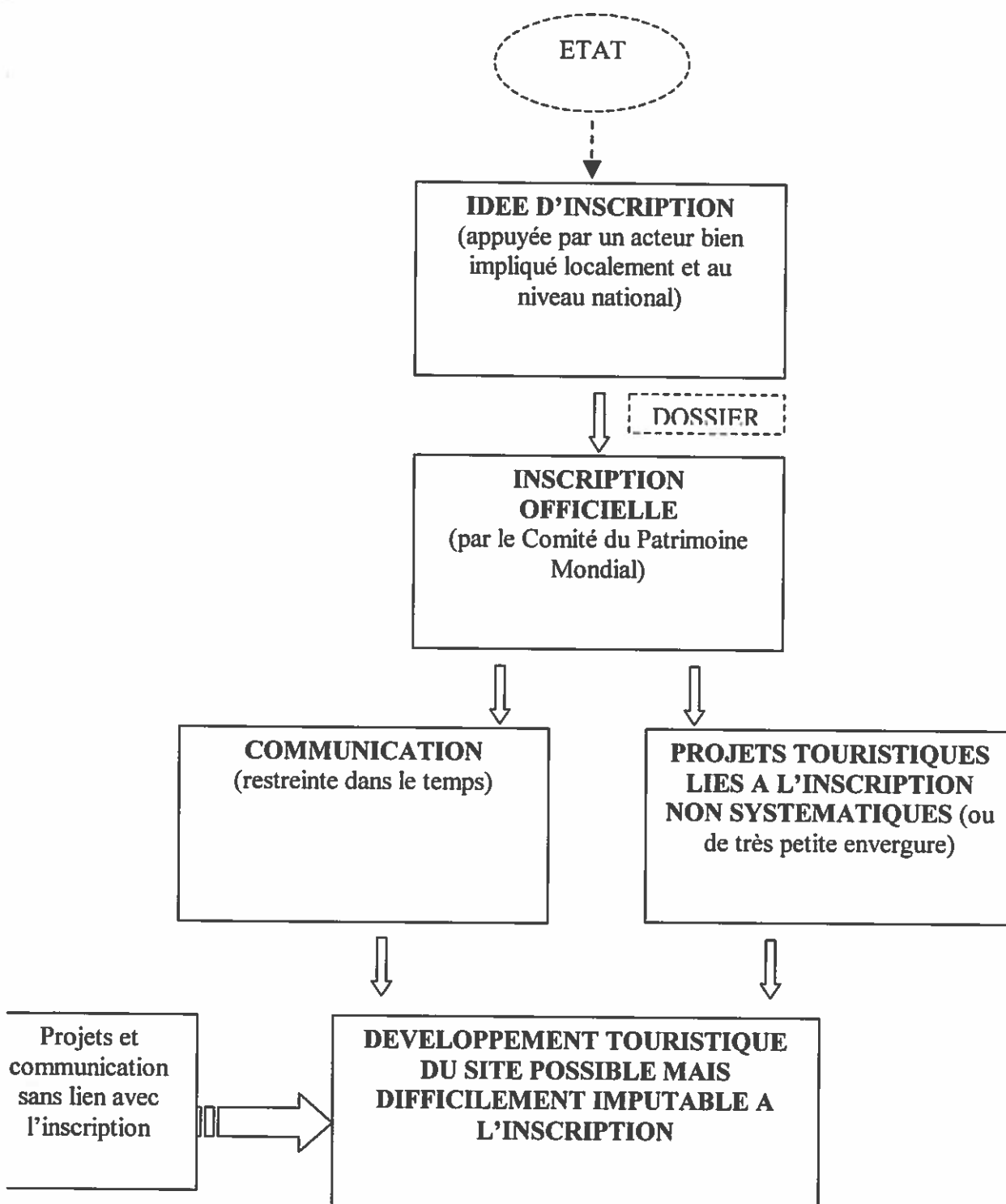
Nous pouvons présenter sous forme d'une figure de synthèse, le schéma que nous établissons pour le développement touristique des sites inscrits jusqu'en 1995 par l'UNESCO (voir page 88).

L'Etat, éventuellement par le biais de ses organismes déconcentrés, est à l'origine de la démarche pour un grand nombre de cas. Le maire (puisque'il s'agit sauf pour la Corse de sites entièrement compris dans des limites communales) mène la candidature conjointement avec l'Etat. Cet élu exerce (ou a exercé) des compétences au niveau national dans une large majorité de cas. Un dossier sommaire est rédigé. Le Comité valide la candidature ce qui donne lieu à quelques articles dans la presse locale et éventuellement à des projets de faible envergure. Néanmoins, des projets de plus grande envergure peuvent avoir lieu mais ceux-ci ne sont pas pensés en lien avec l'inscription : le développement touristique du site peut avoir lieu mais l'inscription n'a pas joué de rôle prépondérant.

Dans certains cas, elle a permis d'ajouter un argument pour l'obtention de subventions par la municipalité. Lors des entretiens, les personnes interrogées ont, à plusieurs reprises, indiqué que tout ce qui a eu lieu au niveau du développement touristique aurait eu lieu avec ou sans l'inscription.



## L'inscription et le développement touristique des sites inscrits avant 1995



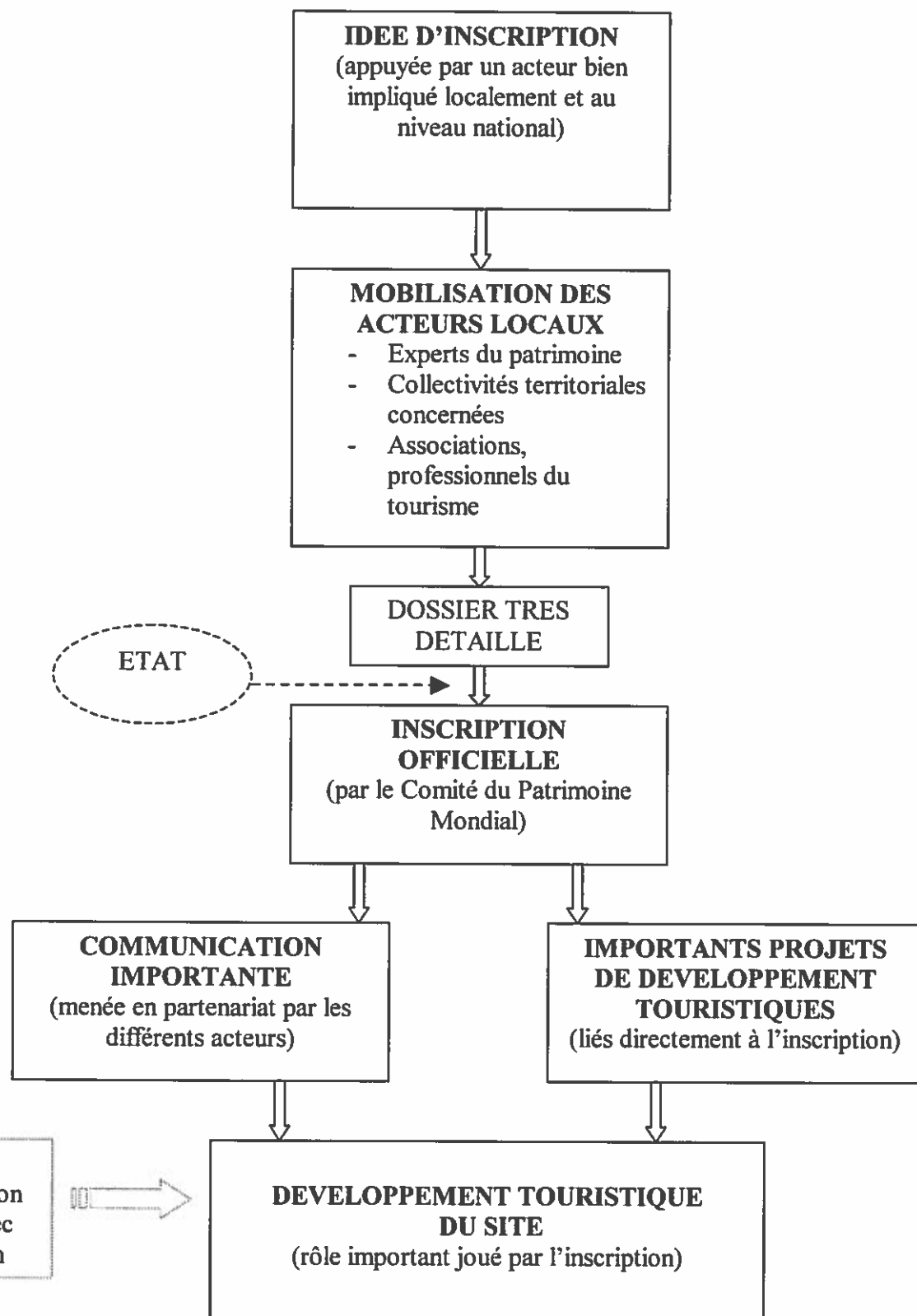
### 3. Modèle de développement des sites inscrits plus récemment

Nous avons également procédé à une figure de synthèse (voir page 90). L'origine de l'inscription dans le cas des sites inscrits après 1995 se situe au niveau local. Comme pour le modèle précédent, le porteur de projet identifié est un élu impliqué au niveau local et national. Celui-ci s'entoure alors d'un maximum d'acteurs locaux ayant un intérêt potentiel pour l'inscription. Des experts du patrimoine rédigent un dossier le plus complet possible. L'Etat ne s'investit réellement que pour porter la candidature auprès de l'UNESCO.

Lorsque l'inscription tant convoitée est obtenue, le réseau d'acteur locaux mobilisés s'investit dans la mise en place de projets très liés à l'inscription et dans une politique de communication auprès de la population locale, au niveau national et international.

De ce fait, les acteurs interrogés attribuent un rôle à l'inscription dans le développement touristique du site.

## L'inscription et le développement touristique des sites inscrits après 1995



#### D. SYNTHÈSE : FACTEURS AYANT CONTRIBUÉ AU RÔLE JOUÉ PAR L'INSCRIPTION

---

Nous avons souhaité établir un tableau de synthèse de ce qu'ont été, d'après nos observations, les éléments favorisant un développement touristique lié à l'inscription pour les sites qui ont nourri ce mémoire.

Le but est de construire une hypothèse de recherche affinée à partir des facteurs d'un développement touristique lié à une inscription au Patrimoine Mondial de l'humanité.

Nous avons identifié 5 facteurs déterminants, que nous avons étudiés en fonction de différents indicateurs. Ceux-ci sont pour certains interdépendants, ou tout au moins comportent des liens entre eux.

##### ⇒ La volonté locale

Celle-ci est tout à fait déterminante. Lorsque l'inscription émane d'une démarche locale, les effets de celle-ci sur le développement touristique sont potentiellement plus importants. D'autres facteurs interviennent, notamment, la mobilisation d'acteurs autour de l'inscription.

L'inscription a la capacité de fédérer les acteurs locaux vers un objectif commun : le développement touristique. Cette potentialité est fonction des attentes des acteurs. Nous avons également utilisé comme indicateurs de la volonté locale, nos observations sur la communication relative à l'inscription et la mise en place de projets touristiques directement liés à l'inscription.

##### ⇒ La capacité financière

La capacité financière du site conditionne en partie la mise en place d'éléments contribuant au développement touristique des sites. Outre la volonté des acteurs locaux à investir dans des actions liées à l'inscription, la capacité financière dépend de la taille du site et/ou de la collectivité qui a la charge du site. Plus le site est étendu, plus la masse d'investissements potentielle est importante. Plus le budget de

la(es) commune(s) d'implantation du site est important, plus la part attribuée pour un développement à partir de l'inscription peut être conséquente.

#### ⇒ **Les moyens techniques et humains**

Le mode de gestion conditionne les moyens techniques mis en œuvre pour le suivi de l'inscription et les moyens humains impliqués.

#### ⇒ **La mise en réseau avec d'autres sites inscrits**

Comme nous l'avons indiqué précédemment, l'appartenance à un réseau de sites inscrits nous semble représenter un élément favorisant le développement touristique. Cela permet une mutualisation de moyens techniques et financiers ainsi que l'organisation d'échanges d'expériences entre les sites et de réflexions communes.

#### ⇒ **La non-notoriété préalable**

Une relative méconnaissance d'un site peut contribuer à un développement touristique en lien direct avec l'inscription. Cela peut jouer à deux niveaux : d'une part, elle peut entraîner une implication plus importante des acteurs locaux, d'autre part, elle constitue la possibilité de proposer aux touristes potentiels une destination touristique nouvelle. Cependant, pour qu'il s'agisse réellement d'un développement touristique, il faut anticiper par rapport au cycle habituel de vie et de déclin des produits touristiques et mettre en place régulièrement de nouveaux projets structurants.

Nous avons pris en compte les sites pour lesquels l'inscription nous semble avoir contribué au développement touristique. Parmi l'ensemble des sites étudiés, nous en avons sélectionné 11.

Cinq d'entre eux ont été inscrits avant 1995 dont 3 en Espagne, où la potentialité d'un développement touristique lié à l'inscription a été exploitée plus tôt qu'en France, surtout dans des sites n'étant pas satisfaits de leur fréquentation touristique.

Pour le site d'Arc-et-Senans, si l'inscription n'a pas au départ joué un rôle par rapport au développement touristique, la saline a cependant commencé à utiliser

réellement l'opportunité de l'inscription pour relancer son développement touristique depuis la fin des années 90.

Le cas de Saint-Savin-sur-Gartempe est différent. L'inscription a apporté un éclairage médiatique soudain sur ce site qui était peu connu et seulement fréquenté par des initiés et a permis de le développer de façon inattendue. Un Centre International d'Art Mural a été créé en 1989.

Les autres sites sont ceux pour lesquels nous avons pu constater une recherche d'impacts plus importants par les acteurs locaux et par conséquent pour lesquels plus d'actions ont été mises en œuvre.

Dans le tableau ci-après, les cases blanches signifient que le facteur indiqué ne nous semble pas avoir joué, la couleur grisée signifie que le facteur a sans doute joué un rôle. Lorsque nous ne disposons pas de données suffisantes, la mention DNC apparaît, Données Non Communiquées.

ELEMENTS AYANT FAVORISE LE DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE LIE A L'INSCRIPTION												
Eléments favorables	Indicateurs	Arc-et-Senans	Saint-Savin	Avila	Cáceres	Mérida	Canal du Midi	Carcas-sonne	Lyon	Saint-Emillion	Val de Loire	Provins
Volonté locale	Origine de l'inscription			DNC								
	Mobilisation des acteurs locaux											
	Attentes évoquées											
	Communication											
	Mise en place de projets											
Capacité financière	Taille du site											
	Mode de gestion du site											
Moyens techniques	Mode de gestion du site											
Mise en réseau avec d'autres sites inscrits	Appartenance à un réseau											
Non-notoriété « préalable » du site	Nombre de visiteurs											

Pour conclure ce paragraphe, il nous paraît judicieux de récapituler sous forme d'un tableau synthétique les éléments positifs aboutissant à l'expression des potentialités de développement touristique, ainsi que les facteurs nécessitant une amélioration pour atteindre cet objectif et les inconvénients à éviter.

Synthèse des FFOM (Forces – Faiblesses – Opportunités – Menaces) des sites inscrits	
Forces	Opportunités
Qualité patrimoniale établie Reconnaissance internationale Réseau et label internationaux Diversité de sites	Inscription : argument de communication touristique Contexte de hausse d'intérêt pour le patrimoine France et Espagne 1 <sup>ère</sup> et 3 <sup>ème</sup> destinations touristiques mondiales
Faiblesses	Menaces
Méconnaissance du « grand-public » Concurrence très importante (plus de 730 sites inscrits dans le monde) Difficulté de gestion	Surfréquentation touristique Dégradation du site Désinscription



## IV. LES APPORTS THEORIQUES CORROBORANT L'HYPOTHESE D'EVOLUTION

---

Ce serait une erreur d'écarter de notre hypothèse le contexte qui a contribué à l'évolution que nous avons mise en évidence. La complexité des phénomènes touristiques a été maintes fois mise en évidence, mais certains auteurs ont pu dégager des tendances. Il nous semble qu'un lien est à établir entre certaines tendances actuelles et notre propre hypothèse. C'est pourquoi nous nous proposons de résumer ci-après les tendances majeures qui nous semblent avoir contribué aux phénomènes que nous avons observés.

### 1. Evolution de la demande touristique

Plusieurs ouvrages traitent de l'évolution générale du tourisme, du passage d'un tourisme de masse à un tourisme post-fordiste. Sans conclure que « le littoral est en train de mourir » comme Patrick Francès en 1992.

Un regain d'intérêt des touristes pour le patrimoine naturel et culturel semble effectivement s'être dessiné au cours de la dernière décennie, en complément du tourisme littoral traditionnel.

Les offres touristiques se sont diversifiées, les qualificatifs autour du terme tourisme se sont multipliés : tourisme vert, d'aventure, culturel, agri-tourisme, éco-tourisme, tourisme religieux, sportif... Le concept de développement durable souvent rapproché du rapport Bruntland en 1986, a entraîné de nouvelles conceptions du tourisme plus respectueuses de l'environnement et du patrimoine. Les gestionnaires de sites inscrits cherchent donc à développer des activités en adéquation avec l'idée de développement touristique durable et communiquent sur la qualité de leurs prestations. L'inscription au Patrimoine Mondial de l'Humanité, avec le gage d'authenticité et d'intégrité donné par l'UNESCO, est un argument qui s'accorde parfaitement avec le discours véhiculé pour un développement touristique durable.

Nous pouvons également imaginer que certaines évolutions sociologiques comme la mise en place des 35 heures de travail hebdomadaire a entraîné la hausse d'intérêt des gestionnaires de sites pour le tourisme de proximité.

## 2. L'avancée progressive de la décentralisation

Nous avons indiqué précédemment que le contexte de décentralisation rapide qui a pu être observé en Espagne a sans doute influé sur l'implication des acteurs locaux dans la procédure d'inscription et la volonté d'un développement touristique.

Il est probable que ce même phénomène ait joué de façon inverse pour la France.

L'émancipation des acteurs locaux n'a pas été immédiate à la suite des lois de décentralisation de 1982-1983. De nombreuses compétences ont été transférées, mais elles ont été réellement intégrées que progressivement. De plus, dans le n°293 des Cahiers de la Documentation française (oct-dec. 1999), Michel Verpeaux parle de la persistance de pesanteurs, politiques et sociologiques, d'une volonté marquée de ne pas décentraliser à l'excès. « Elles sont la conséquence de résistances ou de réticences profondément ancrées dans l'esprit français et dépassent largement la sphère politique.

## 3. La multiplication des labels-qualité et des mises en réseaux de produits touristiques

Au cours des deux dernières décennies, nous avons pu assister à la multiplication des labels dans des domaines divers et variés. Le secteur alimentaire utilise largement ce moyen pour s'adresser aux consommateurs. Le label certifie la mise en œuvre d'une technique de production, d'une localisation, d'une qualité particulière. Le label permet d'insister sur l'authenticité d'un produit. Les territoires aussi ont misé sur ce moyen de communiquer avec différentes labellisations : « Ville d'art et d'histoire », « Parc Naturel Régional » et l'inscription au Patrimoine Mondial figure parmi celles-ci. Le label, qui ne correspond en fait à aucune définition juridique précise, offre différents avantages. L'Agence Française de l'Ingénierie Touristique a travaillé sur ce thème dans le domaine du tourisme. Selon elle, le label et la marque

« exercent une fonction de « réassurance » (...) Ils sécurisent le consommateur sur la qualité du produit. Cette fonction est particulièrement importante dans le secteur touristique, où le consommateur « achète » à distance et où il doit faire confiance à « des signes extérieurs de qualité ».

Le deuxième avantage est que le label constitue une opportunité pour le travail en réseau. Cela signifie la possibilité de partager des expériences, de mutualiser des moyens techniques et/ou financiers. Les acteurs locaux des sites inscrits après 1995 s'intéressent particulièrement aux actions mises en place sur les autres sites, en France comme à l'étranger.

#### 4. L'émergence du marketing urbain

Nous vivons dans une société de l'image, selon l'expression consacrée. Les collectivités territoriales sont de plus en plus nombreuses à adopter des campagnes ou plans de communication. L'attractivité des territoires est recherchée par les collectivités territoriales. Le tourisme fait partie des activités convoitées au travers des stratégies de communication mais elle n'est pas la seule.

L'extrait de l'Encyclopédie de la géographie de Georges Cazes et Rémy Knafou illustre ce propos :

« La force de l'image dans le champ du tourisme n'est plus à démontrer. Elle explique qu'un des développements importants de la géographie du tourisme se fait en liaison avec les approches et les problématiques de la géographie des représentations. Il est impossible de vouloir comprendre le fonctionnement des espaces touristiques si on ne s'attache pas, à la fois, aux images qu'ils produisent – et qui contribuent à leur fréquentation – et aux pratiques induites par l'ensemble des images relatives au tourisme et aux loisirs, à l'origine des différentes perceptions du territoire touristique. »

De nombreux travaux universitaires en aménagement et en géographie ont pour thématique l'imagerie et les représentations. Muriel Rosemberg, dans son ouvrage

intitulé « Le marketing urbain en questions », situe la prise d'ampleur de la production d'images publicitaires par les villes « au tournant des années 90 ».

C'est donc dans ce contexte que les politiques de communication autour de l'inscription se sont récemment déployées.

## V. LA PART DE L'INSCRIPTION DANS LE DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE

---

### 1. Relativisation par rapport à la connaissance par le « grand-public » du label UNESCO

Il ne semble pas y avoir d'études disponibles sur la connaissance par le "grand public" de ce qu'est l'inscription au Patrimoine Mondial de l'humanité. Celle-ci est mentionnée de façon récurrente dans les guides, les ouvrages et documentations touristiques notamment. Cependant, ce que représente cette inscription n'est pas développé. L'expression "patrimoine mondial de l'humanité" est prestigieuse, et l'on suppose qu'il s'agit de quelque chose de positif. De plus, l'UNESCO semble bénéficier d'une crédibilité importante.

La Mission Val de Loire a diffusé lors de conférences sur l'inscription du site des documents vidéos présentant des "micro-trottoirs". Ils étaient censés présenter l'accueil de l'inscription par les habitants du site. Il s'agit, évidemment d'extraits choisis, cependant, toutes les personnes interrogées semblent tout à fait ravies de la décision d'inscription. Certaines l'apprennent au moment-même où la question leur est posée et réagissent positivement. Cependant, la présence de la caméra biaise peut-être les choses.

Lorsque les personnes expliquent pourquoi elles trouvent que l'inscription est une bonne chose, elles argumentent de façon confuse et variée. Cela offre un aperçu de la méconnaissance de l'inscription et de ce qu'elle peut entraîner.

Les principales idées fausses qui circulent sur l'inscription sont : la protection du site par l'UNESCO et l'apport de financements.

Dans son ouvrage *Le Patrimoine Mondial*, Dominique Audrerie dit que "l'un des premiers constats que peut faire l'observateur attentif est celui de la faible notoriété et de l'image souvent floue du concept de patrimoine mondial (...) Pourtant, le thème demeure porteur et l'opinion plus disponible encore qu'autrefois à cette cause."

Parmi les sites ayant servi de terrain de recherche pour ce mémoire, deux ont mené des études intégrant des questionnements sur la connaissance de l'inscription par les visiteurs. Il s'agit de Lyon et d'Avignon. Pour ce dernier, l'étude est en cours et les résultats ne sont pas encore disponibles. L'enquête concernant le site de Lyon a été commandée par la Chambre de Commerce et d'Industrie à des étudiants du DESS "Promotion et Développement des aménagements touristiques". Cette enquête avait pour objectif de recueillir la perception des Lyonnais sur l'inscription au Patrimoine Mondial. Les principales conclusions sont les suivantes :

70% des personnes interrogées ont eu connaissance de l'inscription

57% citent spontanément le Vieux Lyon lorsqu'elles sont interrogées sur le périmètre inscrit, ce qui montre l'approximation de leur connaissance du sujet

Peu de personnes sont en mesure de citer les raisons pour lesquelles le site de Lyon a été inscrit. Le poids de l'histoire et la richesse architecturale sont cités mais la particularité ne semble pas avoir été réellement perçue.

La grande majorité des personnes interrogées estiment que l'inscription aura des retombées positives sur l'image de Lyon, sa fréquentation, son embellissement, ses commerces.

Il est regrettable que nous ne soyons pas parvenus à obtenir d'informations précises sur le questionnaire qui a été effectué et le nombre de personnes ayant été interrogées. Néanmoins, les conclusions de cette étude semblent être en accord avec les présupposés théoriques sur le sujet.

## 2. L'inscription, prétexte au démarrage d'une politique de développement touristique

Bien que les personnes interrogées ne l'aient pas formulé de manière explicite, il nous semble que l'hypothèse principale à laquelle nous parvenons est que depuis la 2<sup>nd</sup>e moitié de la décennie 90, l'inscription se situe au départ d'une nouvelle politique de développement touristique. Elle est un outil utilisé pour catalyser la mobilisation d'acteurs, pour permettre une réflexion commune et une action globale. Cela justifie l'utilisation de l'expression « développement touristique », avec ce que cela suppose

de qualitatif positif. L'inscription représenterait l'occasion de remettre en question la politique touristique menée par un territoire et d'en démarrer une nouvelle.

Pour les initiateurs de l'inscription, cette dernière fait partie d'une stratégie. Ils coordonnent les actions pour parvenir à leur but qui est le développement touristique.

## CONCLUSION

S'il est impossible d'affirmer que suite à l'inscription d'un site sur la Liste du Patrimoine Mondial, celui-ci va constater une augmentation de fréquentation touristique de x%, nous pensons pouvoir confirmer l'hypothèse d'un rôle potentiel joué par l'inscription dans le développement touristique d'un site. Cette opportunité a été essentiellement exploitée par les sites français à partir de la seconde moitié de la décennie 1990.

L'UNESCO est une organisation respectée, dont l'objectif essentiel : le maintien de la paix, est hautement consensuel. C'est une organisation qui bénéficie d'un certain crédit auprès du grand public. Appartenir à un réseau de sites dénommés « Patrimoine Mondial de l'humanité » est tout à fait attractif. Pour un territoire, le fait de vouloir inscrire un site est un sujet qui permet de rassembler un grand nombre d'acteurs locaux. Il entraîne peu d'opposition puisque ce label n'implique aucune contrainte particulière.

Bien que l'Etat soit l'interlocuteur officiel de l'UNESCO, il s'agit bien d'une démarche ascendante, puisque l'origine de l'inscription et sa gestion se situent au niveau local.

Le terme « développement touristique » est approprié pour d'autres raisons. La démarche de sollicitation d'inscription demandée par l'UNESCO nécessite un ensemble d'étapes qui sont de plus en plus respectées et qui optimisent la possibilité d'un développement.

Un diagnostic du site est obligatoire, avec une dimension prospective. Cela donne l'occasion aux acteurs locaux de mener une réflexion en commun sur leur territoire, de mieux connaître ses forces et ses faiblesses. Il nous semble que cela peut permettre une responsabilisation des acteurs et que ceux-ci mènent des actions plus pertinentes.



→ par conséquent...  
D'autre part, les théories actuelles sur le développement durable et le développement touristique durable trouvent de plus en plus d'échos dans les discours tenus par les acteurs locaux. Il est encore difficile de se prononcer sur l'application réelle de ces paroles mais dès lors qu'ils ont des ambitions de développement liées à l'inscription, les gestionnaires de site veillent à la préservation de la matière première qui leur permet ces ambitions.

De plus, lors de la démarche de demande d'inscription, afin de l'obtenir, les candidats mettent en place les dispositions réglementaires nationales de protection du site. C'est un effet de l'inscription par anticipation.

→ pas d'accord car on n'a pas le site général  
D'après les notes, il y a une mention "protection" et "PED".  
Dans le cadre des terrains d'étude de notre mémoire, l'objectif de l'UNESCO de responsabilisation nous paraît de plus en plus atteint et l'inscription nous semble être un outil fédérateur efficace pour déclencher une politique globale de développement touristique respectueuse des sites.

Le but final de cette recherche serait de déterminer les potentialités de développement touristique d'un site à partir de son inscription au Patrimoine Mondial. Le travail que nous avons effectué a permis d'apporter des prémices de réponse à cette question pour les sites déjà inscrits, mais il reste à s'interroger sur la validité de ces facteurs pour les sites qui demanderont l'inscription demain.

## BIBLIOGRAPHIE

### OUVRAGES

ANDRES ORDAX Salvador ; *Cáceres, patrimonio de la humanidad* ; Ed. Lunweg ; Barcelona ; 1987 ; 203 p.

AUDRERIE Dominique, SOUCHIER Raphaël, VILAR Luc ; *Le patrimoine mondial* ; Ed. Presses Universitaires de France ; coll. Que sais-je ? ; Paris ; 1998 ; 127 p.

AUDRERIE Dominique, *La notion et la protection du patrimoine* ; Ed. Presses Universitaires de France ; coll. Que-sais-je ? ; Paris ; 1997 ; 127p.

CADIEU Pascal ; *Droit et Politique du tourisme local* ; Ed. La Lettre du Cadre Territorial ; coll. Dossier d'experts ; Voiron ; 1999 ; 361 p.

CAMPESINO FERNANDEZ Juan Antonio ; *Comercio, Turismo y cambios funcionales en las ciudades españolas patrimonio de la humanidad* ; Ed. Camara oficial de Comercio e Industria de Cáceres ; Cáceres ; 1999 ; 284 p.

CARLIER Bruno ; *Analyse et conduite des projets touristiques* ; Ed. La Lettre du Cadre Territorial ; coll. Dossier d'experts ; Voiron ; 2000 ; 239 p.

CONSEIL NATIONAL DU TOURISME, Section de l'aménagement touristique ; *Economie touristique et patrimoine culturel* ; Ed. Conseil National du tourisme ; Paris ; 1994 ; 148 p.

DEPREST Florence ; *Enquête sur le tourisme de masse : L'écologie face au territoire* ; Ed. Belin ; coll. Mappemonde ; Paris ; 1997 ; 207 p.

DEWAILLY Jean-Michel ; *Le tourisme* ; Ed. Sedes ; coll. Campus Géographie ; Paris ; 2000 ; 191 p.

GREFFE Xavier ; *La gestion du patrimoine culturel* ; Ed. Anthropos ; Paris ; 1999 ; 253 p.

GRUNFELD Jean-François ; *Tourisme culturel, acteurs et actions* ; Ed. Association française d'Action Artistique ; Paris ; 1999 ; 143 p.

GUEILLASSE Martine ; *Choisir son tourisme* ; Ed. Tourisme en Espace Rural ; Paris ; 1997 ; 36 p.

HUYGUES-DESPOINTES Franck ; *Attentes et effets de l'inscription du val de Loire sur la Liste du patrimoine mondial* ; Université F.Rabelais de Tours ; 2002 ; 190 p.

ICOMOS, *Grands sites et patrimoine mondial, quel accueil touristique ? Quelques exemples*, Ed. ICOMOS France, Paris, 2000

ICOMOS, *Tourisme urbain et patrimoine*, Actes du Colloque d'Aix-en-Provence, Ed. ICOMOS, Paris, 1993

INSTITUCION CULTURAL EL BROICENSE ; *Seminario Vivir las ciudades historicas : turismo, conservacion, rehabilitacion del patrimonio arquitectonico y artistico*; coord. par Ma del Mar Lozano Bartolozzi ; Ed. Universidad de Extremadura y Fundacion La Caixa ; Merida ; 1998 ; 117 p.

LANQUAR Robert; *L'économie du tourisme*; Ed. Presses Universitaires de France; coll. Que sais-je ?; Paris; 1994; 127 p.

MERLIN Pierre; *Tourisme et aménagement touristique : des objectifs inconciliables ?*; Ed. La Documentation française; coll. Société; Paris; 2001; 216 p.

MESPLIER Alain; *Le tourisme en France*; Ed. Bréal; coll. Histoire et Géographie économiques; Paris; 1999; 380 p.

MICHAUD Jean-Luc; *Les institutions du tourisme*; Ed. Presses Universitaires de France; coll. Que sais-je ?; Paris; 1995; 127 p.

MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, MINISTERE DU TOURISME; *Tourisme et environnement*; Ed. La Documentation française; Paris; 1992; 270p.

OBSERVATOIRE ECONOMIQUE DE LA TOURAINE; *Regards sur l'économie de la Touraine*; Edité par le Conseil général d'Indre-et-Loire, la Ville de Tours et la Chambre de Commerce et d'Industrie; Tours; 1996; 235 p.

ORGANISATION MONDIALE DU TOURISME ; *Séminaire Tourisme et Culture 20-21 avril 1999* ; Ed. O.M.T ; Madrid ; 1999 ; 86 p.

PASQUALINI Jean-Pierre, JACQUOT Bruno; *Tourismes : Organisation, économie et actions touristiques*; Ed. Dunod; Paris; 1991; 321 p.

PATIN Valéry; *Tourisme et patrimoine en France et en Europe*; Ed. La Documentation française; coll. Notes et études documentaires (n°5059); Paris; 1997; 173 p.

PEDERSEN Arthur; *Managing Tourism at World Heritage Sites : a practical manual for World Heritage Site Managers* ; Ed. UNESCO ; Paris ; 2002 ; 103 p.

PEYROUTET Claude; *Le tourisme en France*; Ed.Nathan; coll. Repères pratiques; Paris; 1999; 159 p.

PREFECTURE DE LA REGION CENTRE; Proposition d'inscription du Val de Loire au patrimoine mondial de l'UNESCO, *Dossier complémentaire*; Ed. Préfecture de la région Centre; Tours; 2000; 63 p.

PRESSOUYRE Léon; *La convention du patrimoine mondial vingt ans après*; Ed. UNESCO; Paris; 1993; 63 p.

PY Pierre; *Le tourisme, un phénomène économique*; Ed. La Documentation française; coll. Notes et études documentaires (n°5029); Paris; 1996; 165 p.

UNESCO; *Les sites français inscrits au patrimoine mondial*; Ed. Temps de pause; Paris; 2000; 178 p.

UNIVERSITE EUROPEENNES D'ETE 2001 - Val de Loire - Patrimoine mondial, *Synthèse des travaux*; Ed. ???; 2001; 63 p.

#### PERIODIQUES

La Loire et ses terroirs; n°39-40; été 2001; Art. *Le Val de Loire accueille les représentants de l'UNESCO*; pp. 12-16

Connaissance des arts; H.S n°152; *Val de Loire de Sully à Chalonnes*

La Revue du patrimoine mondial n°27; 2002; Art. *Le parc national de Gunung Mulu*; pp.38-47

La Revue du patrimoine mondial n°25; avril 2002; Editorial; p.1

La Revue du patrimoine mondial n°25; avril 2002; *Dossier spécial Ecotourisme, fléau ou bienfait ?*; 52-55

La Revue du patrimoine mondial n°23; 2001; Art. *Le réveil d'une capitale déchue*; pp.26-35

La Revue du patrimoine mondial n°17; 2000; Art. *I Sassi di Matera, une expérience réussie*; pp.70-79

La Revue du patrimoine mondial n°5; 1997; Editorial; p.1

La Revue du patrimoine mondial n°4; 1997; Art. *Entrevue avec Galo Lero Franco*; pp.16-19

Pouvoirs Locaux, les cahiers de la décentralisation; n°42; septembre 1999; *Quand le tourisme fait richesse* par Jean Viard pp.79-87; *Les renouveaux du territoire* par Elisabeth Condamine pp.88-91

#### AUTRES SUPPORTS

Cassette Vidéo : *Val de Loire patrimoine mondial*; producteurs : Comité Régional du Tourisme et des Loisirs du Centre, Laurent Charbonnier Productions; Juin 2001

Cassettes Vidéo : Colloque CESA 2 mars 2001 sur les conséquences de l'inscription au patrimoine mondial de l'UNESCO. Quel avenir pour le Val de Loire ?

#### CONFERENCES

Universités d'été - 21 au 24 octobre 2002 - Les grands fleuves du patrimoine mondial, de la crise à la culture du risque

Les premiers rendez-vous du Val de Loire patrimoine mondial - 25 novembre 2002

Conférence de Dominique Tremblay - 13 décembre 2002 - L'inscription du Val de Loire au Patrimoine Mondial

#### SITES INTERNET

[www.unesco.org](http://www.unesco.org)

[www.icomos.org](http://www.icomos.org)

[www.ovpm.org](http://www.ovpm.org)

[www.monum.fr](http://www.monum.fr)

[www.lemont-saint-michel.com](http://www.lemont-saint-michel.com)

[www.artmural.org](http://www.artmural.org)

[www.ot-strasbourg.fr](http://www.ot-strasbourg.fr)

[www.tourisme.fr](http://www.tourisme.fr)

[www.tourisme-gouv.fr](http://www.tourisme-gouv.fr)

[www.ville-reims.com](http://www.ville-reims.com)  
[www.ville-bourges.fr](http://www.ville-bourges.fr)  
[www.bourges-tourisme.com](http://www.bourges-tourisme.com)  
[www.ot-arcetsenans.fr](http://www.ot-arcetsenans.fr)  
[www.ot-nancy.fr](http://www.ot-nancy.fr)  
[www.saint-savin.com](http://www.saint-savin.com)  
[www.canal-du-midi.org](http://www.canal-du-midi.org)  
[www.carcassonne.culture.fr](http://www.carcassonne.culture.fr)  
[www.mairie-lyon.fr](http://www.mairie-lyon.fr)  
[www.lyon-patrimoine.org](http://www.lyon-patrimoine.org)  
[www.provins.fr](http://www.provins.fr)  
[www.loire-France.com](http://www.loire-France.com)

## TABLE DES FIGURES

- p.14 : Organigramme du Patrimoine Mondial
- p.23 : Récapitulatif de la procédure officielle d'inscription
- p.45 bis : Carte de localisation des sites terrains d'étude
- p.76 bis : Courbes de fréquentation d'Arc-et-Senans, d'Arles et de Bourges
- p.77 bis : Courbes de fréquentation de Carcassonne, du Canal du Midi, d'Avignon et de Cáceres
- p.88 : Modèle des sites inscrits jusqu'en 1995
- p.90 : Modèle des sites inscrits après 1995
- p.94 : Eléments ayant favorisé le développement touristique lié à l'inscription
- p.95 : Synthèse des forces, faiblesses, opportunités, menaces





## TABLE DES ANNEXES

Annexe I : Liste des sites français inscrits

Annexe II : Liste des sites espagnols inscrits

Annexe III : Convention pour la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel

Annexe IV : Description des sites français et espagnols par l'UNESCO

Annexe V : Brochure éditée par la Mission Val de Loire : « Tout savoir sur l'inscription, ses atouts, ses conséquences »

Annexe VI : Extraits de brochures touristiques du Val de Loire, de Carcassonne et de Saint-Savin-sur-Gartempe

Annexe VII : Exemple de fiche-évaluation de l'ICOMOS (Lyon)

Annexe VIII : Charte du tourisme culturel de l'ICOMOS

## FRANCE:

- 1979 Cathédrale de Chartres
- 1979 Grottes ornées de la vallée de la Vézère
- 1979 Mont-Saint-Michel et sa baie
- 1979 Palais et parc de Versailles
- 1979 Basilique et colline de Vézelay
- 1981 Cathédrale d'Amiens
- 1981 Abbaye cistercienne de Fontenay
- 1981 Palais et parc de Fontainebleau
- 1981 Monuments romains et romans d'Arles
- 1981 Théâtre antique et ses abords et « Arc de Triomphe » d'Orange
- 1982 Saline royale d'Arc-et-Senans
- 1983 Places Stanislas, de la Carrière, et d'Alliance à Nancy
- 1983 Église de Saint-Savin-sur-Gartempe
- 1983 Caps de Girolata et de Porto et réserve naturelle de Scandola, calanches de Piana en Corse
- 1985 Pont du Gard
- 1988 Strasbourg – Grande Île
- 1991 Paris, rives de la Seine
- 1991 Cathédrale Notre-Dame, ancienne abbaye Saint-Remi et palais de Tau, Reims
- 1992 Cathédrale de Bourges
- 1995 Centre historique d'Avignon
- 1996 Le Canal du Midi
- 1997 Ville fortifiée historique de Carcassonne
- 1998 Chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle en France
- 1998 Site historique de Lyon
- 1999 Juridiction de Saint-Émilion
- 2000 Le Val de Loire entre Sully-sur-Loire et Chalonnes\*
- 2001 Provins, ville de foire médiévale

## ESPAGNE:

- 1984 Centre historique de Cordoue
- 1984 Alhambra, Generalife, et Albaicin, Grenade
- 1984 Cathédrale de Burgos
- 1984 Monastère et site de l'Escorial (Madrid)
- 1984 Parc Güell, palais Güell, Casa Mila à Barcelone
- 1985 Grotte d'Altamira
- 1985 Vieille ville de Ségovie et son aqueduc
- 1985 Monuments d'Oviedo et du royaume des Asturies
- 1985 Vieille ville de Saint-Jacques-de-Compostelle
- 1985 Vieille ville d'Avila avec ses églises extra-muros
- 1986, 2001 Architecture mudéjare d'Aragon
- 1986 Ville historique de Tolède
- 1986 Parc national de Garajonay
- 1986 Vieille ville de Caceres
- 1987 La Cathédrale, l'Alcazar et l'Archivo de Indias de Séville
- 1988 Vieille ville de Salamanque
- 1991 Monastère de Poblet
- 1993 Ensemble archéologique de Mérida
- 1993 Monastère royal de Santa María de Guadalupe
- 1993 Chemin de Saint-Jacques-de-Compostelle
- 1994 Parc national de Doñana
- 1996 Ville historique fortifiée de Cuenca
- 1996 La Lonja de la Seda de Valence
- 1997 Las Médulas
- 1997 Palais de la musique catalane et hôpital de Sant Pau, Barcelone
- 1997 Monastères de San Millán de Yuso et de Suso
- 1998 Art rupestre du bassin méditerranéen de la péninsule Ibérique
- 1998 Université et quartier historique d'Alcalá de Henares
- 1999 Ibiza, biodiversité et culture
- 1999 San Cristóbal de la Laguna
- 2000 L'Ensemble archéologique de Tarragone
- 2000 La Palmeraie d'Elche
- 2000 Le rempart romain de Lugo
- 2000 Les églises romanes catalanes de la Vall de Boí
- 2000 Le site archéologique d'Atapuerca
- 2001 Paysage culturel d'Aranjuez
- 2003 Ensembles Monumentaux Renaissance de Úbeda et Baeza

## CONVENTION POUR LA PROTECTION DU PATRIMOINE MONDIAL, CULTUREL ET NATUREL

---

**LA CONFÉRENCE GÉNÉRALE** de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, réunie à Paris du 17 octobre au 21 novembre 1972, en sa dix-septième session,

*Constatant* que le patrimoine culturel et le patrimoine naturel sont de plus en plus menacés de destruction non seulement par les causes traditionnelles de dégradation mais encore par l'évolution de la vie sociale et économique qui les aggrave par des phénomènes d'altération ou de destruction encore plus redoutables,

*Considérant* que la dégradation ou la disparition d'un bien du patrimoine culturel et naturel constitue un appauvrissement néfaste du patrimoine de tous les peuples du monde,

*Considérant* que la protection de ce patrimoine à l'échelon national reste souvent incomplète en raison de l'ampleur des moyens qu'elle nécessite et de l'insuffisance des ressources économiques, scientifiques et techniques du pays sur le territoire duquel se trouve le bien à sauvegarder,

*Rappelant* que l'Acte constitutif de l'Organisation prévoit qu'elle aidera au maintien, à l'avancement et à la diffusion du savoir en veillant à la conservation et protection du patrimoine universel et en recommandant aux peuples intéressés des conventions internationales à cet effet,

*Considérant* que les conventions, recommandations et résolutions internationales existantes en faveur des biens culturels et naturels démontrent l'importance que présente, pour tous les peuples du monde, la sauvegarde de ces biens uniques et irremplaçables à quelque peuple qu'ils appartiennent,

*Considérant* que certains bien du patrimoine culturel et naturel présentent un intérêt exceptionnel qui nécessite leur préservation en tant qu'élément du patrimoine mondial de l'humanité tout entière,

*Considérant* que devant l'ampleur et la gravité des dangers nouveaux qui les menacent il incombe à la collectivité internationale tout entière de participer à la protection du patrimoine culturel et naturel de valeur universelle exceptionnelle, par l'octroi d'une assistance collective qui sans se substituer à l'action de l'Etat intéressé la complètera efficacement,

*Considérant* qu'il est indispensable d'adopter à cet effet de nouvelles dispositions conventionnelles établissant un système efficace de protection collective du patrimoine culturel et naturel de valeur universelle exceptionnelle organisé d'une façon permanente et selon des méthodes scientifiques et modernes,

*Après avoir décidé* lors de sa seizième session que cette question ferait l'objet d'une Convention internationale,

Adopte ce seizième jour de novembre 1972 la présente Convention.

### I. DEFINITIONS DU PATRIMOINE CULTUREL ET NATUREL

#### ARTICLE 1

Aux fins de la présente Convention sont considérés comme "patrimoine culturel":

- les monuments: oeuvres architecturales, de sculpture ou de peinture monumentales, éléments ou structures de caractère archéologique, inscriptions, grottes et groupes d'éléments, qui ont une valeur universelle exceptionnelle du point de vue de l'histoire, de l'art ou de la science,
- les ensembles: groupes de constructions isolées ou réunies, qui, en raison de leur architecture, de leur unité, ou de leur intégration dans le paysage, ont une valeur

universelle exceptionnelle du point de vue de l'histoire, de l'art ou de la science,

- les sites: oeuvres de l'homme ou oeuvres conjuguées de l'homme et de la nature, ainsi que les zones y compris les sites archéologiques qui ont une valeur universelle exceptionnelle du point de vue historique, esthétique, ethnologique ou anthropologique.

#### **ARTICLE 2**

Aux fins de la présente Convention sont considérés comme "patrimoine naturel":

- les monuments naturels constitués par des formations physiques et biologiques ou par des groupes de telles formations qui ont une valeur universelle exceptionnelle du point de vue esthétique ou scientifique.

- les formations géologiques et physiographiques et les zones strictement délimitées constituant l'habitat d'espèces animale et végétale menacées, qui ont une valeur universelle exceptionnelle du point de vue de la science ou de la conservation.

- géologiques les sites naturels ou les zones naturelles strictement délimitées, qui ont une valeur universelle exceptionnelle du point de vue de la science, de la conservation ou de la beauté naturelle.

#### **ARTICLE 3**

Il appartient à chaque Etat partie à la présente Convention d'identifier et de délimiter les différents biens situés sur son territoire et visés aux articles 1 et 2 ci-dessus.

### **II. PROTECTION NATIONALE ET PROTECTION INTERNATIONALE DU PATRIMOINE CULTUREL ET NATUREL**

#### **ARTICLE 4**

Chacun des Etats parties à la présente Convention reconnaît que l'obligation d'assurer l'identification, la protection, la conservation, la mise en valeur et la transmission aux générations futures du patrimoine culturel et naturel vise aux articles 1 et 2 et situé sur son territoire, lui incombe en premier chef. Il s'efforce d'agir à cet effet tant par son propre effort au maximum de ses ressources disponibles que, le cas échéant, au moyen de l'assistance et de la coopération internationales dont il pourra bénéficier, notamment aux plans financier, artistique, scientifique et technique.

#### **ARTICLE 5**

Afin d'assurer une protection et une conservation aussi efficaces et une mise en valeur aussi active que possible du patrimoine culturel et naturel situé sur leur territoire et dans les conditions appropriées à chaque pays, les Etats parties à la présente Convention s'efforceront dans la mesure du possible:

- a. d'adopter une politique générale visant à assigner une fonction au patrimoine culturel et naturel dans la vie collective, et à intégrer la protection de ce patrimoine dans les programmes de planification générale;
- b. d'instituer sur leur territoire, dans la mesure où ils n'existent pas, un ou plusieurs services de protection, de conservation et de mise en valeur du patrimoine culturel et naturel, dotés d'un personnel approprié, et disposant des moyens lui permettant d'accomplir les tâches qui lui incombent;
- c. de développer les études et les recherches scientifiques et techniques et perfectionner les méthodes d'intervention qui permettent à un Etat de faire face aux dangers qui menacent son patrimoine culturel ou naturel;
- d. de prendre les mesures juridiques, scientifiques, techniques, administratives et financières adéquates pour l'identification, la protection, la conservation, la mise en valeur et la réanimation de ce patrimoine; et

- e. de favoriser la création ou le développement de centres nationaux ou régionaux de formation dans le domaine de la protection, de la conservation et de la mise en valeur du patrimoine culturel et naturel et d'encourager la recherche scientifique dans ce domaine.

#### ARTICLE 6

1. En respectant pleinement la souveraineté des Etats sur le territoire desquels est situé le patrimoine culturel et naturel visé aux articles 1 et 2, et sans préjudice des droits réels prévus par la législation nationale sur ledit patrimoine, les Etats parties à la présente convention reconnaissent qu'il constitue un patrimoine universel pour la protection duquel la communauté internationale tout entière a le devoir de coopérer.

2. Les Etats parties s'engagent en conséquence, et conformément aux dispositions de la présente convention, à apporter leur concours à l'identification, à la protection, à la conservation et à la mise en valeur du patrimoine culturel et naturel visé aux paragraphes 2 et 4 de l'article 11 si l'Etat sur le territoire duquel il est situé le demande.

3. Chacun des Etats parties à la présente convention s'engage à ne prendre délibérément aucune mesure susceptible d'endommager directement ou indirectement le patrimoine culturel et naturel visé aux articles 1 et 2 qui est situé sur le territoire d'autres Etats parties à cette convention.

#### ARTICLE 7

Aux fins de la présente convention, il faut entendre par protection internationale du patrimoine mondial culturel et naturel la mise en place d'un système de coopération et d'assistance internationales visant à seconder les Etats parties à la convention dans les efforts qu'ils déploient pour préserver et identifier ce patrimoine.

### III. COMITE INTERGOUVERNEMENTAL DE LA PROTECTION DU PATRIMOINE MONDIAL CULTUREL ET NATUREL

#### ARTICLE 8

1. Il est institué auprès de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, un Comité intergouvernemental de la protection du patrimoine culturel et naturel de valeur universelle exceptionnelle dénommé "le Comité du patrimoine mondial". Il est composé de 15 Etats parties à la convention, élus par les Etats parties à la convention réunis en assemblée générale au cours de sessions ordinaires de la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. Le nombre des Etats membres du Comité sera porté à 21 à compter de la session ordinaire de la Conférence générale qui suivra l'entrée en vigueur de la présente convention pour au moins 40 Etats.

2. L'élection des membres du Comité doit assurer une représentation équitable des différentes régions et cultures du monde.

3. Assistent aux séances du Comité avec voix consultative un représentant du Centre international d'études pour la conservation et la restauration des biens culturels (Centre de Rome), un représentant du Conseil international des monuments et des sites (ICOMOS), et un représentant de l'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources (UICN), auxquels peuvent s'ajouter, à la demande des Etats parties réunis en assemblée générale au cours des sessions ordinaires de la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, des représentants d'autres organisations intergouvernementales ou non gouvernementales ayant des objectifs similaires.

#### ARTICLE 9

1. Les Etats membres du Comité du patrimoine mondial exercent leur mandat depuis la fin de la session ordinaire de la Conférence générale au cours de laquelle ils ont été élus jusqu'à la fin de sa troisième session ordinaire subséquente.

2. Toutefois, le mandat d'un tiers des membres désignés lors de la première élection se terminera à la

fin de la première session ordinaire de la Conférence générale suivant celle au cours de laquelle ils ont été élus et le mandat d'un second tiers des membres désignés en même temps, se terminera à la fin de la deuxième session ordinaire de la Conférence générale suivant celle au cours de laquelle ils ont été élus. Les noms de ces membres seront tirés au sort par le Président de la Conférence générale après la première élection.

3. Les Etats membres du Comité choisissent pour les représenter des personnes qualifiées dans le domaine du patrimoine culturel ou du patrimoine naturel.

#### ARTICLE 10

1. Le Comité du patrimoine mondial adopte son règlement intérieur.

2. Le Comité peut à tout moment inviter à ses réunions des organismes publics ou privés, ainsi que des personnes privées, pour les consulter sur des questions particulières.

3. Le Comité peut créer les organes consultatifs qu'il estime nécessaires à l'exécution de sa tâche.

#### ARTICLE 11

1. Chacun des Etats parties à la présente convention soumet, dans toute la mesure du possible, au Comité du patrimoine mondial un inventaire des biens du patrimoine culturel et naturel situés sur son territoire et susceptibles d'être inscrits sur la liste prévue au paragraphe 2 du présent article. Cet inventaire, qui n'est pas considéré comme exhaustif, doit comporter une documentation sur le lieu des biens en question et sur l'intérêt qu'ils présentent.

2. Sur la base des inventaires soumis par les Etats en exécution du paragraphe 1 ci-dessus, le Comité établit, met à jour et diffuse, sous le nom de "liste du patrimoine mondial", une liste des biens du patrimoine culturel et du patrimoine naturel, tels qu'ils sont définis aux articles 1 et 2 de la présente convention, qu'il considère comme ayant une valeur universelle exceptionnels en application des critères qu'il aura établis une mise à jour de la liste doit être diffusée au moins tous les deux ans.

3. L'inscription d'un bien sur la liste du patrimoine mondial ne peut se faire qu'avec le consentement de l'Etat intéressé. L'inscription d'un bien situé sur un territoire faisant l'objet de revendication de souveraineté ou de juridiction de la part de plusieurs Etats ne préjuge en rien les droits des parties au différend.

4. Le Comité établit, met à jour et diffuse, chaque fois que les circonstances l'exigent, sous le nom de "liste du patrimoine mondial en péril", une liste des biens figurant sur la liste du patrimoine mondial pour la sauvegarde desquels de grands travaux sont nécessaires et pour lesquels une assistance a été demandée aux termes de la présente convention. Cette liste contient une estimation du coût des opérations. Ne peuvent figurer sur cette liste que des biens du patrimoine culturel et naturel qui sont menacés de dangers graves et précis, tels que menace de disparition due à une dégradation accélérée, projets de grands travaux publics ou privés rapide développement urbain et touristique, destruction due à des changements d'utilisation ou de propriété de la terre, altérations profondes dues à une cause inconnue, abandon pour des raisons quelconques, conflit armé venant ou menaçant d'éclater, calamités et cataclysmes, grands incendies, séismes, glissements de terrain, éruptions volcaniques, modification du niveau des eaux, inondations, raz de marée. Le Comité peut, à tout moment, en cas d'urgence, procéder à une nouvelle inscription sur la liste du patrimoine mondial en péril et donner à cette inscription une diffusion immédiate.

5. Le Comité définit les critères sur la base desquels un bien du patrimoine culturel et naturel peut être inscrit dans l'une ou l'autre des listes visées aux paragraphes 2 et 4 du présent article.

6. Avant de refuser une demande d'inscription sur l'une des deux listes visées aux paragraphes 2 et 4 du présent article, le Comité consulte l'Etat partie sur le territoire duquel est situé le bien du patrimoine culturel ou naturel dont il s'agit.

7. Le Comité, avec l'accord des Etats intéressés, coordonne et encourage les études et les recherches nécessaires à la constitution des listes visées aux paragraphes 2 et 4 du présent article.

## ARTICLE 12

Le fait qu'un bien du patrimoine culturel et naturel n'ait pas été inscrit sur l'une ou l'autre des deux listes visées aux paragraphes 2 et 4 de l'article 11 ne saurait en aucune manière signifier qu'il n'a pas une valeur universelle exceptionnelle à des fins autres que celles résultant de l'inscription sur ces listes.

## ARTICLE 13

1. Le Comité du patrimoine mondial reçoit et étudie les demandes d'assistance internationale formulées par les Etats parties à la présente Convention en ce qui concerne les biens du patrimoine culturel et naturel situés sur leur territoire, qui figurent ou sont susceptibles de figurer sur les listes visées aux paragraphes 2 et 4 de l'article 11. Ces demandes peuvent avoir pour objet la protection, la conservation, la mise en valeur ou la réanimation de ces biens.

2. Les demandes d'assistance internationale en application du paragraphe 1 du présent article peuvent aussi avoir pour objet l'identification de biens du patrimoine culturel et naturel défini aux articles 1 et 2, lorsque des recherches préliminaires ont permis d'établir que ces dernières méritaient d'être poursuivies.

3. Le Comité décide de la suite à donner à ces demandes, détermine, le cas échéant, la nature et l'importance de son aide et autorise la conclusion, en son nom, des arrangements nécessaires avec le gouvernement intéressé.

4. Le Comité fixe un ordre de priorité pour ses interventions. Il le fait en tenant compte de l'importance respective des biens à sauvegarder pour le patrimoine mondial culturel et naturel, de la nécessité d'assurer l'assistance internationale aux biens les plus représentatifs de la nature ou du génie et de l'histoire des peuples du monde et de l'urgence des travaux à entreprendre, de l'importance des ressources des Etats sur le territoire desquels se trouvent les biens menacés et en particulier de la mesure dans laquelle ils pourraient assurer la sauvegarde de ces biens par leurs propres moyens.

5. Le Comité établit, met à jour et diffuse une liste des biens pour lesquels une assistance internationale a été fournie.

6. Le Comité décide de l'utilisation des ressources du Fonds créé aux termes de l'article 15 de la présente Convention, Il recherche les moyens d'en augmenter les ressources et prend toutes mesures utiles à cet effet.

7. Le Comité coopère avec les organisations internationales et nationales, gouvernementales et non gouvernementales, ayant des objectifs similaires à ceux de la présente Convention pour la mise en oeuvre de ses programmes et l'exécution de ses projets, le Comité peut faire appel à ces organisations, en particulier au Centre international d'études pour la conservation et la restauration des biens culturels (Centre de Rome), au Conseil international des monuments et des sites (ICOMOS) et à l'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources (UICN), ainsi qu'à d'autres organismes publics ou privés et à des personnes privées.

8. Les décisions du Comité sont prises à la majorité des deux tiers des membres présents et votants. Le quorum est constitué par la majorité des membres du Comité.

## ARTICLE 14

1. Le Comité du patrimoine mondial est assisté par un secrétariat nommé par le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

2. Le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, utilisant le plus possible les services du Centre international d'études pour la conservation et la restauration des biens culturels (Centre de Rome), du Conseil international des monuments et des sites (ICOMOS), et de l'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources (UICN), dans les domaines de leurs compétences et de leurs possibilités respectives, prépare la documentation du Comité, l'ordre du jour de ses réunions et assure l'exécution de ses décisions.



#### **IV. FONDS POUR LA PROTECTION DU PATRIMOINE MONDIAL CULTUREL ET NATUREL**

##### **ARTICLE 15**

1. Il est créé un fonds pour la protection du patrimoine mondial culturel et naturel de valeur universelle exceptionnelle, dénommé "Le Fonds du patrimoine mondial".
2. Le Fonds est constitué en fonds de dépôt, conformément aux dispositions du règlement financier de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.
3. Les ressources du Fonds sont constituées par:
  - a. les contributions obligatoires et les contributions volontaires des Etats parties à la présente convention.
  - b. les versements, dons ou legs que pourront faire:
    - i. d'autres Etats,
    - ii. l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, les autres organisations du système des Nations Unies, notamment le Programme de développement des Nations Unies et d'autres organisations intergouvernementales,
    - iii. des organismes publics ou privés ou des personnes privées;
  - c. tout intérêt dû sur les ressources du Fonds;
  - d. le produit des collectes et les recettes des manifestations organisées au profit du Fonds et
  - e. toutes autres ressources autorisées par le règlement qu'élaborera le Comité du patrimoine mondial.
4. Les contributions au Fonds et les autres formes d'assistance fournies au Comité ne peuvent être affectées qu'aux fins définies par lui. Le Comité peut accepter des contributions ne devant être affectées qu'à un certain programme ou à un projet particulier, à la condition que la mise en oeuvre de ce programme ou l'exécution de ce projet ait été décidée par le Comité. Les contributions au Fonds ne peuvent être assorties d'aucune condition politique.

##### **ARTICLE 16**

1. Sans préjudice de toute contribution volontaire complémentaire, les Etats parties à la présente convention s'engagent à verser régulièrement, tous les deux ans, au Fonds du patrimoine mondial des contributions dont le montant, calculé selon un pourcentage uniforme applicable à tous les Etats, sera décidé par l'assemblée générale des Etats parties à la convention, réunis au cours de sessions de la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. Cette décision de l'assemblée générale requiert la majorité des Etats parties présents et votants qui n'ont pas fait la déclaration visée au paragraphe 2 du présent article. En aucun cas, la contribution obligatoire des Etats parties à la convention ne pourra dépasser 1% de sa contribution au budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.
2. Toutefois, tout Etat visé à l'article 31 ou à l'article 32 de la présente convention peut, au moment du dépôt de ses instruments de ratification, d'acceptation ou d'adhésion, déclarer qu'il ne sera pas lié par les dispositions du paragraphe (1) du présent article.
3. Un Etat partie à la convention ayant fait la déclaration visée au paragraphe (2) du présent article, peut à tout moment retirer ladite déclaration moyennant notification du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. Toutefois, le retrait de la déclaration n'aura d'effet sur la contribution obligatoire due par cet Etat qu'à partir de la date de l'assemblée générale des Etats parties qui suivra.
4. Afin que le Comité soit en mesure de névoir ses opérations d'une manière efficace, les

contributions des Etats parties à la présente convention, ayant fait la déclaration visée au paragraphe 2 du présent article, doivent être versées sur une base régulière, au moins tous les deux ans, et ne devraient pas être inférieures aux contributions qu'ils auraient dû verser s'ils avaient été liés par les dispositions du paragraphe 1 du présent article.

5. Tout Etat partie à la convention qui est en retard dans le paiement de sa contribution obligatoire ou volontaire en ce qui concerne l'année en cours et l'année civile qui l'a immédiatement précédée, n'est pas éligible au Comité du patrimoine mondial, cette disposition ne s'appliquant pas lors de la première élection. Le mandat d'un tel Etat qui est déjà membre du Comité prendra fin au moment de toute élection prévue à l'article 8, paragraphe 1, de la présente convention.

#### *ARTICLE 17*

Les Etats parties à la présente convention envisagent ou favorisent la création de fondations ou d'associations nationales publiques et privées ayant pour but d'encourager les libéralités en faveur de la protection du patrimoine culturel et naturel défini aux articles 1 et 2 de la présente Convention.

#### *ARTICLE 18*

Les Etats parties à la présente Convention prêtent leur concours aux campagnes internationales de collecte qui sont organisées au profit du Fonds du patrimoine mondial sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. Ils facilitent les collectes faites à ces fins par des organismes mentionnés au paragraphe 3, article 15.

### **V. CONDITIONS ET MODALITES DE L'ASSISTANCE INTERNATIONALE**

#### *ARTICLE 19*

Tout Etat partie à la présente Convention peut demander une assistance internationale en faveur de biens du patrimoine culturel ou naturel de valeur universelle exceptionnelle situés sur son territoire. Il doit joindre à sa demande les éléments d'information et les documents prévus à l'article 21 dont il dispose et dont le Comité a besoin pour prendre sa décision.

#### *ARTICLE 20*

Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 de l'article 13, de l'alinéa (c) de l'article 22, et de l'article 23, l'assistance internationale prévue par la présente Convention ne peut être accordée qu'à des biens du patrimoine culturel et naturel que le Comité du patrimoine mondial a décidé ou décide de faire figurer sur l'une des listes visées aux paragraphes 2 et 4 de l'article 11.

#### *ARTICLE 21*

1. Le Comité du patrimoine mondial définit la procédure d'examen des demandes d'assistance internationale qu'il est appelé à fournir et précise notamment les éléments qui doivent figurer dans la demande, laquelle doit décrire l'opération envisagée, les travaux nécessaires, une estimation de leur coût, leur urgence et les raisons pour lesquelles les ressources de l'Etat demandeur ne lui permettent pas de faire face à la totalité de la dépense. Les demandes doivent, chaque fois que possible, s'appuyer sur l'avis d'experts.

2. En raison des travaux qu'il peut y avoir lieu d'entreprendre sans délai, les demandes fondées sur des calamités naturelles ou des catastrophes doivent être examinées d'urgence et en priorité par le Comité, qui doit disposer d'un fonds de réserve servant à de telles éventualités.

3. Avant de prendre une décision, le Comité procède aux études et aux consultations qu'il juge nécessaires .

#### *ARTICLE 22*

L'assistance accordée par le Comité du patrimoine mondial peut prendre les formes suivantes:

- a. études sur les problèmes artistiques, scientifiques et techniques que posent la protection, la conservation, la mise en valeur et la réanimation du patrimoine culturel et naturel, tel qu'il

est défini aux paragraphes 2 et 4 de l'article 11 de la présente Convention;

- b. mise à la disposition d'experts, de techniciens et de main-d'oeuvre qualifiée pour veiller à la bonne exécution du projet approuvé;
- c. formation de spécialistes de tous niveaux dans le domaine de l'identification, de la protection, de la conservation, de la mise en valeur et de la réanimation du patrimoine culturel et naturel;
- d. fourniture de l'équipement que l'Etat intéressé ne possède pas ou n'est pas en mesure d'acquérir;
- e. prêts à faible intérêt, sans intérêt, ou qui pourraient être remboursés à long terme;
- f. octroi, dans des cas exceptionnels et spécialement motivés, de subventions non, remboursables.

#### *ARTICLE 23*

Le Comité du patrimoine mondial peut également fournir une assistance internationale à des centres nationaux ou régionaux de formation de spécialistes de tous niveaux dans le domaine de l'identification, de la protection, de la conservation, de la mise en valeur et de la réanimation du patrimoine culturel et naturel.

#### *ARTICLE 24*

Une assistance internationale très importante ne peut être accordée qu'après une étude scientifique, économique et technique détaillée. Cette étude doit faire appel aux techniques les plus avancées de protection, de conservation, de mise en valeur et de réanimation du patrimoine culturel et naturel et correspondre aux objectifs de la présente Convention. L'étude doit aussi rechercher les moyens d'employer rationnellement les ressources disponibles dans l'Etat intéressé.

#### *ARTICLE 25*

Le financement des travaux nécessaires ne doit, en principe, incomber que partiellement à la communauté internationale. La participation de l'Etat qui bénéficie de l'assistance internationale doit constituer une part substantielle des ressources apportées à chaque programme ou projet, sauf si ses ressources ne le lui permettent pas.

#### *ARTICLE 26*

Le Comité du patrimoine mondial et l'Etat bénéficiaire définissent dans l'accord qu'ils concluent les conditions dans lesquelles sera exécuté un programme ou projet pour lequel est fournie une assistance internationale au titre de la présente convention. Il incombe à l'Etat qui reçoit cette assistance internationale de continuer à protéger, conserver et mettre en valeur les biens ainsi sauvegardés, conformément aux conditions définies dans l'accord.

### **VI. PROGRAMMES EDUCATIFS**

#### *ARTICLE 27*

1. Les Etats parties à la présente Convention s'efforcent par tous les moyens appropriés, notamment par des programmes d'éducation et d'information, de renforcer le respect et l'attachement de leurs peuples au patrimoine culturel et naturel défini aux articles 1 et 2 de la Convention.
2. Ils s'engagent à informer largement le public des menaces qui pèsent sur ce patrimoine et des activités entreprises en application de la présente Convention.

#### *ARTICLE 28*

Les Etats parties à la présente Convention qui reçoivent une assistance internationale en application de la Convention prennent les mesures nécessaires pour faire connaître l'importance des biens qui ont

fait l'objet de cette assistance et le rôle que cette dernière a joué.

## **VII. RAPPORTS**

### **ARTICLE 29**

1. Les Etats parties à la présente Convention indiquent dans les rapports qu'ils présenteront à la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture aux dates et sous la forme qu'elle déterminera, les dispositions législatives et réglementaires et les autres mesures qu'ils auront adoptées pour l'application de la Convention, ainsi que l'expérience qu'ils auront acquise dans ce domaine.

2. Ces rapports seront portés à la connaissance du Comité du patrimoine mondial.

3. Le Comité présente un rapport sur ses activités à chacune des sessions ordinaires de la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

## **VIII. CLAUSES FINALES**

### **ARTICLE 30**

La présente Convention est établie en anglais, en arabe, en espagnol, en français et en russe, les cinq textes faisant également foi.

### **ARTICLE 31**

1. La présente Convention sera soumise à la ratification ou à l'acceptation des Etats membres de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, conformément à leurs procédures constitutionnelles respectives.

2. Les instruments de ratification ou d'acceptation seront déposés auprès du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

### **ARTICLE 32**

1. La présente Convention est ouverte à l'adhésion de tout Etat non membre de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, invité à y adhérer par la Conférence générale de l'Organisation.

2. L'adhésion se fera par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

### **ARTICLE 33**

La présente Convention entrera en vigueur trois mois après la date du dépôt du vingtième instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion mais uniquement à l'égard des Etats qui auront déposé leurs instruments respectifs de ratification, d'acceptation ou d'adhésion à cette date ou antérieurement. Elle entrera en vigueur pour chaque autre Etat trois mois après le dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion.

### **ARTICLE 34**

Les dispositions ci-après s'appliquent aux Etats parties à la présente Convention ayant un système constitutionnel fédératif ou non unitaire:

- a. en ce qui concerne les dispositions de cette Convention dont la mise en oeuvre relève de l'action législative du pouvoir législatif fédéral ou central, les obligations du gouvernement fédéral ou central seront les mêmes que celles des Etats parties qui ne sont pas des Etats fédératifs;
- b. en ce qui concerne les dispositions de cette Convention dont l'application relève de l'action législatif de chacun des Etats, navs. provinces ou cantons constituants, qui ne sont pas en

vertu du système constitutionnel de la fédération tenus à prendre des mesures législatives, le gouvernement fédéral portera, avec son avis favorable, les dites dispositions à la connaissance des autorités compétentes des Etats, pays, provinces ou cantons.

#### ARTICLE 35

1. Chacun des Etats parties à la présente Convention aura la faculté de dénoncer la Convention.
2. La dénonciation sera notifiée par un instrument écrit déposé auprès du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.
3. La dénonciation prendra effet 12 mois après réception de l'instrument de dénonciation. Elle ne modifiera en rien les obligations financières à assumer par l'Etat dénonciateur jusqu'à la date à laquelle le retrait prendra effet.

#### ARTICLE 36

Le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture informera les Etats membres de l'Organisation, les Etats non membres visés à l'article 32, ainsi que l'Organisation des Nations Unies, du dépôt de tous les instruments de ratification, d'acceptation ou d'adhésion mentionnés aux articles 31 et 32, de même que des dénonciations prévues à l'article 35.

#### ARTICLE 37

1. La présente convention pourra être révisée par la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. La révision ne liera cependant que les Etats qui deviendront parties à la Convention portant révision.
2. Au cas où la Conférence générale adopterait une nouvelle convention portant révision totale ou partielle de la présente Convention et à moins que la nouvelle convention n'en dispose autrement, la présente convention cesserait d'être ouverte à la ratification, à l'acceptation ou à l'adhésion, à partir de la date d'entrée en vigueur de la nouvelle convention portant révision.

#### ARTICLE 38

Conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies, la présente convention sera enregistrée au Secrétariat des Nations Unies à la requête du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

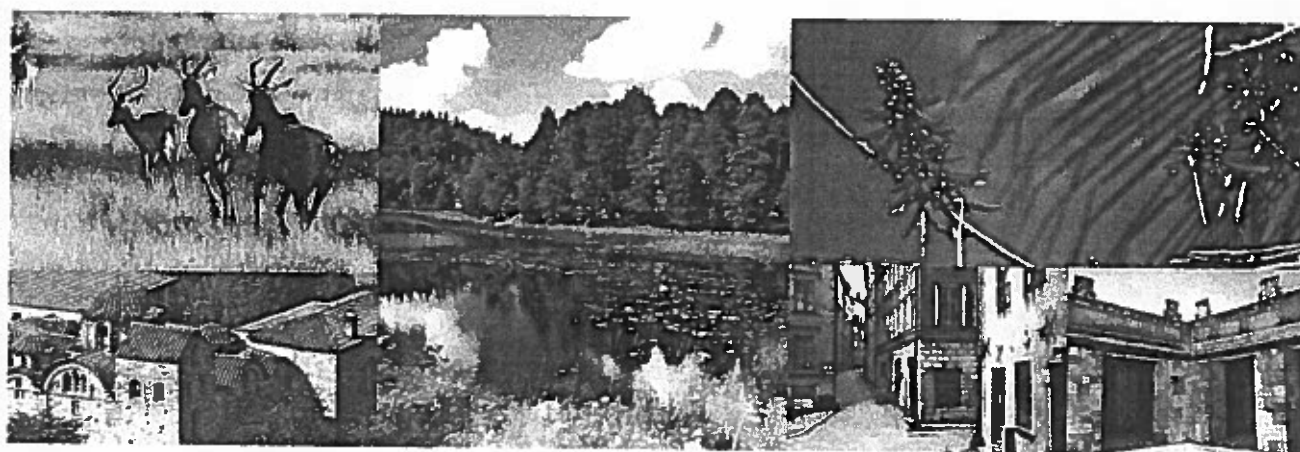
Fait à Paris, ce vingt-troisième jour de novembre 1972, en deux exemplaires authentiques portant la signature du Président de la Conférence générale, réunie en sa dix-septième session, et du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, qui seront déposés dans les archives de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, et dont les copies certifiées conformes seront remises à tous les Etats visés aux articles 31 et 32 ainsi qu'à l'Organisation des Nations Unies.

# Brèves descriptions

des sites inscrits sur la Liste du patrimoine mondial

UNESCO  
1972

CONVENTION CONCERNANT LA PROTECTION DU  
PATRIMOINE MONDIAL, CULTUREL ET NATUREL



CENTRE DU PATRIMOINE MONDIAL

## ESPAGNE

- Centre historique de Cordoue** 1984-1994  
(C i, ii, iii, iv)  
La période glorieuse de Cordoue a commencé au VIII<sup>e</sup> siècle quand elle a été conquise par les Maures et qu'ont été construits quelque 300 mosquées et d'innombrables palais et édifices publics, rivalisant avec les splendeurs de Constantinople, Damas et Bagdad. Au XIII<sup>e</sup> siècle, sous Ferdinand III le Saint, la Grande Mosquée de Cordoue a été transformée en cathédrale et de nouvelles constructions défensives ont été édifiées, notamment l'Alcazar de los Reyes Cristianos et la tour-forteresse de la Calahorra.
- Alhambra, Generalife et Albaicin, Grenade** 1984-1994  
(C i, iii, iv)  
Dominant la ville moderne construite dans la plaine, l'Alhambra et l'Albaicin, situés sur deux collines adjacentes, constituent la partie médiévale de Grenade. À l'est de la forteresse et résidence de l'Alhambra s'étendent les merveilleux jardins du Generalife, ancienne demeure champêtre des émirs qui régnaient sur cette partie de l'Espagne aux XIII<sup>e</sup> et XIV<sup>e</sup> siècles. Le quartier résidentiel de l'Albaicin conserve un riche ensemble d'architecture vernaculaire maure dans laquelle l'architecture andalouse traditionnelle se fond harmonieusement.
- Cathédrale de Burgos** 1984  
(C ii, iv, vi)  
Commencée au XIII<sup>e</sup> siècle, en même temps que les grandes cathédrales de l'Île-de-France, et achevée aux XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles, Notre-Dame de Burgos résume l'histoire entière de l'art gothique dans sa splendide architecture et dans la collection unique de chefs-d'œuvre – peintures, stalles, retables, tombeaux, vitraux etc. – qu'elle abrite.
- Monastère et site de l'Escorial, Madrid** 1984  
(C i, ii, vi)  
Construit à la fin du XVI<sup>e</sup> siècle sur un plan reproduisant la forme d'un gril, instrument du martyre de saint Laurent, le monastère de l'Escorial s'élève dans un site de Castille d'une exceptionnelle beauté. Rompant par sa sobriété avec le style qui prévalait alors, son architecture exerça une influence considérable en Espagne pendant près d'un demi-siècle. Re traite d'un roi mystique, l'Escorial fut, pendant les dernières années du règne de Philippe II, le centre du plus grand pouvoir politique d'alors.
- Parc Güell, palais Güell, Casa Milà à Barcelone** 1984  
(C i, ii, iv)  
Œuvres vraiment universelles par la diversité des références culturelles qui les ont inspirées, les créations d'Antonio Gaudí (1852-1926) à Barcelone sont l'expression d'un style à la fois éclectique et très personnel qui s'est donné libre cours non seulement dans l'architecture, mais dans l'art des jardins, la sculpture et toutes les formes des arts décoratifs.
- Grotte d'Altamira** 1985  
(C i, iii)  
Ce site préhistorique de la province de Santander fut habité dès l'époque aurignacienne, puis pendant le solutréen et le magdalénien. C'est de cette dernière période que datent la majeure partie des outils de pierre découverts ainsi que les célèbres peintures de la grande salle, ocres, rouges et noires, qui représentent des animaux sauvages – bisons, chevaux, faons et sangliers.
- Vieille ville de Ségovie et son aqueduc** 1985  
(C i, iii, iv)  
L'aqueduc romain de Ségovie, construit probablement vers l'an 50 de l'ère chrétienne, est remarquablement bien conservé. Cette majestueuse construction à double arcature s'insère dans le cadre de la magnifique cité historique de Ségovie où l'on peut admirer notamment l'Alcazar, commencé au XI<sup>e</sup> siècle, et la cathédrale gothique du XV<sup>e</sup> siècle.
- Monuments d'Oviedo et du royaume des Asturies** 1985-1998  
(C i, ii, iv)  
Au IX<sup>e</sup> siècle, la flamme de la chrétienté a été entretenue dans la péninsule Ibérique, dans le petit royaume des Asturies où est apparu un style novateur d'architecture préromane qui a joué un rôle important dans l'évolution de l'architecture religieuse de la péninsule. Les églises de Santa Maria del Naranco, San Miguel de Lillo, Santa Cristina de Lena, la Cámara Santa et San Julian de los Prados, situées dans la capitale Oviedo et aux alentours, en sont les illustrations les plus représentatives. On peut y associer la remarquable structure d'ingénierie hydraulique connue sous le nom de La Foncalada.
- Vieille ville de Saint-Jacques-de-Compostelle** 1985  
(C i, ii, vi)  
Ce célèbre lieu de pèlerinage situé dans le nord-ouest de l'Espagne est devenu un symbole de la lutte des chrétiens espagnols contre l'islam. Détruite par les musulmans à la fin du X<sup>e</sup> siècle, la ville a été complètement reconstruite au siècle suivant. La vieille ville de Saint-Jacques constitue l'un des plus beaux quartiers urbains du monde avec ses monuments romans, gothiques et baroques. Les monuments les plus anciens sont regroupés autour de la tombe de saint Jacques et de la cathédrale qui s'ouvre par le magnifique portail de la Gloire.
- Vieille ville d'Avila avec ses églises extra-muros** 1985  
(C iii, iv)  
Fondée au XI<sup>e</sup> siècle pour protéger les territoires espagnols contre les Maures, cette « Ville des saints et des pierres », berceau de sainte Thérèse et lieu de sépulture du Grand Inquisiteur Torquemada, a conservé son austérité médiévale. On retrouve cette pureté de lignes dans sa cathédrale gothique et ses fortifications qui, avec leurs 82 tours de plan semi-circulaire et leurs neuf portes monumentales, sont les plus complètes d'Espagne.
- Architecture mudéjare d'Aragon** 1986-2001  
(C iv)  
L'apparition au XII<sup>e</sup> siècle de l'art mudéjar en Aragon est le fruit de conditions politiques, sociales et culturelles particulières à l'Espagne d'après la Reconquête. Cet art d'influence en partie islamique reflète aussi les différentes tendances européennes qui se sont développées parallèlement, notamment le gothique. Présent jusqu'au début du XVII<sup>e</sup> siècle, il se caractérise par un usage extrêmement raffiné et inventif de la brique et des céramiques vernies, en particulier dans les clochers.
- Ville historique de Tolède** 1986  
(C i, ii, iii, iv)  
Successivement munie romaine, capitale du royaume wisigoth, place forte de l'émirat de Cordoue, avant-poste des royaumes chrétiens en lutte contre les Maures et, au XVI<sup>e</sup> siècle, siège temporaire du pouvoir suprême sous Charles Quint, Tolède est la gardienne de plus de deux millénaires d'histoire. Ses chefs-d'œuvre proviennent de diverses civilisations dans un environnement où l'existence de trois grandes religions – le judaïsme, le christianisme et l'islam – était un élément essentiel.
- Parc national de Garajonay** 1986  
(N ii, iii)  
Une forêt de lauriers couvre quelque 70 % de ce parc situé au centre de l'île de Gomera, dans l'archipel des Canaries. L'humidité de la vapeur d'eau condensée des sources et de nombreux cours d'eau y favorisent une végétation luxuriante, proche de celle de l'ère tertiaire, qui a presque entièrement disparu d'Europe méridionale en raison des changements climatiques.
- Vieille ville de Caceres** 1986  
(C iii, iv)  
On retrouve l'histoire des batailles entre les Maures et les chrétiens dans l'architecture de cette ville qui présente un mélange de styles roman, islamique, gothique du Nord et Renaissance italienne. De la période musulmane subsistent environ trente tours, dont la Torre del Bujaco est la plus célèbre.
- La Cathédrale, l'Alcazar et l'Archivo de Indias de Séville** 1987  
(C i, ii, iii, vi)  
Les trois bâtiments constituent un admirable ensemble monumental au cœur même de Séville, les deux premiers apportant un témoignage exceptionnel sur la civilisation des Almohades et sur l'Andalousie chrétienne, toute pénétrée d'influences maures depuis la Reconquête de 1248 jusqu'au XVI<sup>e</sup> siècle. Le minaret de la Giralda, chef-d'œuvre de l'architecture almohade, jouxte la cathédrale à cinq nefs, qui est le plus grand édifice gothique d'Europe et abrite le gigantesque tombeau de Christophe Colomb. L'ancienne Lonja, devenue

<p><b>Archivo de Indias</b>, conserve les plus précieuses des archives relatives aux colonies d'Amérique.</p>		
<p><b>Vieille ville de Salamanque</b> (C i, ii, iv)</p> <p>Cette ville ancienne, avec sa prestigieuse université, est située au nord-ouest de Madrid. Conquise par les Carthaginois au III<sup>e</sup> siècle av. J.-C., puis ville romaine, elle passa ensuite sous la domination des Maures jusqu'au XI<sup>e</sup> siècle. Son université qui est l'une des plus anciennes d'Europe a atteint son apogée durant l'âge d'or de Salamanque. Le centre historique de la ville renferme d'importants monuments romans, gothiques, mauresques, Renaissance et baroques. La Plaza Mayor, avec ses galeries et ses arcades, est particulièrement imposante.</p>	1988	
<p><b>Monastère de Poblet</b> (C i, iv)</p> <p>Située en Catalogne, cette abbaye cistercienne, l'une des plus grandes et des plus achevées, entoure son église qui fut bâtie au XII<sup>e</sup> siècle. Associée à une résidence royale fortifiée et abritant le panthéon des rois de Catalogne et d'Aragon, elle impressionne par sa majestueuse sévérité.</p>	1991	
<p><b>Ensemble archéologique de Mérida</b> (C iii, iv)</p> <p>La colonie d'Augusta Emerita, qui donna naissance à l'actuelle Mérida en Estrémadure, fondée par Auguste en 25 av. J.-C. à la fin de la campagne d'Espagne, devint capitale de la Lusitanie. Les vestiges de la ville antique, complets et bien conservés, comprennent notamment un large pont sur le Guadiana, un amphithéâtre, un théâtre, un vaste cirque et un remarquable système d'adduction d'eau. Ils constituent un excellent exemple de capitale provinciale romaine au temps de l'Empire et dans les années qui suivirent.</p>	1993	
<p><b>Monastère royal de Santa María de Guadalupe</b> (C iv, vi)</p> <p>D'un intérêt exceptionnel parce qu'il illustre quatre siècles d'architecture religieuse espagnole, ce monastère rappelle deux événements historiques majeurs remontant tous deux à 1492 : l'achèvement de la reconquête de la péninsule Ibérique par les rois catholiques et l'arrivée en Amérique de Christophe Colomb. La célèbre statue de la Vierge qui s'y trouve devint un symbole puissant pour la christianisation d'une grande partie du Nouveau Monde.</p>	1993	
<p><b>Chemin de Saint-Jacques-de-Compostelle</b> (C ii, iv, vi)</p> <p>Proclamé en 1987 premier itinéraire culturel européen par le Conseil de l'Europe, le chemin est celui que suivaient et que suivent encore, à partir de la frontière franco-espagnole, les pèlerins se rendant à Saint-Jacques-de-Compostelle. Il est jalonné de plus de 1 800 bâtiments religieux et civils présentant un intérêt historique. Il joua un rôle fondamental dans les échanges culturels entre la péninsule Ibérique et le reste de l'Europe au Moyen Âge et demeure un témoignage du pouvoir de la foi chrétienne sur les hommes de toutes les classes sociales et de tous les pays d'Europe.</p>	1993	
<p><b>Parc national de Doñana</b> (N ii, iii, iv)</p> <p>Situé en Andalousie, le parc de Doñana occupe la rive droite du Guadalquivir, à son estuaire sur l'océan Atlantique. Il est remarquable par la grande diversité de ses biotopes, notamment lagunes, marais, dunes fixes et mobiles, buissons et maquis. Il est l'habitat de cinq espèces d'oiseaux menacées. C'est l'une des plus grandes héronnières de la région méditerranéenne et le site d'hivernage de plus de 500 000 oiseaux d'eau.</p>	1994	
<p><b>Ville historique fortifiée de Cuenca</b> (C ii, v)</p> <p>Construite par les Maures sur un site défensif au cœur du califat de Cordoue, Cuenca offre le visage d'une ville fortifiée médiévale remarquablement préservée. Conquise par les Castillans au XII<sup>e</sup> siècle, elle devint une ville royale et épiscopale aux nombreux édifices de grande valeur, comme la première cathédrale gothique d'Espagne et les fameuses <i>casas colgadas</i> (maisons suspendues) agrippées aux falaises escarpées surplombant le Huécar. Tirant admirablement parti de sa position, la ville domine fièrement la magnifique paysage qui l'entoure.</p>	1996	
<p><b>La Lonja de la Seda de Valence</b> (C i, iv)</p> <p>Construit entre 1482 et 1533, cet ensemble de bâtiments, à l'origine consacré au négoce de la soie (d'où son nom de « Bourse de la soie »), n'a cessé depuis lors de remplir des fonctions commerciales. Chef-d'œuvre du gothique flamboyant, il rappelle, notamment dans la grandiose Sala de Contratación (salle des Cambistes), la puissance et la richesse d'une grande cité marchande méditerranéenne aux XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles.</p>	1996	
<p><b>Las Médulas</b> (C i, ii, iii, iv)</p> <p>Au I<sup>er</sup> siècle, les autorités de l'Empire romain ont commencé à exploiter les gisements aurifères de cette région du nord-ouest de l'Espagne en utilisant une technique basée sur la puissance hydraulique. Après deux siècles d'exploitation des dépôts résiduels, les Romains se sont retirés, laissant derrière eux un paysage dévasté. Étant donné l'absence d'activités industrielles ultérieures dans cette région, les traces spectaculaires de cette remarquable technique ancienne sont partout visibles, sous forme de pentes montagneuses dénudées et de vastes zones de résidus miniers qui servent maintenant à l'agriculture.</p>	1997	
<p><b>Palais de la musique catalane et hôpital de Sant Pau, Barcelone</b> (C i, ii, iv)</p> <p>Ces deux édifices comptent parmi les plus belles contributions de l'architecte catalan de l'Art nouveau Lluís Domènech i Montaner, à l'architecture de Barcelone. Le Palais de la musique catalane est une construction exubérante à armature d'acier, pleine de lumière et d'espace, décorée par de nombreux grands artistes de l'époque. L'hôpital de Sant Pau manifeste la même hardiesse de conception et de décoration, tout en restant parfaitement adapté aux besoins des malades.</p>	1997	
<p><b>Monastères de San Millán de Yuso et de Suso</b> (C ii, iv, vi)</p> <p>La communauté monastique fondée par San Millán au milieu du VI<sup>e</sup> siècle est devenue un lieu de pèlerinage et une belle église romane, qui subsiste toujours à Suso, a été construite en l'honneur du saint homme. C'est là le berceau de la langue espagnole, qui allait devenir l'une des langues les plus parlées au monde. Au début du XVI<sup>e</sup> siècle, la communauté s'est installée en contrebas de l'ancien monastère, dans le nouveau et beau monastère de Yuso, toujours en activité aujourd'hui.</p>	1997	
<p><b>Art rupestre du bassin méditerranéen de la péninsule Ibérique</b> (C iii)</p> <p>Ces sites d'art rupestre de la fin de la préhistoire, sur les bords méditerranéens de la péninsule Ibérique, constituent un ensemble d'une taille exceptionnelle qui décrit le mode de vie, à une phase critique du développement humain, de manière vivante et graphique dans des peintures uniques par leur style et leur sujet.</p>	1998	
<p><b>Université et quartier historique d'Alcalá de Henares</b> (C ii, iv, vi)</p> <p>Alcalá de Henares est la première ville universitaire planifiée au monde, fondée par le cardinal Jiménez de Cisneros au début du XVI<sup>e</sup> siècle. Elle fut le modèle de la Civitas Dei (citée de Dieu), communauté urbaine idéale que les missionnaires espagnols exportèrent aux Amériques, et le modèle des universités d'Europe et d'ailleurs.</p>	1998	
<p><b>Ibiza, biodiversité et culture</b> (N ii, iv / C ii, iii, iv)</p> <p>Ibiza offre un excellent exemple d'interaction entre les écosystèmes marins et côtiers. Les prairies denses de posidonies (herbe des fonds marins), espèce endémique que l'on trouve uniquement dans le bassin méditerranéen, contiennent et entretiennent une vie marine diverse. Ibiza conserve des témoignages considérables de sa longue histoire. Les sites archéologiques de Sa Caleta (habitat) et de Puig des Molins (nécropole) témoignent de l'importance du rôle joué par l'île dans l'économie méditerranéenne de la protohistoire et, tout particulièrement, au cours de la période phénicienne-carthaginoise. La ville haute fortifiée (Alta Vila) est un exemple exceptionnel d'architecture militaire de la Renaissance. Elle a eu une profonde influence sur le développement des fortifications dans les établissements espagnols du Nouveau Monde.</p>	1999	



**San Cristóbal de la Laguna** 1999  
(C ii, iv)  
San Cristóbal de la Laguna, dans les îles Canaries, possède deux centres, celui de la ville haute, non planifié, et celui de la ville basse, première « cité-territoire » idéale conçue selon des principes philosophiques. Ses larges rues et ses espaces ouverts sont bordés de belles églises et de beaux édifices publics et privés du XVI<sup>e</sup> au XVII<sup>e</sup> siècle.

**Site archéologique d'Atapuerca** 2000  
(C iii, v)  
Les grottes de la Sierra d'Atapuerca contiennent de riches vestiges fossiles des premiers êtres humains à s'installer en Europe depuis près d'un million d'années jusqu'à notre ère. Elles constituent une réserve exceptionnelle de données dont l'étude scientifique fournit des renseignements inestimables sur l'aspect et le mode de vie de ces lointains ancêtres de notre espèce.

**Églises romanes catalanes de la Vall de Boí** 2000  
(C ii, iv)  
L'étroite Vall de Boí, située dans les hautes Pyrénées, dans la région d'Alta Ribagorça, est entourée de montagnes abruptes. Chacun des villages de la vallée, environné de champs clôturés, abrite une église romane. Il y a également de vastes pâturages saisonniers en altitude.

**Ensemble archéologique de Tarragone** 2000  
(C ii, iii)  
Tárraco (l'actuelle Tarragone) fut une cité administrative et marchande d'une importance considérable pour l'Espagne romaine et le centre du culte impérial pour toutes les provinces ibériques. Elle fut dotée de nombreux édifices superbes dont des parties ont été révélées par une série de fouilles exceptionnelles. Bien que la plupart des vestiges visibles soient fragmentaires et souvent préservés sous des constructions plus récentes, ils offrent une image saisissante de la grandeur de cette capitale provinciale romaine.

**Palmeraie d'Elche** 2000  
(C ii, v)  
Le paysage des palmeraies d'Elche, avec ses systèmes complexes d'irrigation, a été aménagé à l'époque de la construction de la cité islamique d'Elche, à la fin du X<sup>e</sup> siècle apr. J.-C., au moment où une grande partie de la péninsule ibérique était arabe. La palmeraie d'Elche est une oasis, un système de production agricole sur des terres arides et un exemple unique des pratiques agricoles arabes sur le continent européen. La culture du palmier dattier se pratique à Elche depuis l'époque ibérique, vers le V<sup>e</sup> siècle av. J.-C.

**Remparts romains de Lugo** 2000  
(C iv)  
Les remparts de Lugo furent construits à la fin du II<sup>e</sup> siècle pour défendre la ville romaine de Lucus. Tout le circuit demeure intact et constitue le plus bel exemple de fortifications romaines tardives en Europe occidentale.

**Paysage culturel d'Aranjuez** 2001  
(C ii) (iv)  
Avec ses voies d'eau sinueuses qui s'opposent aux lignes droites d'un paysage géométrique, rural et urbain, ses paysages arboricoles et l'architecture délicatement modulée de ses édifices palatiaux, le paysage culturel d'Aranjuez témoigne des relations complexes qui se tissent entre l'homme et la nature. Pendant trois cent ans, la famille royale s'est attachée à développer et à entretenir ce paysage qui a réussi à intégrer les caractéristiques du jardin baroque de style français du XVII<sup>e</sup> siècle mais aussi celles d'un mode de vie urbain allant de pair avec la pratique scientifique de l'acclimatation botanique et de l'élevage au siècle des Lumières. L'apparition de concepts tels que l'humanisme et la centralisation politique ont également influencé à leur façon ce paysage.

## ESPAGNE et FRANCE

**Pyrénées - Mont Perdu** 1997-1999  
(N i, iii / C iii, iv, v)  
Ce paysage de montagne exceptionnel, qui rayonne des deux côtés des frontières nationales actuelles de France et d'Espagne, est centré sur le pic du

Mont-Perdu, massif calcaire qui culmine à 3 352 m. Le site, d'une superficie totale de 30 639 ha, comprend deux des canyons les plus grands et les plus profonds d'Europe sur le versant sud, du côté espagnol, et trois cirques importants sur le versant nord, plus abrupt, du côté français – formes géologiques terrestres classiques. Ce site est également un paysage pastoral qui reflète un mode de vie agricole autrefois répandu dans les régions montagneuses d'Europe. Il est resté inchangé au XX<sup>e</sup> siècle en ce seul endroit des Pyrénées, et présente des témoignages inestimables sur la société européenne d'autrefois à travers son paysage de villages, de fermes, de champs, de hauts pâturages et de routes de montagne.

## ESTONIE

**Centre historique (vieille ville) de Tallin** 1997  
(C ii, iv)  
Les origines de Tallin remontent au XIII<sup>e</sup> siècle, lorsqu'un château fut édifié par les croisés de l'ordre Teutonique. La cité s'est développée pour devenir un poste clé de la Ligue hanséatique et sa prospérité s'est traduite par l'opulence des édifices publics (en particulier ses églises) et l'architecture domestique des maisons de marchands, remarquablement bien préservées malgré les ravages des incendies et des guerres au cours des siècles.

## ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

**Mesa Verde** 1978  
(C iii)  
Dans l'extrême sud-ouest de l'État du Colorado, le plateau de Mesa Verde, qui atteint plus de 2 600 m d'altitude, abrite une énorme concentration d'habitats indiens ancestraux dans des « pueblos » construits du VI<sup>e</sup> au XII<sup>e</sup> siècle. Les quelque 4 400 sites recensés comprennent des villages bâtis au sommet de la Mesa et des habitations aménagées sur les falaises, construites en pierre et pouvant comporter plus de 100 pièces.

**Yellowstone** 1978  
(N i, ii, iii, iv)  
La vaste forêt naturelle du parc national de Yellowstone couvre près de 9 000 km<sup>2</sup>, dont 96 % dans le Wyoming, 3 % dans le Montana et 1 % dans l'Idaho. On trouve à Yellowstone plus de 10 000 caractéristiques thermales, soit plus de la moitié des phénomènes géothermiques du monde. Le parc possède également la plus forte concentration mondiale de geysers, 300 environ qui représentent les 2/3 des geysers de la planète. Créé en 1872, le parc est également connu pour sa faune sauvage qui comprend l'ours grizzli, le loup, le bison et le wapiti.

**Parc national du Grand Canyon** 1979  
(N i, ii, iii, iv)  
Sculpté par le Colorado, le Grand Canyon, de près de 1 500 m de profondeur, est la gorge la plus spectaculaire du monde. Situé dans l'Arizona, il traverse le parc national du Grand Canyon. Ses strates horizontales retracent une histoire géologique s'étendant sur 2 milliards d'années. On y trouve aussi les vestiges préhistoriques d'une adaptation humaine à un environnement particulièrement rude.

**Parc national des Everglades** 1979  
(N i, ii, iv)  
De ce site qui se trouve à la pointe sud de la Floride, on a dit qu'il était un fleuve d'herbe coulant imperceptiblement de l'intérieur des terres vers la mer. L'exceptionnelle variété de ses habitats aquatiques en fait le sanctuaire d'un nombre considérable d'oiseaux, de reptiles et d'espèces menacées comme le lamantin.

**Independence Hall** 1979  
(C vi)  
La Déclaration d'indépendance et la Constitution des États-Unis ont été toutes deux signées dans ce bâtiment de Philadelphie, respectivement en 1776 et 1787. Les principes universels de liberté et de démocratie énoncés dans ces documents sont fondamentaux pour l'histoire américaine et ont eu un profond impact sur les législateurs à travers le monde depuis leur adoption.

**Lac Baïkal** 1996  
(N i, ii, iii, iv)  
Situé au sud-est de la Sibérie, le lac Baïkal, d'une superficie de 3,15 millions d'hectares, est le plus ancien (25 millions d'années) et le plus profond (1 700 m) lac du monde. Il contient 20 % des eaux douces non gelées de la planète. Son ancienneté et son isolement ont produit une des faunes d'eau douce les plus riches et originales de la planète, qui présente une valeur exceptionnelle pour la science de l'évolution, ce qui lui vaut le surnom de « Galápagos de la Russie ».

**Montagnes dorées de l'Altaï** 1998  
(N iv)  
L'Altaï, dans le sud de la Sibérie, est la principale chaîne de montagnes de la région biogéographique de Sibérie occidentale où prennent naissance les principaux cours d'eau de cette région – l'Ob et l'Irtych. Le site comprend trois aires distinctes : le Zapovednik Altaïsky et une zone tampon autour du lac Teletskoïe, le Zapovednik Katunsky et une zone tampon autour du mont Belukha et la Zone de silence d'Ukok sur le plateau d'Ukok. Le site couvre au total 1 611 457 ha. Cette région représente la séquence la plus complète de zones végétales d'altitude en Sibérie centrale : steppe, forêt-steppe, forêt mixte, végétation subalpine et végétation alpine. Le site est aussi un habitat important pour des espèces animales menacées, notamment le léopard des neiges.

**Caucase de l'Ouest** 1999  
(N ii, iv)  
Situé à une distance de 50 km au nord-est de la mer Noire et couvrant plus de 275 000 ha, le site du Caucase de l'Ouest est l'une des rares grandes régions de montagne d'Europe qui n'ait pas subi d'importants impacts humains. Ses pâturages subalpins et alpins n'ont été utilisés que par des animaux sauvages, et ses vastes étendues de forêts de montagne non perturbées qui vont des basses terres à la zone subalpine sont uniques en Europe. Le site contient une grande diversité d'écosystèmes avec une flore et une faune endémiques importantes. Il est également le lieu d'origine et de réintroduction de la sous-espèce de montagne du bison d'Europe.

**Ensemble historique et architectural du Kremlin de Kazan** 2000  
(C ii, iii, iv)  
Construit sur un site antique, le Kremlin de Kazan remonte à la période musulmane de la Horde d'or et du khanat de Kazan. Il fut conquis par Ivan le Terrible en 1552 et devint le centre chrétien des pays de la Volga. Seule forteresse tatare subsistant en Russie et lieu de pèlerinage important, le Kremlin de Kazan forme un groupe exceptionnel de bâtiments historiques datant du XV<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup> siècle et intégrant les vestiges de structures plus anciennes du X<sup>e</sup> au XVI<sup>e</sup> siècle.

**Ensemble du monastère de Ferapontov** 2000  
(C i, iv)  
Le monastère de Ferapontov est situé dans la région de Vologda, en Russie septentrionale. C'est un exemple exceptionnellement bien conservé et complet d'un ensemble monastique russe orthodoxe des XV<sup>e</sup>-XVII<sup>e</sup> siècles, période d'une grande importance dans le développement de l'État russe unifié et de sa culture. L'architecture du monastère est remarquable par son inventivité et sa pureté. Son intérieur est rehaussé de magnifiques peintures murales de Dionisii, le plus grand artiste russe de la fin du XV<sup>e</sup> siècle.

**Sikhote-Alin central** 2001  
(N iv)  
La chaîne de montagnes de Sikhote-Alin abrite l'une des forêts tempérées les plus riches et les plus insolites du monde. C'est une zone mixte entre la taïga et les régions subtropicales où des espèces du Sud comme le tigre et l'ours de l'Himalaya cohabitent avec des espèces du Nord comme l'ours brun et le lynx. Le site qui s'étend depuis les sommets de Sikhote-Alin jusqu'à la mer du Japon est important pour la survie de nombreuses espèces menacées comme le tigre de l'Amour.

## FÉDÉRATION DE RUSSIE et LITUANIE

**Isthme de Courlande** 2000  
(C v)  
L'occupation humaine de cette étroite péninsule de dunes de sable, longue de 98 km et large de 0,4 à 4 km, remonte aux temps préhistoriques. Depuis cette

période, elle a été sous la menace des forces naturelles du vent et des vagues. Elle ne doit sa préservation actuelle qu'aux efforts incessants des habitants pour combattre l'érosion de l'isthme, efforts remarquablement illustrés par les projets continus de stabilisation et de reboisement.

## FINLANDE

**Ancienne Rauma** 1991  
(C iv, v)  
Située sur le golfe de Botnie, la ville de Rauma est l'un des plus anciens ports de Finlande. Elle est construite autour d'un monastère franciscain dont il reste l'église Sainte-Croix, qui date du milieu du XV<sup>e</sup> siècle. C'est un exemple exceptionnel de vieille ville nordique construite en bois. Bien que ravagée par le feu à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, elle a protégé son patrimoine architectural ancien de style local.

**Forteresse de Suomenlinna** 1991  
(C iv)  
Construite dans la seconde moitié du XVII<sup>e</sup> siècle par les Suédois sur un groupe d'îles situées à l'entrée de la rade d'Helsinki, la forteresse constitue un exemple particulièrement intéressant de l'architecture militaire européenne de l'époque.

**Vieille église de Petäjävesi** 1994  
(C iv)  
La vieille église de Petäjävesi, en Finlande centrale, construite en rondins de conifères en 1763-1765, est une église luthérienne rurale représentative d'une tradition architecturale propre à l'est de la Scandinavie. L'église associe la conception Renaissance d'une église de plan centré et les formes plus anciennes dérivées des plafonds aux voûtes d'arêtes de la période gothique.

**Usine de traitement du bois et de carton de Verla** 1996  
(C iv)  
L'usine de bois de Verla et le secteur résidentiel associé sont un exemple exceptionnel et remarquablement bien conservé d'installation industrielle rurale de petite dimension consacrée à la fabrication de pâte à papier, de papier et de carton. Ce type d'installation qui prospéra en Europe du Nord et en Amérique du Nord au XIX<sup>e</sup> et au début du XX<sup>e</sup> siècle a presque totalement disparu aujourd'hui.

**Site funéraire de l'âge du bronze de Sammallahdenmäki** 1999  
(C iii, iv)  
La trentaine de tumulus funéraires en granit du cimetière de l'âge du bronze de Sammallahdenmäki constituent un témoignage exceptionnel des pratiques funéraires et des structures sociales et religieuses de l'Europe du Nord d'il y a plus de trois millénaires.

## FRANCE

**Mont-Saint-Michel et sa baie** 1979  
(C i, iii, vi)  
Sur un îlot rocheux au milieu de grèves immenses soumises au va-et-vient de puissantes marées, à la limite entre la Normandie et la Bretagne, s'élève la « merveille de l'Occident », abbaye bénédictine de style gothique dédiée à l'archange saint Michel, et le village né à l'abri de ses murailles. La construction de l'abbaye, qui s'est poursuivie du XI<sup>e</sup> au XVI<sup>e</sup> siècle, en s'adaptant à un site naturel très difficile, a été un tour de force technique et artistique.

**Cathédrale de Chartres** 1979  
(C i, ii, iv)  
Construite en partie à partir de 1145, et reconstruite en vingt-six ans après l'incendie de 1194, la cathédrale de Chartres est le monument par excellence de l'art gothique français. Sa vaste nef du plus pur style ogival, ses porches présentant d'admirables sculptures du milieu du XII<sup>e</sup> siècle, sa chatoyante parure de vitraux des XII<sup>e</sup> et XIII<sup>e</sup> siècles en font un chef-d'œuvre exceptionnel et remarquablement bien conservé.

**Palais et parc de Versailles** 1979  
(C i, ii, vi)  
Lieu de résidence privilégié de la monarchie française de Louis XIV à Louis XVI, le château de Versailles, embelli par plusieurs générations d'architectes, de

sculpteurs, d'omemanistes et de paysagistes, a été pour l'Europe pendant plus d'un siècle le modèle de ce que devait être une résidence royale.

#### Basilique et colline de Vézelay 1979 (C i, vi)

Peu après sa fondation au IX<sup>e</sup> siècle, le monastère bénédictin a acquis les reliques de sainte Marie-Madeleine et devint, depuis lors, un haut lieu de pèlerinage. Saint Bernard y prêcha la deuxième croisade (1146). Richard Cœur de Lion et Philippe Auguste s'y retrouvèrent au départ de la troisième croisade (1190). La basilique Sainte-Madeleine, église monastique du XII<sup>e</sup> siècle, est un chef-d'œuvre de l'art roman bourguignon tant par son architecture que par ses chapiteaux et son portail sculptés.

#### Grottes ornées de la vallée de la Vézère 1979 (C i, iii)

Le site préhistorique de la vallée de la Vézère comporte 147 gisements remontant jusqu'au paléolithique et 25 grottes ornées. Il présente un intérêt exceptionnel d'un point de vue ethnologique, anthropologique et esthétique avec ses peintures pariétales, en particulier celles de la grotte de Lascaux dont la découverte (en 1940) a marqué une date dans l'histoire de l'art préhistorique. Ses scènes de chasse habilement composées comprennent une centaine de figures animales, étonnantes par la précision de l'observation, la richesse des coloris et la vivacité du rendu.

#### Palais et parc de Fontainebleau 1981 (C ii, vi)

Utilisée par les rois de France dès le XII<sup>e</sup> siècle, la résidence de chasse de Fontainebleau, au cœur d'une grande forêt de l'Île-de-France, fut transformée, agrandie et embellie au XVI<sup>e</sup> siècle par François I<sup>er</sup> qui voulait en faire une « nouvelle Rome ». Entouré d'un vaste parc, le château, inspiré de modèles italiens, fut un lieu de rencontre entre l'art de la Renaissance et les traditions françaises.

#### Cathédrale d'Amiens 1981 (C i, ii)

La cathédrale d'Amiens, au cœur de la Picardie, est l'une des plus grandes églises gothiques « classiques » du XIII<sup>e</sup> siècle. Elle frappe par la cohérence du plan, la beauté de l'élévation intérieure à trois niveaux et l'agencement d'un programme sculpté extrêmement savant à la façade principale et au bras sud du transept.

#### Théâtre antique et ses abords et « Arc de Triomphe » d'Orange 1981 (C iii, vi)

Dans la vallée du Rhône, le théâtre antique d'Orange, avec son mur de façade de 103 m de long, est l'un des mieux conservés des grands théâtres romains. Construit entre 10 et 25, l'arc de triomphe romain d'Orange est l'un des plus beaux et des plus intéressants arcs de triomphe provinciaux d'époque augustéenne qui nous soit parvenu, avec des bas-reliefs qui retracent l'établissement de la Pax Romana.

#### Monuments romains et romans d'Arles 1981 (C ii, iv)

Arles offre un exemple intéressant d'adaptation d'une cité antique à la civilisation de l'Europe médiévale. Elle conserve d'impressionnants monuments romains dont les plus anciens – arènes, théâtre antique, cryptoportiques – remontent au I<sup>er</sup> siècle av. J.-C. Elle connut au IV<sup>e</sup> siècle un second âge d'or dont témoignent les thermes de Constantin et la nécropole des Alyscamps. Aux XI<sup>e</sup> et XII<sup>e</sup> siècles, Arles redevint une des plus belles villes du monde méditerranéen. À l'intérieur des murs, Saint-Trophime avec son cloître est un des monuments majeurs de l'art roman provençal.

#### Abbaye cistercienne de Fontenay 1981 (C iv)

Fondée en 1119 par saint Bernard, l'abbaye bourguignonne de Fontenay, à l'architecture dépouillée, avec son église, son cloître, son réfectoire, son dortoir, sa boulangerie et sa forge, illustre bien l'idéal d'autarcie des premières communautés de moines cisterciens.

#### Saline royale d'Arc-et-Senans 1982 (C i, ii, iv)

La saline royale d'Arc-et-Senans, à proximité de Besançon, est l'œuvre de Claude Nicolas Ledoux. Sa construction, qui débuta en 1775 sous le règne de Louis XVI, est la première grande réalisation d'architecture industrielle qui reflète l'idéal de progrès du siècle des Lumières. Ce vaste ouvrage fut conçu pour permettre une organisation rationnelle et hiérarchisée du travail. La construction initiale en demi-cercle devait être suivie de l'édification d'une cité idéale, qui demeura à l'état de projet.

#### Places Stanislas, de la Carrière et d'Alliance à Nancy 1983 (C i, iv)

Nancy, résidence temporaire d'un roi sans royaume devenu duc de Lorraine, Stanislas Leszczyński, est paradoxalement l'exemple le plus ancien et le plus typique d'une capitale moderne où un monarque éclairé se montre soucieux d'utilité publique. Réalisé de 1752 à 1756 par une équipe brillante sous la direction de l'architecte Héré, le projet, d'une grande cohérence, s'est concrétisé dans une parfaite réussite monumentale qui allie la recherche du prestige et de l'exaltation du souverain au souci de la fonctionnalité.

#### Église de Saint-Savin-sur-Gartempe 1983 (C i, iii)

Surnommée la « Sixtine romane », l'abbaye poitevine de Saint-Savin est décorée de très nombreuses et très belles peintures murales des XI<sup>e</sup> et XII<sup>e</sup> siècles qui nous sont parvenues dans un état de fraîcheur remarquable.

#### Caps de Girolata et de Porto et réserve naturelle de Scandola, calanches de Piana en Corse 1983 (N ii, iii, iv)

La réserve, qui fait partie du parc naturel régional de Corse, occupe la presqu'île de la Scandola, impressionnant massif de porphyre aux formes tourmentées. Sa végétation est un remarquable exemple de maquis. On y trouve des goélands, des comorans et des aigles de mer. Les eaux transparentes, aux îlots et aux grottes inaccessibles, abritent une riche vie marine.

#### Pont du Gard 1985 (C i, iii, iv)

Le pont du Gard a été construit peu avant l'ère chrétienne pour permettre à l'aqueduc de Nîmes, long de près de 50 km, de franchir le Gardon. En imaginant ce pont de 50 m de haut à trois niveaux, dont le plus long mesure 275 m, les ingénieurs hydrauliciens et architectes romains ont créé un chef-d'œuvre technique qui est aussi une œuvre d'art.

#### Strasbourg - Grande île 1988 (C i, ii, iv)

Entourée par deux bras de l'Ille, la « Grande île » constitue le centre historique de la capitale alsacienne. Dans un périmètre restreint, elle renferme un ensemble monumental d'une remarquable qualité. La cathédrale, les quatre églises anciennes, le palais Rohan, ancienne résidence des princes-évêques, n'y apparaissent pas comme des monuments isolés, mais s'articulent à un quartier ancien très représentatif des fonctions de la ville médiévale et de l'évolution de Strasbourg du XV<sup>e</sup> au XVII<sup>e</sup> siècle.

#### Paris, rives de la Seine 1991 (C i, ii, iv)

Du Louvre jusqu'à la tour Eiffel, ou de la place de la Concorde au Grand Palais et au Petit Palais, on peut voir l'évolution de Paris et son histoire depuis la Seine. La cathédrale Notre-Dame et la Sainte-Chapelle sont des chefs-d'œuvre d'architecture. Quant aux larges places et avenues construites par Haussmann, elles ont influencé l'urbanisme de la fin du XIX<sup>e</sup> et du XX<sup>e</sup> siècle dans le monde entier.

#### Cathédrale Notre-Dame, ancienne abbaye Saint-Rémi et palais du Tau, Reims 1991 (C i, ii, iv)

L'utilisation exceptionnelle des nouvelles techniques architecturales du XIII<sup>e</sup> siècle et l'harmonieux mariage de la décoration sculptée avec les éléments architecturaux ont fait de la cathédrale Notre-Dame de Reims un des chefs-d'œuvre de l'art gothique. L'ancienne abbaye, qui a conservé une très belle nef du XI<sup>e</sup> siècle, abrite les restes de l'archevêque saint Rémi (440-533), qui institua

la sainte onction des rois de France. Le palais du Tau, ancien palais archiépiscopal, qui occupait une place importante dans la cérémonie du sacre, a été presque entièrement reconstruit au XVI<sup>e</sup> siècle.

**Cathédrale de Bourges** 1992  
(C i, iv)

Admirable par ses proportions et l'unité de sa conception, la cathédrale Saint-Étienne de Bourges, construite entre la fin du XII<sup>e</sup> et la fin du XIII<sup>e</sup> siècle, est l'un des grands chefs-d'œuvre de l'art gothique. Son tympan, ses sculptures et ses vitraux sont particulièrement remarquables. Par-delà sa beauté architecturale, elle témoigne de la puissance du christianisme dans la France médiévale.

**Centre historique d'Avignon** 1995  
(C i, ii, iv)

Cette ville du midi de la France fut le siège de la papauté au XIV<sup>e</sup> siècle. Le palais des Papes, forteresse d'apparence austère somptueusement décorée à l'intérieur par Simone Martini et Matteo Giovanetti, domine la cité, sa ceinture de remparts et les vestiges d'un pont du XII<sup>e</sup> siècle sur le Rhône. Au pied de ce remarquable exemple d'architecture gothique, le Petit Palais et la cathédrale romane Notre-Dame-des-Doms achèvent de former un exceptionnel ensemble monumental qui témoigne du rôle éminent joué par Avignon dans l'Europe chrétienne au XIV<sup>e</sup> siècle.

**Canal du Midi** 1996  
(C i, ii, iv, vi)

Avec ses 360 km navigables assurant la liaison entre la Méditerranée et l'Atlantique et ses 328 ouvrages - écluses, aqueducs, ponts, tunnels, etc - le réseau du canal du Midi, réalisé entre 1667 et 1694, constitue l'une des réalisations de génie civil les plus extraordinaires de l'ère moderne, qui ouvrit la voie à la révolution industrielle. Le souci de l'esthétique architecturale et des paysages créés qui anima son concepteur, Pierre-Paul Riquet, en fit non seulement une prouesse technique, mais aussi une œuvre d'art.

**Ville fortifiée historique de Carcassonne** 1997  
(C ii, iv)

Depuis la période préromaine, des fortifications ont été érigées sur la colline où est aujourd'hui située Carcassonne. Sous sa forme actuelle, c'est un exemple remarquable de cité médiévale fortifiée dotée d'un énorme système défensif entourant le château et les corps de logis qui lui sont associés, les rues et la superbe cathédrale gothique. Carcassonne doit aussi son importance exceptionnelle à la longue campagne de restauration menée par Viollet-le-Duc, l'un des fondateurs de la science moderne de la conservation.

**Site historique de Lyon** 1998  
(C ii, iv)

La longue histoire de Lyon, fondée par les Romains en tant que capitale des Trois Gaules au I<sup>er</sup> siècle av. J.-C. et qui n'a cessé de jouer un rôle majeur dans le développement politique, culturel et économique de l'Europe depuis cette époque, est illustrée de manière extrêmement vivante par son tissu urbain et par de nombreux bâtiments historiques de toutes les époques.

**Chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle en France** 1998  
(C ii, iv, vi)

Tout au long du Moyen Âge, Saint-Jacques-de-Compostelle fut la plus importante de toutes les destinations pour d'innombrables pèlerins venant de toute l'Europe. Pour atteindre l'Espagne, les pèlerins devaient traverser la France, et les monuments historiques notables qui constituent la présente inscription sur la Liste du patrimoine mondial étaient des jalons sur les quatre routes qu'ils empruntaient.

**Juridiction de Saint-Émilion** 1999  
(C iii, iv)

La viticulture a été introduite dans cette région fertile d'Aquitaine par les Romains et s'est intensifiée au Moyen Âge. Le territoire de Saint-Émilion a bénéficié de sa situation sur la route de pèlerinage vers Saint-Jacques-de-Compostelle et plusieurs églises, monastères et hospices y ont été construits à partir du XI<sup>e</sup> siècle. Le statut particulier de *juridiction* lui a été accordé au cours de la période du gouvernement anglais au XII<sup>e</sup> siècle. Il s'agit d'un paysage exceptionnel, entièrement consacré à la viticulture, dont les villes et villages comptent de nombreux monuments historiques de qualité.

**Val de Loire entre Sully-sur-Loire et Chalonnes** 2000  
(C i, ii, iv)

Le Val de Loire est un paysage culturel exceptionnel, comprenant des villes et villages historiques, de grands monuments architecturaux - les châteaux - et des terres cultivées, façonnées par des siècles d'interaction entre les populations et leur environnement physique, dont la Loire elle-même.

**Provins, ville de foire médiévale** 2001  
Critères: C (ii) (iv)

La ville médiévale fortifiée de Provins se situe au cœur de l'ancienne région des puissants comtes de Champagne. Elle témoigne des premiers développements des foires commerciales internationales et de l'industrie de la laine. Provins a su préserver sa structure urbaine, bâtie spécialement pour accueillir des foires et des activités connexes.

## GÉORGIE

**Réserve de la ville-musée de Mtskheta** 1994  
(C iii, iv)

Les églises historiques de Mtskheta, ancienne capitale du royaume de Géorgie, sont des exemples exceptionnels de l'architecture religieuse du Moyen Âge dans la région du Caucase. Elles témoignent du haut niveau artistique et culturel qu'avait atteint cet ancien royaume.

**Cathédrale de Bagrati et monastère de Ghélati** 1994  
(C iv)

La cathédrale de Bagrati, du nom de Bagrat III, premier roi de la Géorgie unifiée, fut construite à la fin du X<sup>e</sup> et au début du XI<sup>e</sup> siècle. Elle fut détruite en partie par les Turcs en 1691. Ses ruines s'élèvent au centre de la ville de Kutaisi. Le monastère de Ghélati, dont les principaux bâtiments furent édifiés du XII<sup>e</sup> au XVI<sup>e</sup> siècle, est un ensemble bien préservé, riche de mosaïques et de peintures murales. La cathédrale et le monastère représentent l'épanouissement de l'architecture médiévale de Géorgie.

**Haut Svaneti** 1996  
(C iv, v)

Préservée par un long isolement, la région du Haut Svaneti, dans le Caucase, offre l'image exceptionnelle d'un paysage de montagne aux villages d'apparence médiévale, toujours dominés par leurs tours-maisons. Le village de Chazhashi compte encore plus de deux cents de ces constructions très originales destinées en même temps à l'habitation et à la défense contre les envahisseurs qui menaçaient la région.

## GHANA

**Forts et châteaux de Volta, d'Accra et ses environs et des régions centrale et ouest** 1979  
(C vi)

Sur la côte ghanéenne, entre Keta et Beyin, ces comptoirs fortifiés fondés entre 1482 et 1786 sont les vestiges des itinéraires commerciaux que les Portugais avaient créés à travers le monde à l'époque de leurs grandes découvertes maritimes.

**Bâtiments traditionnels Ashanti** 1980  
(C v)

Au nord-est de Koumassi subsistent les derniers témoins matériels de la grande civilisation des Ashantis qui connut son apogée au XVIII<sup>e</sup> siècle. Les maisons de bois, de terre et de chaume sont peu à peu menacées de destruction sous l'effet du temps et du climat.

## GRÈCE

**Temple d'Apollon Épikourios à Bassæ** 1986  
(C i, ii, iii)

Ce célèbre temple du dieu solaire et guérisseur fut construit vers le milieu du V<sup>e</sup> siècle av. J.-C. dans la solitude des montagnes arcadiennes. Le mélange de l'archaïsme et de la sérénité du style dorique avec certaines audaces architecturales est caractéristique de cet édifice où se trouve le plus ancien chapiteau corinthien conservé.



VAL DE LOIRE  
PATRIMOINE MONDIAL



# **tout savoir**

sur l'inscription, ses atouts, ses conséquences

**> bien répondre**  
aux questions  
que vous vous posez



## ***Le Val de Loire***

Patrimoine Mondial de l'**UNESCO**

♦ <b>Éditorial</b> .....	3
♦ <b>Message du Président</b> du Comité du Patrimoine Mondial .....	4
♦ <b>Les effets de l'inscription</b> .....	5
♦ <b>L'inscription</b> au Patrimoine Mondial de l'UNESCO .....	6
♦ <b>La définition d'un paysage culturel</b> .....	8
♦ <b>Les critères d'inscription du Val de Loire</b> .....	9
♦ <b>Le territoire inscrit</b> .....	10
♦ <b>La carte du territoire</b> .....	13
♦ <b>L'aboutissement d'une démarche</b> entreprise de longue date .....	14
♦ <b>Les sites français inscrits</b> au Patrimoine Mondial .....	16
♦ <b>La charte graphique de l'inscription</b> Val de Loire - Patrimoine Mondial .....	17
♦ <b>Un dispositif innovant pour la gestion</b> <b>et la valorisation de l'inscription</b> du Val de Loire au Patrimoine Mondial .....	18
♦ <b>La Mission Val de Loire</b> <b>au service des acteurs du territoire</b> .....	19
♦ <b>Les priorités d'action</b> de la Mission Val de Loire .....	20
♦ <b>Quelques questions à propos de</b> l'inscription au Patrimoine Mondial .....	22

L'inscription le 30 novembre 2000 du Val de Loire sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO constitue la reconnaissance éclatante d'une démarche née il y a plusieurs années afin de servir l'ambition portée par de nombreux partenaires publics et privés pour ce territoire, symbole d'histoire, d'humanisme, d'harmonie.

Le dispositif de gestion et de valorisation de cette consécration internationale est maintenant en place. Il appartient dorénavant à tous les partenaires de le faire vivre ensemble et de savoir traduire en actes cette vision d'un avenir toujours plus respectueux des patrimoines culturel et naturel.

Le partenariat construit avec l'Etat et les principales collectivités du Val de Loire, au premier rang desquelles les Conseils régionaux du Centre et des Pays de la Loire, constitue une richesse fondamentale pour le déploiement de nos projets en Val de Loire avec une orientation significative : le développement durable.

La réédition du présent document lui donne vocation à être un outil d'information de référence afin d'expliquer, affirmer, confirmer notre volonté commune, notre désir partagé.

**Alain Rafesthain**

Président de la Mission Val de Loire

# Message du **Président** du Comité du Patrimoine Mondial

à l'occasion de sa visite le 6 avril 2001

La responsabilité importante de l'inscription au Patrimoine Mondial a été acceptée par les Ligériens. Cet endroit est un paysage fluvial vraiment exemplaire pour le monde entier.

Au nom du Comité du Patrimoine Mondial, je félicite les responsables administratifs et politiques des régions et départements concernés pour leur clairvoyance à vouloir inscrire le Val de Loire au Patrimoine Mondial.

Je leur souhaite le plus grand succès dans la gestion de ce site magnifique.

**Peter King**

Président du Comité du Patrimoine Mondial en 2001

## Les effets de **l'inscription** au Patrimoine Mondial

L'inscription **n'entraîne pas de contrainte supranationale nouvelle** ou supplémentaire par rapport à la législation et à la réglementation en vigueur dans le pays concerné qui, seules, s'appliquent. La France dispose déjà d'une réglementation importante concernant le patrimoine monumental, les sites et les espaces naturels.

Si l'UNESCO ne finance pas en principe de projets sur les territoires "Patrimoine Mondial", l'inscription peut constituer un argument majeur et attractif pour d'autres financeurs potentiels.

*Pour l'ensemble des partenaires : collectivités, milieux économiques, associations, habitants,...*

*... l'inscription correspond surtout à un engagement moral.*

L'inscription du Val de Loire fournit un **label d'un grand intérêt** : sa valeur dépendra essentiellement de l'importance de la mobilisation que les acteurs concernés sauront créer pour le faire vivre. Le renforcement de la notoriété et de l'attractivité du Val de Loire proviendra plus de l'exigence de qualité dans les actions et dans l'accueil que les collectivités s'imposeront librement, que du seul fait de l'inscription.

Ce coup de projecteur doit avoir un effet positif sur l'économie en général du site et de ses abords, et en particulier sur l'activité touristique. Il est à prévoir une augmentation de la fréquentation touristique dans le Val de Loire, mais aussi sur un territoire dépassant amplement le périmètre, comme cela a été constaté dans la plupart des territoires inscrits.

L'inscription ne doit pas figer le Val de Loire dans son état actuel qui n'est pas un paysage culturel fossilisé dans un passé artificiellement entretenu ou reconstitué, mais bien un paysage culturel vivant. Il a évolué au cours des siècles passés. Le développement économique et paysager doit se poursuivre dans le cadre d'un processus durable, garant de son authenticité. Le Plan Loire Grandeur Nature, initié depuis 1994 et renouvelé en 2000, en est une preuve.

### Un engagement à respecter

Les Etats signataires de la Convention sont responsables, devant le Comité, des sites dont ils ont eux-mêmes demandé l'inscription. Le Comité exige un rapport tous les 6 ans sur les conditions de gestion du site et de préservation des critères qui ont valu l'inscription.

**En cas de non respect des engagements, le Comité a prévu des procédures de sanction pouvant aller jusqu'à la radiation du site de la Liste du Patrimoine Mondial.**



# L'inscription au Patrimoine Mondial de l'UNESCO

prévoit trois catégories

Le 30 novembre 2000, le Comité du Patrimoine Mondial de l'UNESCO, lors de sa 24<sup>e</sup> session à Cairns en Australie, a inscrit

## le Val de Loire

au patrimoine mondial de l'humanité au titre des paysages culturels.

1

**Le patrimoine culturel** concerne les monuments, ensembles de constructions et sites avec des valeurs historiques, esthétiques, archéologiques, scientifiques, ethnologiques ou anthropologiques.

Actuellement, 563 sites dans le monde sont inscrits au patrimoine culturel. Depuis 1992, l'UNESCO reconnaît dans cette catégorie une nouvelle classification avec les paysages culturels.

### Quelques sites français inscrits au patrimoine culturel

- Les chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle.
- La ville fortifiée de Carcassonne.
- Le centre historique d'Avignon.
- Le château et le domaine de Chambord.
- La basilique de Vézelay.
- Le Mont-Saint-Michel et sa baie.

### Paysages culturels

- Le canal du Midi.
- Le Val de Loire.

2

**Le patrimoine naturel** concerne les formations physiques, biologiques et géologiques remarquables, les aires d'une valeur exceptionnelle du point de vue de la science, de la conservation ou de la beauté naturelle et les habitats d'espèces animales et végétales menacées.

Actuellement, 144 sites dans le monde sont inscrits au patrimoine naturel.

### Quelques sites français inscrits au patrimoine naturel

- Les caps de Girolata et de Porto.
- La réserve naturelle de Scandola.
- Les calanques de Piana.

3

**Le patrimoine mixte** concerne des biens remplissant à la fois des critères naturels et culturels.

Actuellement, 23 sites dans le monde sont inscrits au patrimoine mixte.

### Un site français est inscrit au patrimoine mixte

- Le Mont Perdu dans les Pyrénées.

Au total, 730 sites à travers le monde (dont 27 situés en France) ayant une valeur exceptionnelle pour l'humanité, sont inscrits sur la Liste du Patrimoine Mondial.



Les paysages culturels résultent de l'interaction physique ou symbolique de l'homme et de la nature.

3 catégories de paysages culturels ont été définies :

- les paysages créés intentionnellement par l'homme,
- les paysages associatifs,
- les paysages évolutifs, subdivisés en paysages reliques et paysages vivants.

Riche d'un paysage d'une grande valeur, élaboré au cours des siècles et encore actif, le Val de Loire a été inscrit dans cette dernière catégorie.

7



# La définition d'un paysage culturel

## En 1972,

l'UNESCO a adopté une convention considérant comme patrimoine mondial les biens culturels ayant une valeur universelle exceptionnelle du point de vue de l'histoire, de l'art, de la science, de l'esthétique, de l'ethnologie, de la conservation ou de la beauté naturelle.

## Depuis 1992,

le Comité a identifié parmi les biens culturels une catégorie particulière, les paysages culturels qui résultent de l'interaction physique ou symbolique de l'homme et de la nature.

Ces paysages culturels comprennent par définition des composantes très différentes telles que des monuments culturels, des paysages naturels ou modifiés par l'homme, ainsi que des éléments inhérents à l'évolution de l'histoire économique et sociale d'une région.

Si l'ensemble d'un paysage ne peut être retenu, la partie choisie doit être assez substantielle et significative pour représenter la totalité du paysage culturel.



# Les critères d'inscription du Val de Loire

Le site retenu démontre comment l'homme au fil du temps a su prendre sa place le long du fleuve. Il en a aménagé l'espace pour son agrément, comme moyen de transport, pour la production d'énergie et s'est organisé pour se protéger des excès du fleuve.

La demande d'inscription devait répondre à des impératifs contradictoires :

- ◆ le rêve de proposer toute la longueur de la Loire, seul moyen de rendre compte de sa richesse et de sa diversité,
- ◆ la nécessité de présenter à l'UNESCO un projet acceptable par le Comité du Patrimoine Mondial, selon les critères de ses Orientations\* et des expériences d'inscription d'autres paysages culturels d'étendue plus réduite.

La vallée de la Loire, entre Sully-sur-Loire et la Maine a été, à la Renaissance, une des aires culturelles européennes majeures de rencontres et d'influences entre la Méditerranée italienne, la France et les Flandres, pays qui ont vu émerger la civilisation paysagère de la modernité. Celle-ci, française en premier lieu, puis européenne, a élaboré certains modèles les plus achevés de ces paysages.

Les développements originaux d'organisation de l'espace et de la nature apparus dans cette aire commencèrent à faire l'objet de représentations littéraires, picturales et jardinières qui les ont érigées en modèles esthétiques et explicitement paysagers, conditions requises pour que l'on puisse parler de "paysage culturel".

L'inscription au Patrimoine Mondial de l'UNESCO constitue une reconnaissance internationale et consacre les efforts menés depuis une longue période, et spécialement depuis 1994, avec la création du Plan Loire Grandeur Nature.

\*Orientations devant guider la mise en œuvre de la Convention du Patrimoine Mondial consultables sur le site <http://www.unesco.org/whc/>

# Le territoire inscrit

Le Val de Loire est le site le plus vaste jamais inscrit en France par l'UNESCO.

Le territoire est continu, depuis Sully-sur-Loire dans le département du Loiret, jusqu'à Chalonnes-sur-Loire dans le département du Maine-et-Loire. Il s'étend sur une longueur de 280 km et couvre une superficie d'environ 800 km<sup>2</sup>.

La largeur de part et d'autre de la Loire s'appuie sur les coteaux "partout où cela est possible", en intégrant le cœur historique des grandes villes, avec des excroissances pour inclure des zones qui font partie intégrante du paysage ligérien :

*la totalité de la rivière du Loiret depuis sa source, le château et le domaine de Chambord (déjà inscrit au Patrimoine Mondial), le site de la Pagode de Chanteloup, la confluence et le cours de l'Indre jusqu'à Azay-le-Rideau, la confluence de la Vienne et le pays de Rabelais jusqu'à Chinon, le site de l'abbaye de Fontevraud.*

**Les limites ne sont pas de type cadastral :** elles ne suivent donc que fortuitement les limites communales et cherchent à délimiter des paysages et non des territoires administratifs. Le "Val de Loire - Patrimoine Mondial" ne se résume pas non plus aux monuments ou aux sites classés qui se trouvent dans ses limites.

Le territoire inscrit est atypique par son étendue particulièrement importante, sa diversité et la valeur emblématique de ses éléments constitutifs. Cette particularité oblige à inventer une approche nouvelle pour sa préservation et sa valorisation.

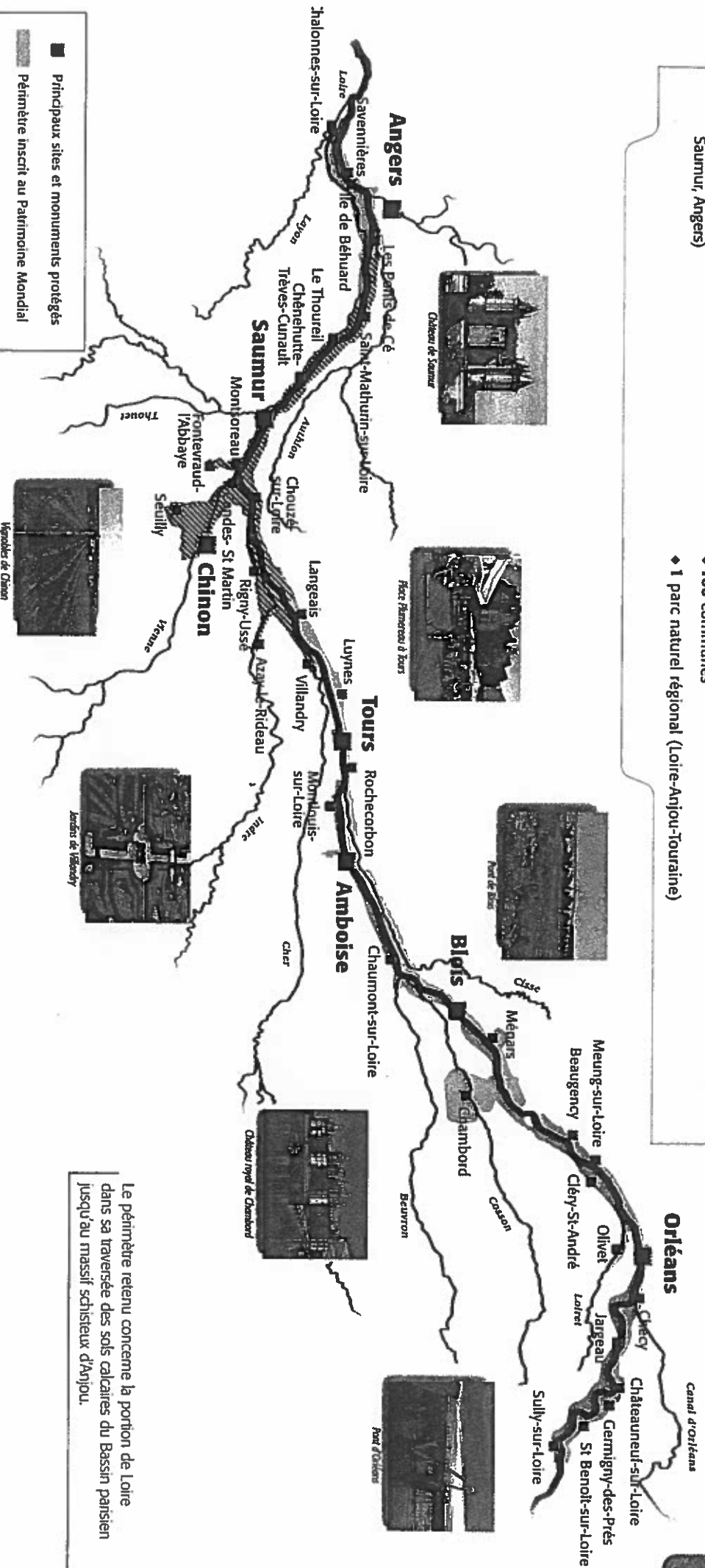
En sollicitant l'inscription, la France s'est engagée à mettre tout en œuvre pour en conserver l'authenticité et ses caractéristiques, et à créer les conditions d'une gestion commune et respectueuse.



**en quelques chiffres :**

- ◆ 7 pays de la région Centre (Forêt d'Orléans, Loire-Beauce, Loiret-Sologne-Val-Sud, Beauce-Val-de-Loire, Pays des Châteaux, Loire-Touraine, Chionnais)
- ◆ 4 pays de la région Pays de la Loire (Loire-Autun, Sud-Saumurois, Loire-Beconnais, Layon-Lys-Aubance)
- ◆ 160 communes
- ◆ 1 parc naturel régional (Loire-Anjou-Touraine)

# De Sully-sur-loire à Chalonnes-sur-loire



Le périmètre retenu concerne la portion de Loire dans sa traversée des sols calcaires du Bassin parisien jusqu'au massif schisteux d'Anjou.

## Le territoire du Val de Loire

# Les sites français inscrits au **Patrimoine Mondial**

- Le Mont-Saint-Michel et sa baie
- La cathédrale de Chartres
- Le palais et le parc de Versailles
- La basilique et la colline de Vézelay
- Les grottes ornées de la vallée de la Vézère
- Le palais et le parc de Fontainebleau
- Le château et le domaine de Chambord
- La cathédrale d'Amiens
- Le théâtre antique d'Orange, ses abords et l'arc de triomphe
- Les monuments romains et romans d'Arles
- L'abbaye cistercienne de Fontenay
- La saline royale d'Arc-et-Senans
- Les places Stanislas, de la Carrière et de l'Alliance à Nancy
- L'église de Saint-Savin-sur-Gartempe
- Les caps de Girolata et de Porto, réserve de Scandola et calanques de Piana en Corse
- Le pont du Gard
- La Grande Île à Strasbourg
- Les rives de la Seine à Paris
- La cathédrale Notre-Dame, l'ancienne abbaye Saint-Remi et le palais du Tau à Reims
- La cathédrale de Bourges
- Le centre historique d'Avignon
- Le canal du Midi
- La ville fortifiée historique de Carcassonne
- Le site historique de Lyon
- Les chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle en France
- Le site du Mont Perdu dans les Pyrénées (France - Espagne)
- Le vignoble de Saint-Émilion
- Le Val de Loire

# La charte graphique de l'inscription **Val de Loire** Patrimoine Mondial

L'Etat a déposé le label officiel "Val de Loire - Patrimoine Mondial", auprès de l'INPI en tant que marque comportant les logos de l'UNESCO et du Comité du Patrimoine Mondial. Son utilisation est contrôlée et gérée par la Mission Val de Loire qui a reçu délégation de l'Etat. Une signalétique respectueuse des sites sera mise en place pour marquer les principales entrées et limites du territoire.

La présentation est la suivante :



Logo  
de l'UNESCO

**VAL DE LOIRE**  
PATRIMOINE MONDIAL



Logo du  
Patrimoine  
Mondial

L'autorisation d'usage doit être  
sollicitée auprès de la mission  
"Val de Loire - Patrimoine Mondial".

La publication du *guide  
d'utilisation du label*, pré-  
vue début 2003, permettra  
d'en préciser les modalités  
d'usage.

Un nom de domaine pour la mission "Val de Loire - Patrimoine Mondial" a été réservé en vue de la création prochaine d'un site internet.

# Un dispositif innovant pour la **gestion** et la **valorisation**

de l'inscription du Val de Loire  
au Patrimoine Mondial

Il s'appuie sur trois organes constitutifs :

♦ **La Conférence territoriale,**  
organe d'orientation.

Présidée par le Préfet de la Région centre, coordonnateur du Plan Loire, elle rassemble les collectivités publiques, maîtres d'ouvrage. La Conférence territoriale définit les grandes orientations de la Mission Val de Loire et valide le programme d'actions annuel.

♦ **Le comité de développement,**  
organe de concertation.

Ouvert à tous les acteurs concernés, notamment dans les domaines de l'économie et du tourisme, de l'environnement, du patrimoine et de la culture, le Comité de développement a vocation à exercer un rôle consultatif, et constitue au côté de la Conférence territoriale une force de réflexion et de proposition.

♦ **La Mission Val de Loire,**  
organe opérationnel.

Il s'agit d'un syndicat mixte interrégional, créé par les Conseils régionaux du Centre et des Pays de la Loire. Outil opérationnel, la Mission met en œuvre le programme d'actions validé par la Conférence territoriale.

## La Mission Val de Loire au service des **acteurs** du territoire

"L'Etat décide  
de déléguer à la  
Mission Val de Loire  
la gestion du label  
de l'UNESCO"  
Extrait de la convention  
entre l'Etat et le syndicat  
mixte interrégional

Afin de fédérer les volontés et les projets pour la valorisation de l'inscription du Val de Loire au patrimoine mondial, son rôle consiste à :

**coordonner,**  
**animer,**  
**participer**

à la mise en œuvre et au suivi du programme d'actions.

Ses fonctions essentielles sont :

**la gestion** du Label Val de Loire - Patrimoine Mondial,

**la sensibilisation et l'information**  
des acteurs locaux et des habitants

**la promotion de l'image du Val de Loire**  
à l'échelle nationale et internationale

**l'impulsion d'actions innovantes**  
susceptibles de contribuer à la valorisation  
du Val de Loire.

Composée d'une équipe de professionnels, la Mission Val de Loire a vocation à faciliter le travail en réseaux des acteurs du territoire.

# Les priorités *d'action*

Outil de cohérence et de valorisation du Val de Loire, la Mission Val de Loire a pour ambition de :

**Favoriser la mobilisation des acteurs** avec notamment :

- la signature et le suivi de la **Charte d'engagement** du Val de Loire patrimoine mondial par les collectivités publiques s'engageant à respecter les principes de la Convention du patrimoine mondial
- l'accompagnement du **Comité de développement** dont le fonctionnement s'appuie sur
  - ♦ les Rendez-vous annuels du Val de Loire
  - ♦ des groupes de travail thématiques
  - ♦ l'utilisation des nouvelles technologies

**Faire vivre le label**, dans le cadre de la délégation reçue de l'Etat, grâce à :

- la définition d'un **guide d'utilisation** fixant
  - ♦ le cadre juridique de la marque "Val de Loire - patrimoine mondial"
  - ♦ les modalités d'utilisation par les acteurs publics et privés du périmètre inscrit
- une **procédure d'agrément** officiel et un **dispositif de suivi** pilotés par la Mission Val de Loire
- une **charte graphique** spécifique déclinable sur tous les supports d'information et de signalisation liés aux projets labellisés

**Développer des actions d'information et de sensibilisation** à partir des grands axes définis par une stratégie de communication élaborée à l'échelle du territoire inscrit :

- **en interne** afin de favoriser l'appropriation par les acteurs locaux et par les habitants de l'inscription au patrimoine mondial et des exigences de sa valorisation
- **en externe** afin de diversifier l'image internationale et nationale du Val de Loire
- **auprès des publics scolaires** afin de faire vivre la dimension pédagogique que perçoit mieux l'inscription et les grands enjeux du patrimoine mondial

"Cette charte constitue pour nous, collectivités du Val de Loire - patrimoine mondial, un engagement solennel vis-à-vis de la communauté internationale à conserver et mettre en valeur notre formidable héritage paysager et culturel."

Extrait de la Charte d'Engagement

**Valoriser la connaissance et la mise en réseau** en particulier grâce à :

- la préfiguration d'un **Institut international de gestion et de valorisation du patrimoine** en lien avec les Universités du périmètre inscrit et le Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO
- la contribution à la réalisation d'études portant sur la connaissance du Val de Loire et l'initiation d'un **centre de ressources**.

**Accompagner et initier des actions de valorisation et les "bonnes pratiques"** notamment dans les domaines de :

- la **qualité de l'accueil** dans toutes ses dimensions : urbanisme, signalétique, tourisme, transports, économie...
- la **protection et la mise en valeur du patrimoine** par des appels à projet pour la réalisation d'actions exemplaires, l'édition de guides de recommandations thématiques (nature, patrimoine bâti, patrimoine fluvial...)...

# Quelques questions

à propos de l'inscription  
au Patrimoine Mondial

**L'inscription va-t-elle apporter des contraintes supplémentaires ?... et va-t-on pouvoir faire encore des projets ?**

L'inscription n'ajoute aucune contrainte supplémentaire à celles déjà prévues par les

réglementations existantes (protection des sites historiques ou règles d'urbanisme édictées au plan local).

La réalisation des projets respectant ces règles est tout à fait possible et même souhaitable, puisque l'inscription se situe dans le cadre d'un paysage culturel vivant et évolutif.

**Pourquoi des communes proches et disposant d'un intérêt touristique et historique ne sont-elles pas incluses dans le périmètre ?**

L'inscription concerne spécifiquement le Val de Loire et le périmètre situé en général

entre les deux coteaux le bordant.

Cependant, les retombées de cette inscription se répercuteront bien au-delà du périmètre inscrit, et de nombreux monuments et communes bénéficieront de ce pôle d'attraction.

**L'inscription permettra-t-elle de bénéficier de subventions supplémentaires ?**

Aucune subvention supranationale n'est associée à l'inscription du Val de Loire au Patrimoine Mondial.

**L'inscription va-t-elle apporter un plus aux régions, départements et communes ?**

L'inscription au Patrimoine Mondial offre au Val de Loire une notoriété accrue et une

image internationalement reconnue. Comme tous les territoires inscrits en France et dans le monde, le Val de Loire va bénéficier d'un renforcement d'image et de notoriété qui aura des effets positifs sur l'activité touristique et économique globale, mais aussi locale au niveau de chaque commune.

**L'inscription va-t-elle favoriser l'aménagement et la restauration des sites ?**

Oui, l'attention générale, les partenariats et les solidarités qui naîtront, contribueront indéniablement à répondre aux ambitions de chacun.

**Peut-on, et de quelle manière, inscrire l'appartenance du Val de Loire au Patrimoine Mondial sur des documents et produits touristiques ou économiques tels que : brochures, étiquettes, affiches, etc. ?**

Ces mentions sont possibles. Toutefois elles doivent obligatoirement faire l'objet d'une autorisation formelle de la Mission Val de Loire et reprendre la charte graphique du logo déposé.

**Le territoire inscrit est-il figé pour toujours ?**

Dans les Orientations du Centre du Patrimoine Mondial, une procédure est prévue pour permettre aux Etats de demander des modifications ou des extensions de sites déjà inscrits.

**L'inscription va-t-elle entraîner des modifications dans les Plans de Prévention des Risques Inondation ou dans d'autres réglementations ?**

Non, mais ce label conduira inmanquablement à plus de vigilance pour la sécurité des biens et des personnes.

**Les décideurs devront-ils tenir compte de l'inscription dans l'élaboration de leurs projets ?**

**Les travaux et les réalisations du ressort de l'Etat et des collectivités respecteront-ils davantage l'aspect patrimonial ?**

Oui, une collégialité s'impose à tous pour le respect et la valorisation de cet héritage naturel et bâti.

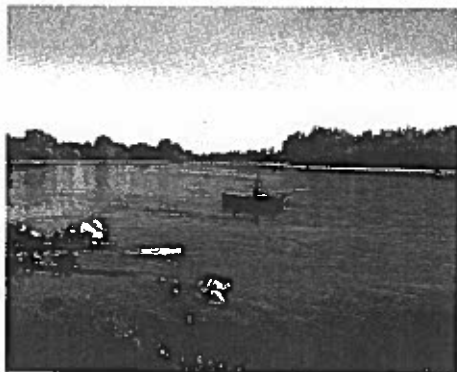
**Y a-t-il un chef de file, un interlocuteur unique coordonnant l'ensemble ?**

La mission "Val de Loire - Patrimoine Mondial" assure cette coordination.





VAL DE LOIRE  
PATRIMOINE MONDIAL



**Mission Val de Loire - Patrimoine Mondial**

81, rue Colbert - BP 4322 - 37043 Tours Cedex 1  
tél. 02 47 66 94 49 - fax 02 47 66 02 18  
smi@mission-valdeloire.fr

**PAYS DE LA  
LOIRE**

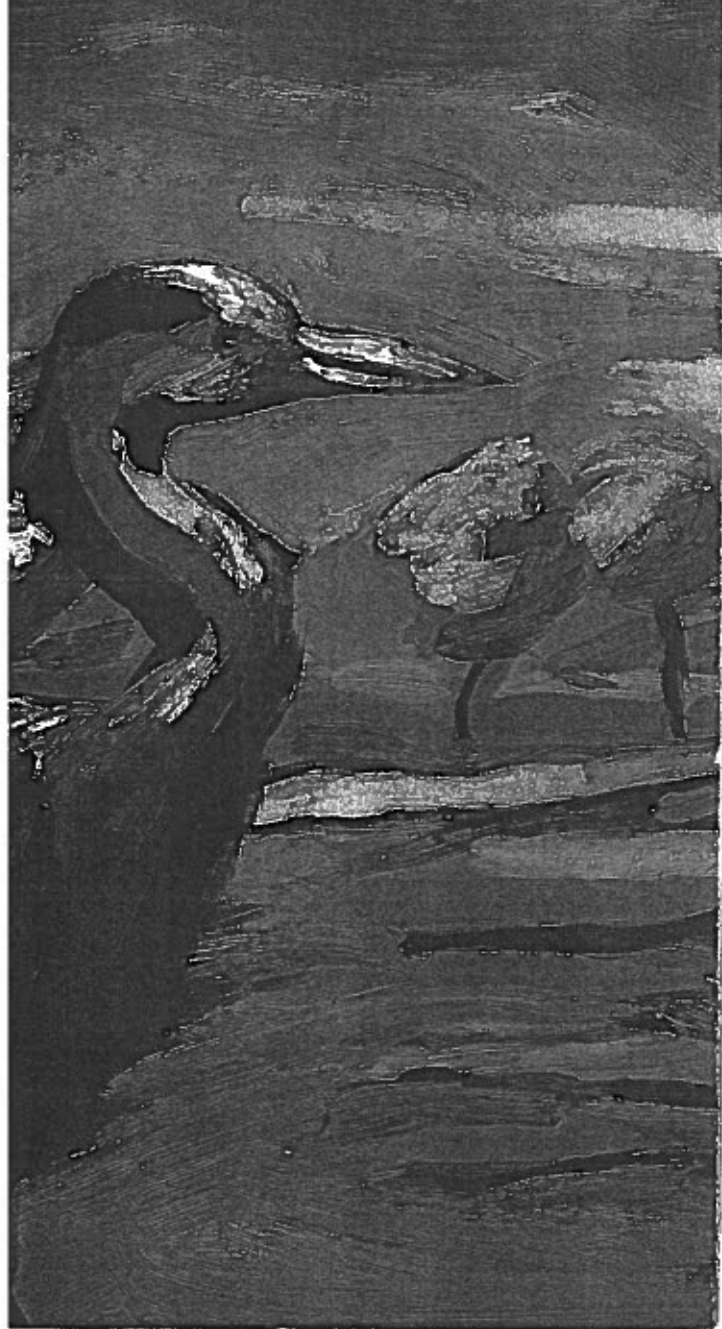


  
**Région Centre**



# Val de Loire

*patrimoine mondial*



# Val de Loire

## *patrimoine mondial*

La statue de la Liberté à New York, Venise et sa lagune, la grande muraille de Chine, les îles Galapagos, le temple d'Abou Simbel en Egypte... et depuis le 30 novembre 2000, le Val de Loire ! La liste du Patrimoine Mondial qui identifie à travers le monde les "biens culturels ayant une valeur universelle exceptionnelle", s'est enrichie avec le Val de Loire d'un territoire qui s'étend sur quelque 280 km, entre Sully-sur-Loire dans le Loiret et Chalonnes-sur-Loire dans le Maine-et-Loire.

### Une reconnaissance internationale...

Avec ses 800 km<sup>2</sup>, le Val de Loire est le site le plus vaste jamais inscrit en France à l'UNESCO. Cette inscription constitue une reconnaissance internationale et consacre les efforts menés depuis longtemps, et spécialement depuis 1994 avec la création du Plan Loire Grandeur Nature.

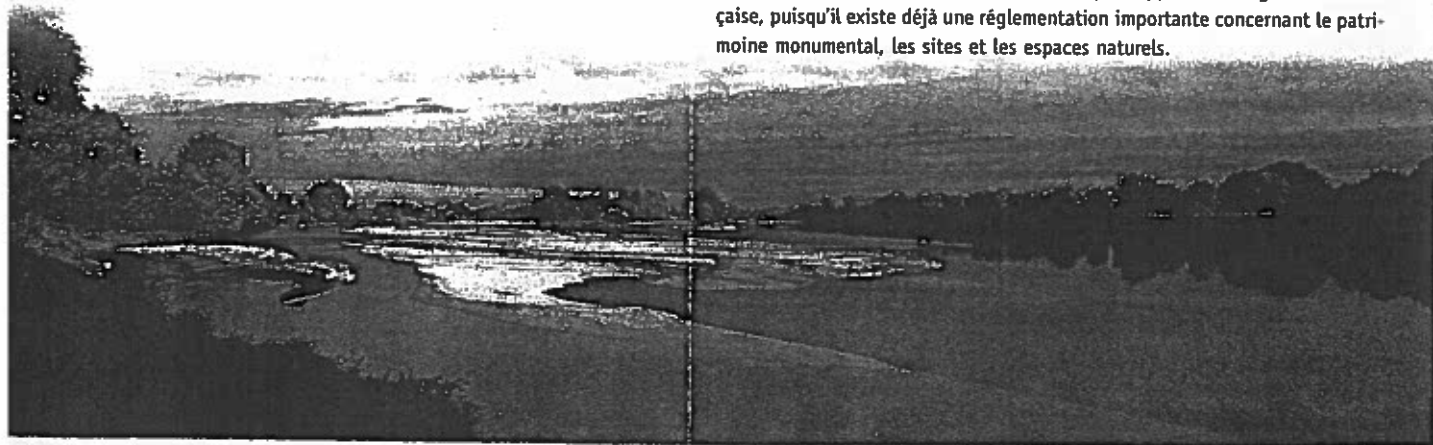
Quot lieu d'art et d'histoire, le Val de Loire témoigne du développement harmonieux des hommes et de leur environnement sur deux mille ans d'histoire. Le paysage du Val de Loire, et plus particulièrement ses nombreux monuments culturels, illustre les idéaux de la Renaissance et du Siècle des Lumières sur la pensée et la création de l'Europe occidentale. Il est également remarquable pour la variété de son patrimoine architectural, avec ses villes historiques telles que Blois, Chinon, Orléans, Saumur et Tours, mais aussi pour ses sites de renommée mondiale, comme Chambord, Amboise, Villandry, l'abbaye de Fontevraud...

### ... un engagement moral

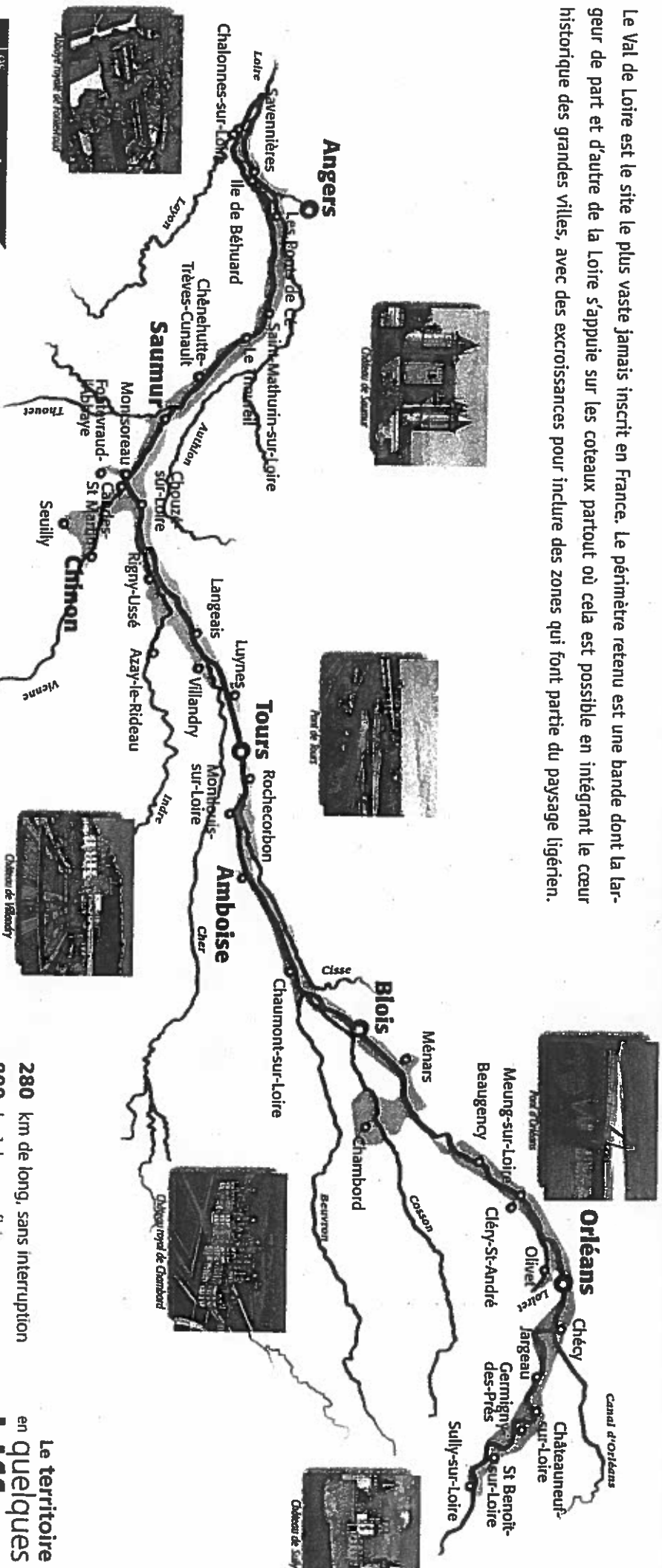
La particularité de ce territoire, par son étendue et la diversité des éléments qui le composent, oblige à inventer une approche nouvelle pour sa préservation et sa valorisation. Désormais, la France s'engage à mettre tout en œuvre pour en conserver l'authenticité.

Pour l'ensemble des partenaires : collectivités, acteurs économiques, associations, habitants, l'inscription correspond à un engagement moral. En effet, elle n'entraîne aucune contrainte nouvelle par rapport à la législation française, puisqu'il existe déjà une réglementation importante concernant le patrimoine monumental, les sites et les espaces naturels.

*Le site retenu  
démontre comment l'homme, au  
fil du temps, a su prendre sa place le  
long du dernier fleuve sauvage d'Europe.  
Il en a aménagé l'espace pour son agré-  
ment. Il l'a utilisé comme moyen de trans-  
port et pour produire de l'énergie.  
Il s'est organisé pour se  
protéger des excès et des  
caprices du fleuve.*



Le Val de Loire est le site le plus vaste jamais inscrit en France. Le périmètre retenu est une bande dont la largeur de part et d'autre de la Loire s'appuie sur les coteaux partout où cela est possible en intégrant le cœur historique des grandes villes, avec des excroissances pour inclure des zones qui font partie du paysage ligérien.



## dates clés

1994

L'Etat arrête le Plan Loire Grandeur Nature pour concilier le développement économique et la protection de l'environnement. Une charte d'exécution entre l'Etat, l'EPALA (Etablissement public d'aménagement de la Loire et de ses affluents) et l'Agence de l'eau Loire-Bretagne, définit les grandes actions à mener et les moyens financiers.

1998

L'Etat demande à l'UNESCO l'inscription d'une partie significative du Val de Loire à la Liste du Patrimoine Mondial.

30 novembre 2000

Le Comité du Patrimoine Mondial réuni à Cairns (Australie) examine la proposition française et décide d'inscrire le Val de Loire au titre des paysages culturels.

- Principaux sites et monuments protégés
- Périmètre inscrit au Patrimoine Mondial
- Parc Naturel Régional Loire-Anjou-Touraine

**Le territoire en quelques chiffres :**

- 280 km de long, sans interruption
- 800 km² de superficie
- 1,2 million d'habitants concernés
- 2 régions (Centre, Pays de la Loire)
- 4 départements (Loiret, Loir-et-Cher, Indre-et-Loire, Maine-et-Loire)
- 6 agglomérations (Orléans, Blois, Tours, Chinon, Saumur, Angers)
- 7 pays de la région Centre (Forêt d'Orléans, Loire-Beauce, Loiret-Sologne-Val-Sud, Beauce-Val-de-Loire, Pays des Châteaux, Loire-Touraine, Chinonais)
- 4 pays de la région Pays de la Loire (Loire-Autun, Sud-Saumurois, Loire-Beconnais, Layon-Lys-Aubance)
- 160 communes

quelques  
exemples  
de sites  
inscrits au  
**Patrimoine  
Mondial**

**Parmi les plus connus :**

- **Parc de Yellowstone (Etats-Unis)**
- **Statue de la Liberté (Etats-Unis)**
- **Le Kremlin et la Place Rouge (Russie)**
- **Acropole d'Athènes (Grèce)**
- **Venise et sa lagune (Italie)**
- **Tour de Londres (Royaume-Uni)**
- **Cité du Vatican**
- **Médina de Marrakech (Maroc)**
- **La grande barrière de corail (Australie)**
- **La grande muraille (Chine)**
- **Iles Galapagos (Equateur)**
- **Temple d'Abou Simbel (Egypte)**

**En France :**

- **Le Mont-Saint-Michel et sa baie**
- **La cathédrale de Chartres**
- **Le palais et le parc de Versailles**
- **La basilique et la colline de Vézelay**
- **Le pont du Gard**
- **Les rives de la Seine à Paris**
- **La cathédrale de Bourges**
- **Le canal du Midi**
- **La ville fortifiée historique de Carcassonne**
- **Les chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle en France**
- **Le vignoble de Saint-Emilion**

La liste complète est accessible sur le site  
<http://www.unesco.org/whc/>



VAL DE LOIRE  
PATRIMOINE MONDIAL



En novembre 2000, l'UNESCO a inscrit le Val de Loire sur la liste du Patrimoine Mondial au titre des paysages culturels, reconnaissant ainsi la qualité du site et les efforts déployés pour sa préservation et sa valorisation.

[www.cr-pays-de-la-loire.fr](http://www.cr-pays-de-la-loire.fr)

[www.regioncentre.fr](http://www.regioncentre.fr)

e-mail : [patrimoine-mondial@wanadoo.fr](mailto:patrimoine-mondial@wanadoo.fr)



EFL COMMUNICATION 02 47 47 03 20

GUIDE DÉCOUVERTE

Découvrez  
**Carcassonne**  
entre *Cité* et *bastide*



CARCASSONNE  
Patrimoine Mondial



Cité

Site classé  
au patrimoine mondial



Vue aérienne de la Cité



Place Marcou, au cœur de la Cité

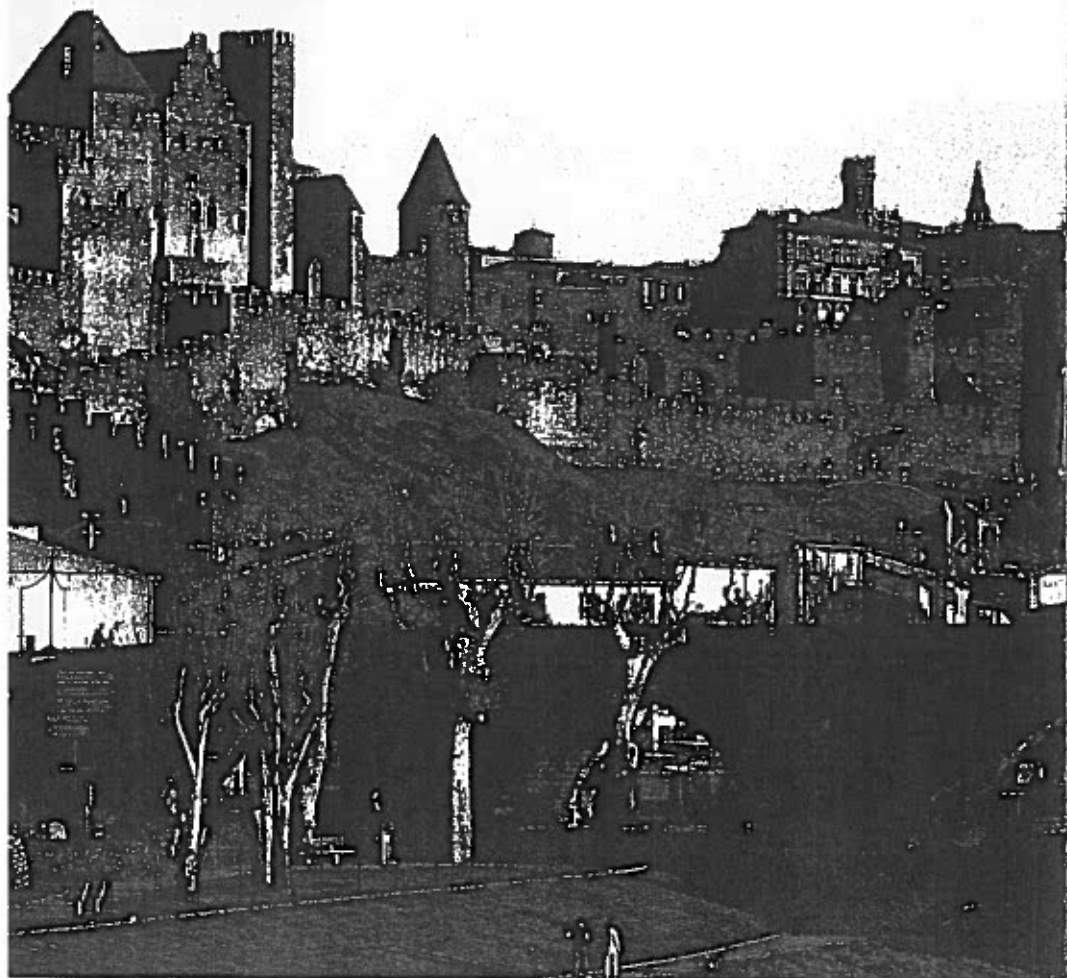


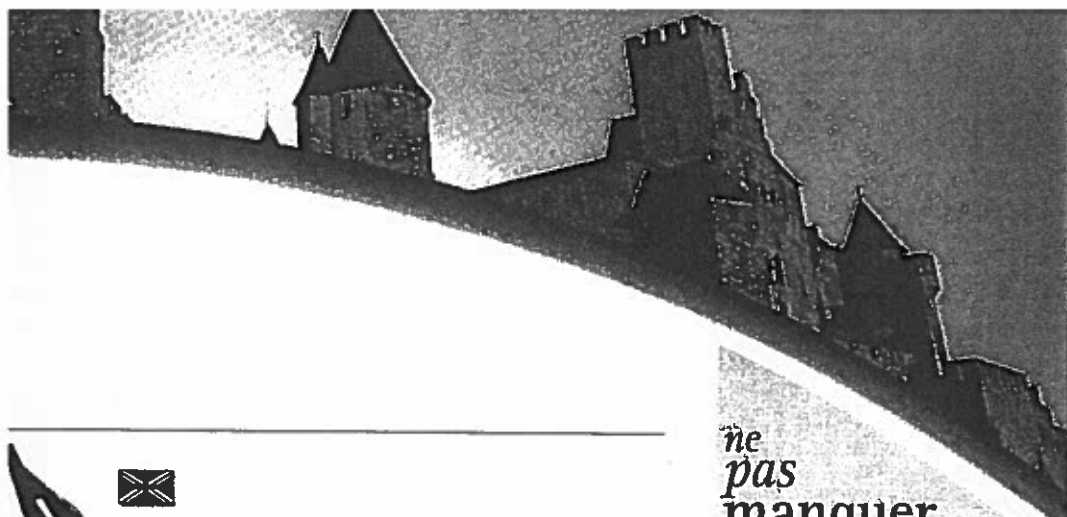
Embrasement le 14 juillet

Située sur la rive droite de l'Aude, la Cité Médiévale classée au patrimoine mondial compte 52 tours et 2 enceintes concentriques qui totalisent 3 kilomètres de remparts.

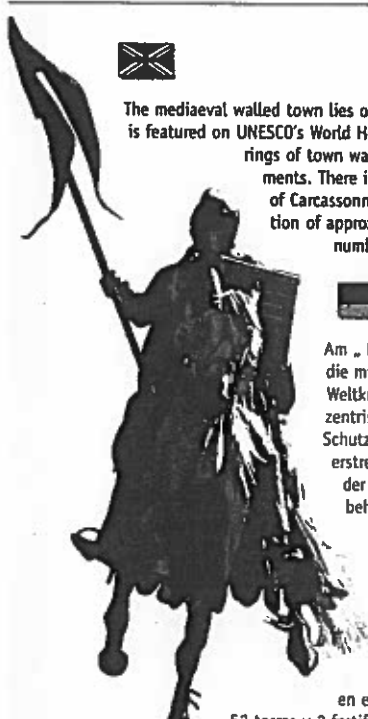
Ce quartier de Carcassonne, est libre d'accès. Il est encore habité de nos jours et abrite environ 120 habitants, ainsi qu'un grand nombre de commerçants et artisans.

Son histoire est marquée par 2000 ans de conquêtes, par l'empreinte du catharisme et des croisades que nous vous invitons à découvrir durant votre séjour.





The mediaeval walled town lies on the right bank of the River Aude and is featured on UNESCO's World Heritage list. It has 52 towers and 2 rings of town walls making a total of 3 km of battlements. There is no restriction on access to this area of Carcassonne. It is still home today to its population of approximately 120 and it boasts a large number of shops and craftsmen.



Am „Rive Droite“ der Aude gelegen, bietet die mittelalterliche Stadtanlage, die als Weltkulturerbe gilt, 52 Türme und zwei konzentrische Befestigungsgürtel, deren Schutzwall sich über drei Kilometer Länge erstreckt. Zu diesem Bereich der Stadt ist der Zugang möglich und selbst heute noch beherbergt er etwa 120 Einwohner, sowie zahlreiche Kunsthandwerker und Händler.



Situada en la orilla derecha del Aude, la Ciudad Medieval clasificada en el seno del Patrimonio mundial tiene 52 torres y 2 fortificaciones concéntricas que totalizan 3 km de murallas. Este barrio de Carcasona es libre de acceso. Todavía, hoy en día, siguen viviendo unos 120 habitantes y una gran variedad de tenderos y de artesanos;

## ne pas manquer

◆ La visites des différents musées à l'intérieur de la Cité

◆ Les visites guidées

◆ Les balades en petit train touristique et Calèches

◆ Les Animations de rues : l'été, la Cité se surpasse en mettant en valeur son cadre bi-millénaire au travers de spectacles historiques et culturels remarquables de juin à septembre : Festival de Carcassonne et Languedoc-Roussillon, Fêtes médiévales, Embrasement de la Cité...

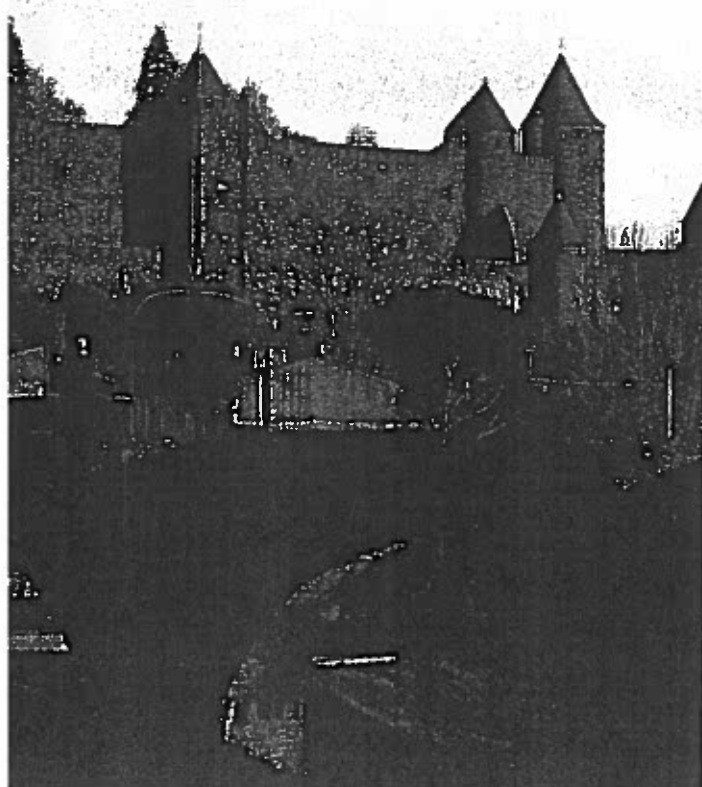
## Essential sightseeing

◆ The various museums within the walled town

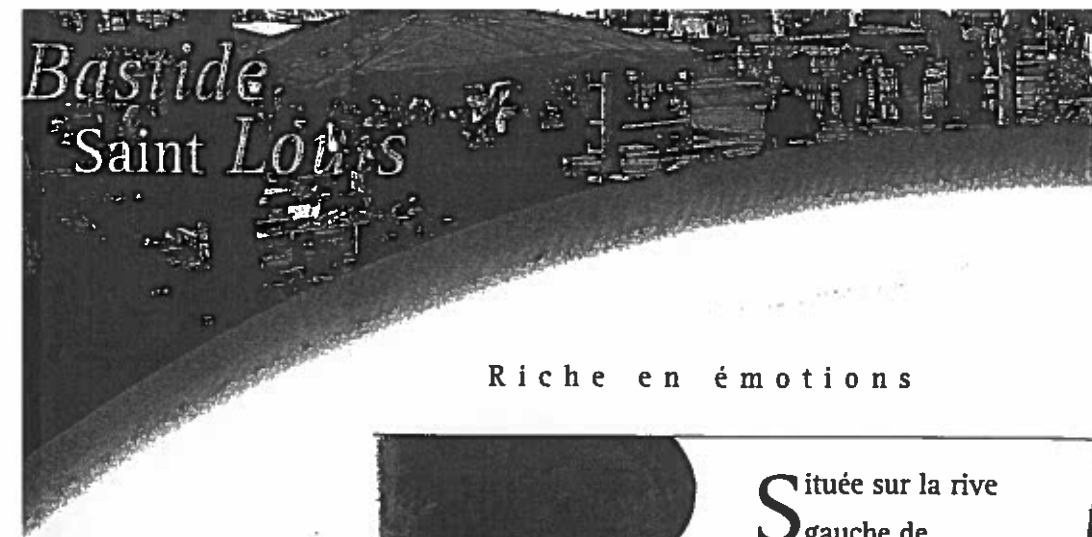
◆ Guided tours

◆ A trip in the small tourist train and in a horse-drawn carriage

◆ In the summer months, the walled town surpasses itself, enhancing its two thousand year old setting through outstanding historic and cultural events staged from June to September e.g. Carcassonne and Languedoc-Roussillon Festival, Medieval Pageants, fireworks display bringing a blaze of light to the night sky above the old town walls etc.







# Bastide Saint Louis

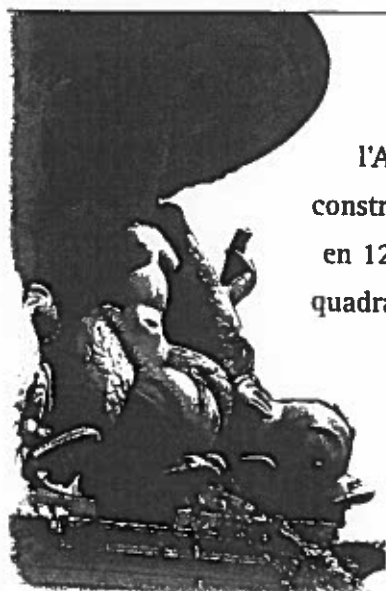
R i c h e   e n   é m o t i o n s



Carillonneur de l'église  
Saint-Vincent

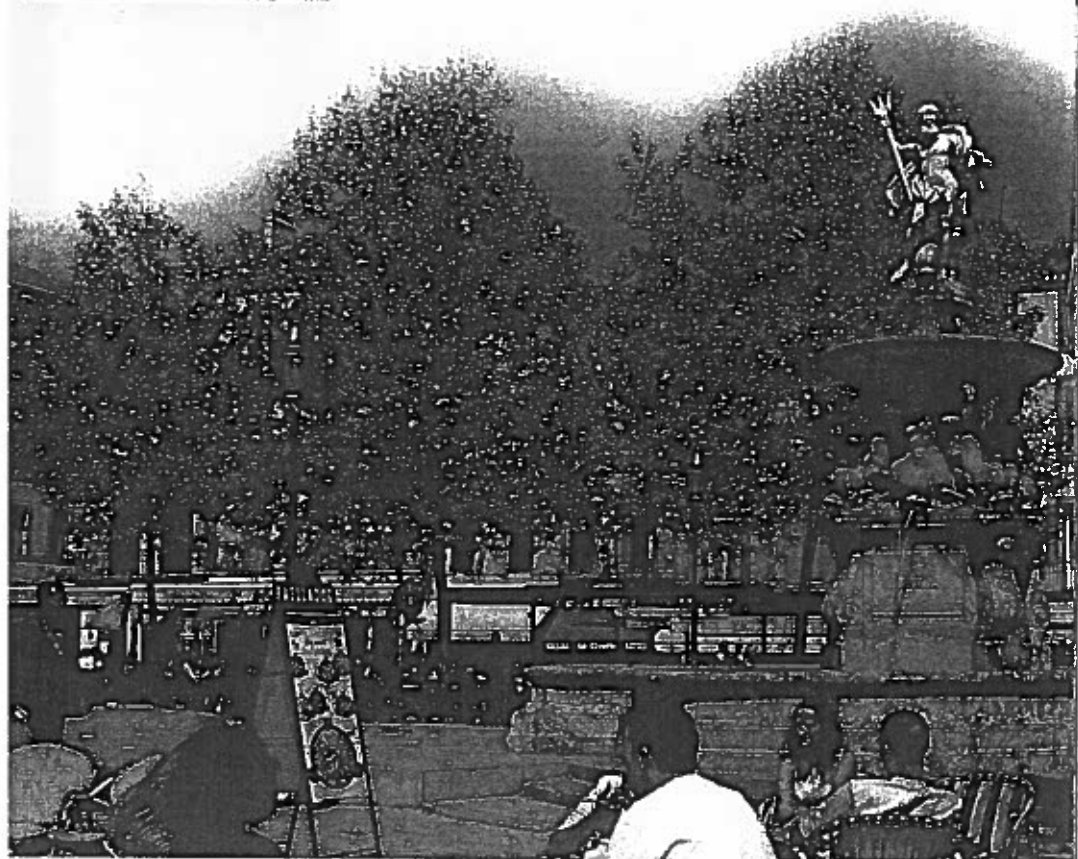


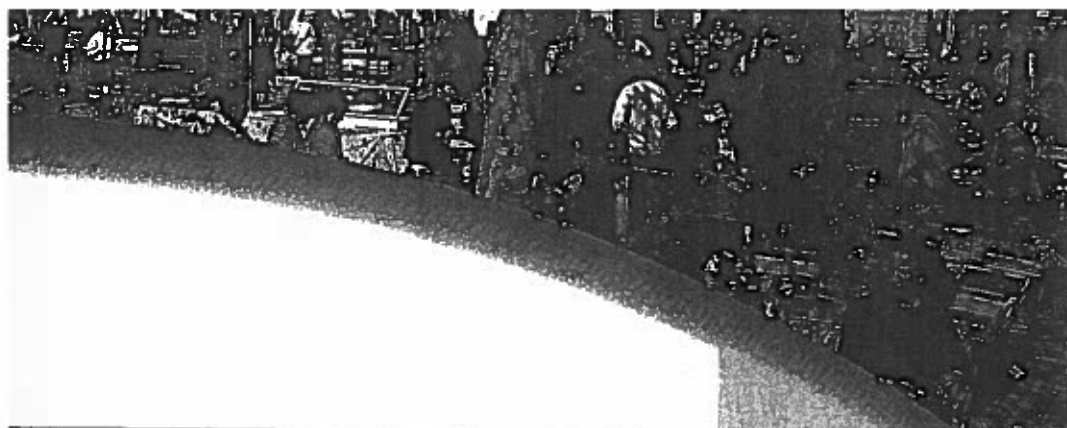
Portail des Jacobins



Située sur la rive  
gauche de  
l'Aude, la Bastide a été  
construite par St-Louis  
en 1260 selon un plan  
quadrangulaire.

De nos jours  
la Bastide  
a conservé  
le tracé des rues  
en damier et  
l'ensemble, entouré de remparts, présente une  
richesse architecturale remarquable.





s épices place carnot



Situated on the left bank of the River Aude, the «Bastide» was commissioned by St. Louis in 1260 and built to a checker-board layout. Even today, the streets in this area cut across each other at right angles and this area, lying within the town walls, boasts an outstanding variety of architectural styles.



Am „Rive Gauche“ der Aude gelegen, finden Sie die Bastide, die im Jahre 1260 von St. Louis gemäß einem viereckigen Vorbild konstruiert wurde. Die Bastide legt den Verlauf der Straßen im Schachbrettmuster fest und, umgeben von einer Stadtmauer, präsentiert sich hier ein Reichtum an bemerkenswerter Architektur.



Situada en la orilla izquierda del Aude, la « Bastide » ha sido construida por el rey St. Louis en el año 1260 según un plano cuadrangular. Hoy en día, la « Bastide » sigue conservando la huella de las calles en

el formato, rodeado de una muralla, presenta un gran

## ne pas manquer

◆ La Halle aux Grains, où se tient le marché aux poissons et volailles

◆ La Fontaine de Neptune, qui orne la place Carnot où se tient le marché aux fleurs, légumes et fruits.

◆ Le Portail des Jacobins

◆ La cathédrale Saint-Michel et l'église Saint-Vincent

◆ Le présidial, siège du musée des beaux arts, de la bibliothèque.

◆ Les nombreuses terrasses ensoleillées

◆ Les visites guidées : l'été, de nombreuses visites commentées sont organisées, et ce quartier de la ville accueille de nombreuses animations et concerts.

## Essential sightseeing

◆ The Corn Market, now the fish and poultry market

◆ The Neptune Fountain on Place Carnot, the site of the flower, fruit and vegetable market

◆ The old law courts, now the art gallery and library

◆ The St-Michel's cathedral and St-Vincent's church

◆ The numerous pavement cafés set out in the sunshine

◆ Guided tours: in summer, there are numerous guided tours and this urban district hosts many special events and concerts



# L'Aude entre Canal du Midi et Lac de la Cavayère

L'eau, source de loisirs



Port fluvial au centre de la ville

Dans la ville, le port sur le Canal du Midi, classé au Patrimoine mondial, accueille un grand nombre de bateaux de plaisance. Construit par Pierre Paul RIQUET en 1667, le Canal et les bords de l'Aude procurent à Carcassonne

un décor de promenade  
et de loisirs exceptionnel.



Les Berges du Canal du Midi

Pour profiter du calme, du soleil et de l'eau, le lac de la Cavayère, ses plages et ses nombreux équipements de loisirs vous accueillent à quelques minutes de la Cité.



Aude et le Pont Vieux





Carcassonne has been included twice in UNESCO's World Heritage List – once in 1996 for the Canal du Midi and again in 1997 for the mediaeval city.

Situated between the Mediterranean Sea, the Pyrenees mountain range and the highlands of the Massif Central, Carcassonne is as beautiful as its history is eventful.

Visitors can admire the splendour of the most completely fortified town in Europe, stroll through the narrow streets of the «Bastide St-Louis» (the walled hilltop town) or enjoy the charms of the banks of the River Aude or the Canal du Midi.



Carcassonne wurde als einzige Stadt zweimal von der UNESCO als Weltkulturerbe eingetragen. Der Kanal Du Midi im Jahr 1996, die mittelalterliche Stadtanlage im Jahr 1997.

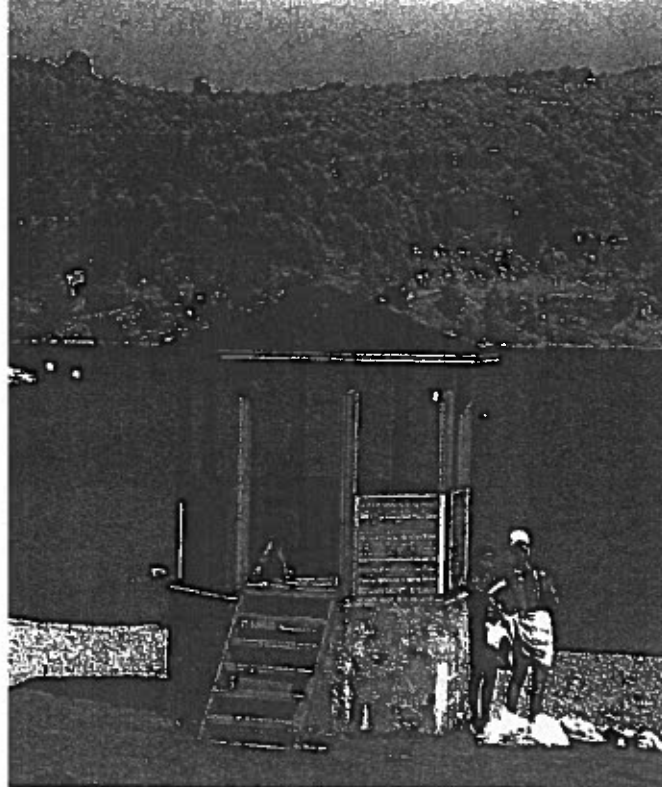
Die Schönheit der Stadt, die eingebettet zwischen den Pyrenäen, den Montagne Noire und dem Mittelmeer liegt, kann durchaus mit ihrer geschichtlichen Bedeutung mithalten.

Man kann die Ausstrahlung der Cité bewundern, die als vollendete Festung in Europa ihresgleichen findet, die engen Gassen der Bastide St. Louis abmessen oder die reizvollen Uferwege des Kanals oder der Aude genießen.



Carcassonne es la ciudad clasificada dos veces en el seno del Patrimonio mundial de la Unesco. El Canal del Midi lo fue en 1996 y la Ciudad Medieval en 1997.

Situada entre el mar Mediterráneo, los Pirineos y la Montaña Negra, la belleza de Carcasona alcanza la fama de su historia. Ustedes podrán admirar el esplendor de la fortificación más realizada en Europa, pasear por las calles estrechas de la Bastide St. Louis o en las que es posible apreciar el encanto de las orillas del Canal del Midi.



## ne pas manquer

◆ Le lac de la Cavayère a obtenu le "pavillon bleu 2002" pour la qualité de son eau de baignade, où il est aussi possible de pratiquer la pêche, et de nombreux sports nautiques.

◆ Le canal du midi offre de nombreux départs de croisières fluviales.

◆ A Carcassonne, découvrez le pont canal, les écluses, le port et les chemins de halage.

◆ Le calme des berges de l'Aude offre aux sportifs ou à toute la famille un cadre de détente agréable pour des balades à pied ou en VTT.

## Essential sightseeing

◆ The Cavayère lake has been awarded the "pavillon bleu 2002" for its water quality. It is also possible to go fishing and to do water sports.

◆ The Canal du Midi offers a variety of pleasure boat outings.

◆ In Carcassonne, discover the canal bridge, locks, the port and towpaths.

◆ The peaceful banks of the Aude provide relaxation and opportunities for cycling and walking for all the family.



# Bienvenue Carcassonne

**C**arcassonne est la ville classée deux fois au Patrimoine Mondial de l'Humanité par l'Unesco. Le Canal du Midi en 1996 et la Cité Médiévale en 1997.

Située entre Méditerranée, Pyrénées et Montagne Noire, la beauté de Carcassonne est à la hauteur de son histoire. Vous pourrez admirer la splendeur de la Cité fortifiée la plus accomplie en Europe, arpenter les rues étroites de la Bastide St-Louis ou profiter du charme des berges de l'Aude ou du Canal du Midi.



Carcassonne has been included twice in UNESCO's World Heritage List, once in 1996 for the Canal du Midi and again in 1997

for the mediaeval town. Located between the Mediterranean Sea, the Pyrenees mountain range and the highlands of the Montagne Noire, Carcassonne is as beautiful as its history is eventful. Visitors can admire the splendour of the most complete fortified town in Europe, stroll through the narrow streets of the «Bastide St-Louis» (the walled hilltop town) or enjoy the charms of the banks of the River Aude or the Canal du Midi.

## A n i m a t i o n s

### Toute l'année :

Nombreuses expositions, animations, théâtre, concerts, cinémas, salons

### Juin à mi Septembre :

Les Estivales d'Orgue de la Cité (concerts à la Basilique St Nazaire à la Cité), nombreux colloques culturels et scientifiques, fiesta y Toros en Carcassonne

### Octobre à Juin :

Saison théâtrale (lyrique, musique, récitals, théâtre, danse), carnaval de Carcassonne, fête du Cochon, triathlon de Carcassonne

### Juillet :

Festival de Carcassonne (théâtre, variétés, danses, concerts, opéras), Spectacle Pyrotechnique le 14 Juillet, animations et spectacles de rues

### Août :

Festival Médiéval de Carcassonne (spectacles équestres, joutes, tournois, ...)

**Port :**  
Informations /  
Télégrammes : + 33 (0) 4 68 71 96 46

**Ferroviaire :**  
Télégrammes : + 33 (0) 8 36 35 35 35

**routier :**  
Route des deux mers A61  
N13 / D118

Tél. : + 33 (0) 4 68 71 50 50



Office Municipal de Tourisme

15 bd Camille Pelletan - 11890 Carcassonne Cédex 9

Tél. : + 33 (0) 4 68 10 24 30 - Fax : +33 (0) 4 68 10 24 38

[www.carcassonne-tourisme.com](http://www.carcassonne-tourisme.com)



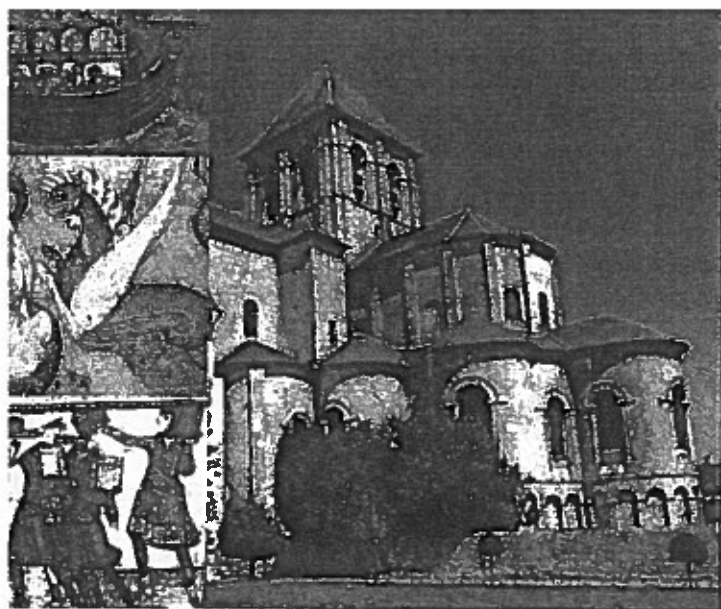
Monastère d'Art et d'Architecture

# Abbaye de Saint- Savin

Patrimoine  
mondial  
de l'UNESCO



Renseignements  
05 49 84 30 00



*Dans les anciennes cellules des moines, plongez dans l'atmosphère du Parcours scénographique...*

- des technologies utilisant le son, l'image et la mise en scène pour une découverte attractive du site et des peintures murales,
- les fresques de Saint-Savin replacées dans leur contexte historique, artistique et religieux,
- le film *A fresco* pour plonger au cœur de la création des peintures murales de Saint-Savin,



*Au cœur du Pays d'art et d'histoire montmorillonnais, l'abbaye de Saint-Savin est une étape incontournable pour partir à la découverte du Poitou roman et de l'art mural...*

- pénétrez dans l'église abbatiale (XI<sup>e</sup> siècle), témoin prestigieux de plus de mille ans d'histoire...
- ... et découvrez l'un des plus remarquables ensembles de peintures murales réalisées autour de l'an 1100, inscrites au Patrimoine mondial de l'UNESCO,
- contemplez l'extraordinaire architecture du bâtiment monastique (XVII<sup>e</sup> siècle), caractéristique de l'ordre des moines mauristes.



*The abbey of Saint-Savin is undeniably a major monument from the Romanesque period. Inside the abbey-church, visitors can discover one of the most remarkable ensembles of mural paintings achieved around the year 1100 and inscribed on the UNESCO World Heritage List.*



- un parcours-jeu et un livret pédagogique (7/12 ans) pour une visite en famille,
- un espace boutique/librairie, riche de nombreuses références sur l'époque romane et l'art de la peinture murale.

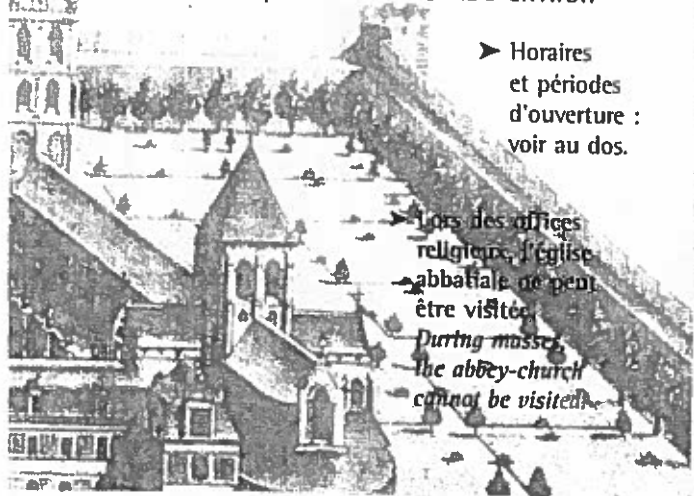


## Comment visiter ?

*L'abbaye de Saint-Savin vous accueille toute l'année et vous propose trois formules de visite :*

- la visite audioguidée - durée : 45 mn  
*audioguided tours in english, german and spanish*
- la visite guidée - durée : 1h30
- la découverte du Parcours scénographique -  
durée : 1h30 environ
- la visite couplée - durée : 2h30 environ

► Horaires  
et périodes  
d'ouverture :  
voir au dos.



► Lors des offices  
religieuses, l'église  
abbatiale ne peut  
être visitée.  
*During masses,  
the abbey-church  
cannot be visited.*



## Sur la route de la vallée des fresques...

Sur cet itinéraire d'exception entre Saint-Savin, Montmorillon et Saulgé, le Pays d'art et d'histoire montmorillonnais vous propose de partir à la découverte d'autres monuments (églises, chapelles, châteaux privés...), tous ornés de peintures murales (du XI<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup> siècle), d'inspiration civile ou religieuse.

**Renseignements :** Pays d'art et d'histoire montmorillonnais : 05 49 91 22 04 ; Office de tourisme de Saint-Savin : 05 49 48 11 00 ; Office de tourisme de Montmorillon : 05 49 91 11 96

*The Frescoes Valley : on that exceptional itinerary between Saint-Savin, Montmorillon and Saulgé, visitors can discover other monuments (churches, chapels, private castles...) decorated with mural paintings from different periods.*



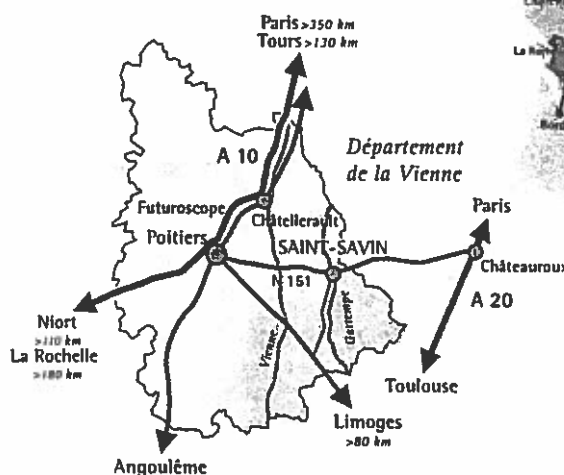
: crypte Sainte-  
c, Montmorillon,  
e.  
s : La rencontre  
mortis et des trois rifs,  
de Jouhet,  
e.

## Découvrez les activités du Centre International d'Art Mural

Le Centre International d'Art Mural, lieu privilégié de rencontre à travers ses missions de formation et de recherche, d'aide à la création et de conseil, est avant tout à l'écoute de tous les publics pour promouvoir et développer la connaissance de l'art mural.

**Renseignements C.I.A.M. :**  
05 49 48 66 22  
[www.artmural.org](http://www.artmural.org)  
[info.ciam@artmural.org](mailto:info.ciam@artmural.org)

## Dans le département de la Vienne, à 40 km de Poitiers-Futuroscope



## Abbaye de Saint-Savin

12 place de la Libération - BP 9  
86310 SAINT-SAVIN

Tél. : 05 49 84 30 00 - Fax : 05 49 84 30 01

e-mail : [abbaye-st-savin@ifrance.com](mailto:abbaye-st-savin@ifrance.com)

Site : [www.pays-montmorillonnais.com](http://www.pays-montmorillonnais.com)

## Horaires et Périodes d'ouverture :

- février, mars, octobre, novembre et décembre : tous les jours de 14h à 17h30
- avril, mai, juin, septembre : tous les jours de 9h30 à 12h30 et de 14h à 18h (fermé le dimanche matin)
- juillet, août : tous les jours de 9h30 à 19h
- Vacances scolaires de février, de la Toussaint et de Noël : tous les jours de 9h30 à 12h30 et de 14h à 18h (fermé le dimanche matin)

Fermeture : janvier, 25 et 31 décembre.



Ce projet est cofinancé par la communauté européenne dans le cadre du programme LEADER +

photos : DR / photos fresques : M. Denoyer / C.I.A.M.,  
graphisme : pierre muller - paris - 2003

## LISTE DU PATRIMOINE MONDIAL

### Lyon (France)

N° 872

#### Identification

<i>Bien proposé</i>	Site historique de Lyon
<i>Lieu</i>	Région Rhône-Alpes
<i>Etat Partie</i>	France
<i>Date</i>	10 juillet 1997

#### Justification émanant de l'Etat Partie

Le site historique de Lyon tire toute sa spécificité de l'occupation d'un site exceptionnel (deux collines au confluent de deux rivières) combinée avec la matérialisation d'un style de vie original à travers son urbanisme et son architecture.

Depuis sa création en 43 av. J.C., la ville de Lyon est le lieu privilégié d'échanges spirituels et matériels qui ont formé au confluent du Rhône et de la Saône, une civilisation originale très représentative des valeurs européennes.

La vie lyonnaise présente en effet un modèle original: ses codes sociaux proviennent d'une population de marchands, bourgeoisie entreprenante, farouchement indépendante, alliant le sérieux, le goût du risque et le sens des réalités, à l'idéalisme. Préférant le fond à la forme, la société lyonnaise a toujours ajusté avec conscience et rigueur, son cadre de vie à ses aspirations. Volontairement tournée vers le rayonnement économique et social, elle s'est toujours défendue de toute ostentation. Son regard, toujours raisonnable, porté sur les changements et les modes a permis de conserver une continuité de vie permanente, transmise avec une authenticité remarquable.

La traduction architecturale est en parfaite harmonie avec ces principes:

- peu d'hôtels particuliers, mais principalement des maisons à loyers gérées dès le Moyen Age en régie, une forme de gestion inventée à Lyon;
- des styles issus des grands courants artistiques, savamment réutilisés en n'en conservant que l'essentiel;
- une adaptation particulière aux métiers de la soie, avec les maisons de canuts de la Croix-Rousse, un modèle précurseur de vie sociale originale;

- un élan spirituel continu illustré par l'édification de très nombreux édifices religieux pendant des siècles, et un rayonnement religieux dont la basilique de Fourvière marque l'apogée et la survivance.

#### Critère iii

Le site historique de Lyon peut figurer parmi les "exemples éminents d'établissement humain", combinant un site exceptionnel et une continuité urbaine remarquable par son harmonie. Alors que dans la plupart des villes européennes, le centre-ville s'est développé en se reconstruisant sur lui-même, à Lyon, le centre-ville a été reconstruit, au cours des siècles, en se déplaçant vers l'Est en abandonnant les centres précédents. C'est ainsi que la ville offre encore aujourd'hui une lisibilité physique des centres anciens de chaque époque. La rare cohérence du tissu urbain qui s'impose à la vue s'explique par une harmonie de l'architecture au delà de l'évolution des styles, et par la symbiose du site naturel et de son urbanisation.

#### Critère v

Avec les premiers martyrs chrétiens d'occident (177 de notre ère) Lyon est le haut lieu de l'expansion du christianisme en occident.

Lyon a toujours été le siège d'organisations religieuses ou laïques tournées vers l'aide aux pauvres et l'action sociale dans le monde. Deux personnalités appartenant à l'histoire récente illustrent parfaitement le rayonnement international de la ville de Lyon dans ce domaine:

- Frédéric Ozanam, né à Milan en 1813 et élevé à Lyon, y fonde en 1833 la Société de Saint Vincent de Paul un mouvement laïc consacré à la formation spirituelle et à l'action sociale. Ce mouvement représente, de nos jours, 700 000 personnes à travers les cinq continents. Frédéric Ozanam sera béatifié par le Pape Jean-Paul II en août 1997;
- Le Père Antoine Chevrier (1826-1879) est le fondateur de la Société du Prado, organisation au service des pauvres et des exclus dans le monde et particulièrement en Asie, dont le siège est toujours à Lyon. Il a été béatifié par le Pape Jean-Paul II en 1986.

Lyon a été le berceau et la terre d'élection de personnages illustres qui ont contribué au développement culturel et scientifique européen. L'on peut citer François Rabelais, grand humaniste du XVI<sup>e</sup> siècle qui exerça à Lyon comme médecin et dont les œuvres littéraires ont été publiées pour la première fois par les éditeurs de la ville; Philibert de l'Orme et Jacques-Germain Soufflot, qui, chacun en leur temps, ont acquis une renommée internationale par l'influence qu'ils ont exercé sur l'architecture française; Vaucanson et Joseph Jacquard qui, par leurs machines ingénieuses, révolutionnèrent l'industrie textile; les frères Montgolfier, pionniers de l'aérostation (1780), les frères Lumière, inventeurs du cinéma (1895), et Louis Ampère (1910), génie de l'électricité, sont les personnalités les plus connues parmi les inventeurs de génie nés à Lyon dont les travaux ont eu les conséquences que l'on sait sur les sciences de l'industrie.

#### Critère vi

## Catégorie de bien

En termes de catégories de biens culturels, telles qu'elles sont définies à l'article premier de la Convention du Patrimoine mondial de 1972, le bien proposé est un *ensemble*.

## Histoire et description

### Histoire

Dès le IV<sup>e</sup> siècle avant Jésus-Christ, il y avait à cet endroit un camp gaulois, à l'ouest de la ligne de collines qui bordent la Saône. Malgré les marécages présents dans la région à cette époque, le camp joua un rôle important dans les échanges avec Marseille.

En 43 avant Jésus-Christ, Lucius Munatius Plancus, gouverneur de la province romaine de la Gaule transalpine (ou Gaule lyonnaise), fonda une ville connue sous le nom de *Lugdunum* sur l'une de ces collines, Fourvière ; la ville se vit accorder le haut statut de *colonia* par le Sénat, recevant ainsi d'important privilèges fiscaux. Avec la réorganisation des provinces de Gaule en 27 avant Jésus-Christ, elle devint la capitale de la Gaule lyonnaise et le siège du gouvernement impérial. Un réseau de routes partant de Lugdunum fut construit, facteur qui contribua grandement à sa suprématie économique et politique.

Lugdunum jouissait d'un statut spécial, puisque c'était là que le Conseil des Gaules se réunissait une fois par an. Des représentants de toutes les villes des trois provinces se retrouvaient dans le sanctuaire dédié à Rome et à Auguste sur les pentes de la Croix-Rousse.

Les Grecs, qui s'y étaient installés en grand nombre, importèrent le christianisme d'Asie mineure à Lugdunum. En 177 après Jésus-Christ, la communauté chrétienne envoya une lettre à ses coreligionnaires d'Asie mineure, citant le nom de 48 d'entre eux qui furent livrés au martyre dans l'amphithéâtre de la Croix-Rousse, parmi lesquels Saint Pothin, premier évêque de Lyon. L'Eglise toutefois, récupéra rapidement, et Irénée, le successeur de Pothin, devint le premier grand théologien chrétien. Au V<sup>e</sup> siècle, cette tradition intellectuelle se vit perpétuée par un autre fils de Lugdunum, Sidoine Apollinaire.

A la période qui suivit l'effondrement de l'Empire romain occidental, Lyon survécut comme un important centre urbain, et un certain nombre de communautés monastiques importantes s'y établirent. En 843, elle fut cédée à la Lotharingie par le traité de Verdun, puis passa au royaume de Bourgogne. Elle devint le centre du comté de Lyon, dont la seigneurie fut conférée par l'empereur du Saint Empire Frédéric Barberousse à l'archevêque de Lyon en 1157. Malgré sa petite taille, le comté était influent, grâce à la fois à son statut indépendant et à sa situation stratégique, tant commercialement que politiquement. L'archevêché était également important, le pape Grégoire VII ayant conféré le titre de « primat des Gaules » à ses titulaires en 1078. Elle reçut des faveurs toutes spéciales de la Papauté, et plusieurs pontifes y furent couronnés.

L'indépendance se termina en 1312, lorsque Philippe le Bel annexa la ville au royaume de France. Toutefois, son importance commerciale n'en fut pas affectée, et elle

continua à prospérer. Pendant la première moitié du XVI<sup>e</sup> siècle, Lyon devint également le centre des activités politiques françaises en Italie. Par conséquent, elle recevait souvent la visite de la cour française, attirant dans son sillage de nombreux artistes.

Sous le règne de Louis XI (1461-1483), quatre foires annuelles furent créées, qui attiraient des marchands de toute l'Europe, spécialement d'Italie (et de Florence, en particulier). Lyon devint un centre majeur du commerce des épices et, plus encore, du commerce de la soie, grâce aux privilèges de tissage, jusque-là monopole italien, que lui accorda François I<sup>er</sup>. Les immigrants florentins firent également de Lyon un centre financier de la banque et de l'assurance.

La première imprimerie fut mise en place à Lyon en 1472, et la ville devint rapidement l'un des plus importants centres d'imprimerie et d'édition d'Europe, derrière Venise et Paris, produisant des livres en hébreu, en grec, en latin, en italien et en espagnol comme en français. Les œuvres d'Erasmus, de Rabelais, de Scaliger, de More, de Policien et de beaucoup d'autres grands intellectuels furent publiées par Sébastien Gryphe du Wurtemberg, qui s'installa à Lyon.

Lorsque la politique française se désintéressa de l'Italie dans les années 1550, les visites royales à Lyon se firent moins fréquentes. La ville fut également prise dans les guerres de religion et, en 1562, fut conquise par les troupes protestantes. Lyon accueillit la rencontre qui, en 1601, aboutit à l'ajout de grande partie du duché de Savoie au Royaume de France.

Lyon perdit à peu près à cette époque l'autonomie considérable dont elle avait joui jusqu'alors, ce qui ne l'empêcha pas de rester un fleuron du commerce et de l'industrie. Aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, elle était sans rival dans la production de soie, et des inventeurs comme Vaucanson et Jacquard apportèrent d'importantes contributions à cette industrie.

La situation géographique de Lyon imposait à de nombreux artistes et architectes se rendant en Italie ou la quittant d'y passer, et leur influence est évidente dans de nombreuses bâtisses de l'époque, telles que l'Hôtel-Dieu et la Loge du Change. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, l'expansion résultant de la prospérité qui allait sans cesse croissant imposa une mesure de planification urbaine systématique, qui fut effectuée par de brillants urbanistes et architectes tels que de Cotte, Soufflot, Morand et Perrache.

Lorsque Napoléon I<sup>er</sup> imposa l'usage de la soie lyonnaise à toutes les cours d'Europe, cette industrie connut un essor sans précédent. De nouveaux logements avec des ateliers furent construits pour les artisans (les *canuts*). Lyon devait accueillir le premier *Conseil des Prud'hommes* en 1806 et la première épicerie mutualiste en 1835. Entre 1800 et 1848, le nombre de métiers à tisser en fonctionnement fut multiplié par 10, passant de 6.000 à 60.000, et plus de 90.000 personnes travaillaient dans cette industrie. Cependant, les relations entre les ouvriers qui produisaient la soie et les marchands qui la vendaient furent toujours tendues, et Lyon connut ses premières manifestations ouvrières en 1831 et 1834, mais les politiques autoritaires du Second Empire allaient mettre un terme à ces conflits.

La richesse de Lyon et ses contacts marchands dans le monde entier attirèrent des banques d'Extrême-Orient dans la ville, tout en encourageant la création d'institutions bancaires par les Lyonnais eux-mêmes. Cela entraîna à son tour un investissement foncier en Algérie, à Madagascar et en Asie du Sud-Est : le port de Haiphong fut créé, par exemple, grâce à des investissements lyonnais.

Ces relations avec des pays de tradition non chrétienne en dehors de l'Europe eut une autre répercussion importante sur Lyon, qui devait prendre la tête des activités d'évangélisation dans le monde catholique. La première institution fondée fut la Propagation de la Foi (1822), suivie par des organismes tels que les Pères Maristes (1836), les Pères des Missions africaines (1856), et les Sœurs de Notre-Dame-des-Apôtres.

Au <sup>xx</sup>e siècle, Lyon déplaça sa base industrielle de la soie vers d'autres secteurs, tels que l'automobile, la chimie textile et la pharmacie, grâce auxquels elle continue de jouir d'une prospérité appréciable.

### Description

Deux collines dominent Lyon : à l'ouest, Fourvière, et à l'est, la Croix-Rousse, prolongée par une presqu'île formée de dépôts alluviaux à la confluence des deux fleuves. Le premier, le Rhône, est un fleuve au débit puissant, qui vient des Alpes ; large et peu profond, il est peu propice à la construction de ponts. La Saône, à l'inverse, est un fleuve plus calme et plus facilement navigable, qui relie Lyon aux plaines du nord-est de la France.

La ville actuelle vit le jour avec l'installation d'un établissement romain à Fourvière, même si la zone du confluent était déjà peuplée depuis de nombreux siècles déjà. La ville romaine s'étendit à la Croix-Rousse et à la presqu'île, mais rétrécit au cours d'un <sup>iii</sup>e siècle après Jésus-Christ tumultueux, pour se réduire à deux établissements fortifiés. L'un d'entre eux se trouvait sur la rive droite de la Saône, au pied de Fourvière, autour de la propriété de l'évêque, et l'autre était un quartier commercial autour de l'église Saint-Nizier, sur la presqu'île ; il y avait également quelques habitations extra-muros.

Aux alentours de l'an 1000, le périmètre de la ville se stabilisa à l'intérieur de ses murs, avec des quartiers ecclésiastiques et séculiers clairement définis. Au milieu de <sup>xv</sup>e siècle, c'était l'une des villes les plus peuplées d'Europe, avec 65.000 habitants et 36 quartiers, chacun possédant sa propre attribution mercantile. Seules les pentes de la Croix-Rousse étaient peu construites, car elles étaient réservées aux villas « campagnardes » des riches marchands allemands et italiens, ainsi qu'aux vignobles.

La surpopulation et les risques d'épidémies entraînèrent la mise en œuvre d'une politique d'expansion raisonnée, qui commença au milieu du <sup>xvi</sup>e siècle sous la tutelle des ordres religieux, qui installèrent de nouveaux établissements sur ce qui était encore la campagne. De nouveaux quartiers furent ouverts au <sup>xvii</sup>e siècle, particulièrement la zone de Bellecour au sud, autour de la place Royale (aujourd'hui place Bellecour). Toutefois, cela se révéla insuffisant, de nouveaux projets furent

entrepris au <sup>xviii</sup>e siècle, impliquant d'importants travaux de drainage à l'est et la liaison de la presqu'île à une île adjacente.

Pendant la Révolution, les terres confisquées aux ordres religieux furent mises à disposition en vue de construction et d'expansion. En 1850, plusieurs communes environnantes furent incorporées à la ville, et un grand nombre de routes majeures prolongées jusqu'au centre. Le tissu urbain en résultant, encore visible aujourd'hui, est l'exemple même du développement de Lyon, avec des quartiers de rues médiévales et d'autres d'urbanisme des <sup>xviii</sup>e et <sup>xix</sup>e siècles se côtoyant.

Les bâtiments excavés à Fourvière représentent la ville romaine. Le grand théâtre, capable d'accueillir quelques 10.000 spectateurs assis, date de la deuxième décennie du <sup>i</sup>e siècle après Jésus-Christ, et fut reconstruit sous Hadrien (117-138). Il est flanqué de l'odéon, plus petit, doté de 3000 places et probablement construit au milieu du <sup>i</sup>e siècle. L'amphithéâtre se dresse sur la colline de la Croix-Rousse, et fut construit aux alentours de 19 avant Jésus-Christ pour accompagner l'autel dédié à Rome et à Auguste. C'est là que, chaque mois d'août, se réunissait le Conseil des Trois Gaules.

Cependant, les siècles suivants sont tout aussi bien représentés, avec un riche patrimoine de résidences privées. Parmi les exemples remarquables figurent la maison Thomassin, sur la place du Change (fin du <sup>xiii</sup>e siècle, agrandie au <sup>xv</sup>e siècle), la maison Claude de Bourg (1516), la maison du poète Maurice Scève (1493, étage supplémentaire ajouté au <sup>xvii</sup>e), l'hôtel particulier Chamberlain (1495-1516), qui illustre la transition du style gothique à la Renaissance française, la maison maniériste des Lions (1647), le bâtiment classique sur le quai Lassagne (1760), ainsi que l'immeuble aux "365 fenêtres" et la Cour des Voraces, exemples frappants des logements construits pour les canuts pendant la première moitié du <sup>xix</sup>e siècle.

Parmi les édifices publics, il convient de mentionner la Manécanterie (*schola cantorum*), de la fin du <sup>xi</sup>e siècle, l'église abbatiale d'Ainay (1107), de pur style roman, la noble cathédrale Saint-Jean-Baptiste (1160-1481), qui conserve un remarquable degré d'homogénéité stylistique, en dépit de la longue période sur laquelle s'étendit sa construction, l'église Saint-Nizier, commencée au <sup>xiv</sup>e mais qui ne fut achevée qu'au <sup>xix</sup>e, avec sa nef de style gothique flamboyant, sa façade typique de la Renaissance et sa flèche néogothique, l'imposant Hôtel de Ville (1646-1703), l'Hôtel-Dieu, du <sup>xvii</sup>-<sup>xviii</sup>e siècles, construit sur un original médiéval, la Loge du Change (1745-1780), actuellement devenue un temple protestant, la Basilique de Fourvière (1872-1896), l'un des traits les plus importants du paysage de la ville, et l'Ecole de tissage, œuvre de l'architecte moderniste Tony Garnier (1927-1933).

### Gestion et protection

#### Statut juridique

Aucune protection légale spécifique ne couvre la zone de Lyon au sein des anciennes fortifications qui est proposée pour inscription sur la Liste du Patrimoine mondial.

Cependant, une série de zones de protection s'enchevêtrent et couvrent la plus grande partie de la zone.

Depuis 1995, les pentes de la Croix-Rousse ont été nommées Zone de protection du patrimoine architectural urbain et paysagé (ZPPAUP) en vertu des dispositions de la loi applicable de 1983. Sur l'autre rive de la Saône, le quartier connu sous le nom du Vieux Lyon est protégé par un plan de sauvegarde et de mise en valeur en tant que secteur sauvegardé en vertu des dispositions de la loi de 1962 ; c'est, en fait, le premier ainsi classé en France, en 1964, en vertu de la loi dite « loi Malraux ».

La ville possède un plan d'occupation des sols (POS) qui définit des secteurs d'importance historique particulière et établit des réglementations concernant toutes les formes d'intervention.

Un grand nombre de bâtiments et de monuments de Lyon sont protégés en vertu de la loi de 1913 sur les antiquités, chacun d'entre eux étant entouré d'une zone de protection de 500 m de diamètre dans laquelle toutes les interventions requièrent une autorisation ministérielle. Ces périmètres se chevauchent et couvrent la totalité de la zone proposée pour inscription sur la Liste.

[Pour ce qui est de la zone tampon, voir ci-dessous, "Recommandations de l'ICOMOS pour des actions futures".]

#### *Gestion*

La propriété est à 75 % privée et à 25 % publique (nationale, régionale et municipale).

La Ville de Lyon est responsable de la gestion globale de la zone proposée pour inscription sur la base de son POS (voir ci-dessus) ; elle y travaille par le biais de son agence d'Urbanisme. Pour tout ce qui concerne les bâtiments protégés, le ministère de la Culture est impliqué, par le biais de sa direction régionale des Affaires culturelles (DRAC), à laquelle s'associent le conservateur régional des Monuments historiques (CRMH) et l'architecte en chef des Monuments historiques (ACMH).

Un certain nombre d'organismes bénévoles s'impliquent également activement dans la conservation et la présentation du centre historique, et travaillent en étroite collaboration avec les organismes officiels.

#### **Conservation et authenticité**

##### *Histoire de la conservation*

La tradition de recherche historique et archéologique de Lyon remonte au XVI<sup>e</sup> siècle. Depuis 1861, la Société académique d'architecture, organisme professionnel privé fondé en 1830, encourage le travail lié à l'histoire de la cité. Une commission municipale créée pour le Vieux Lyon en 1891 a réalisé un inventaire photographique détaillé du patrimoine architectural. Cependant, à ce niveau, l'entre-deux-guerres a été une période relativement creuse.

C'est sous la pression des associations bénévoles que l'intérêt pour le passé de la ville commença à s'exprimer

de nouveau, tout d'abord grâce à l'organisme Renaissance du Vieux Lyon en 1946. Cette association s'opposa avec force et succès à des projets de renouvellement urbain de l'époque qui auraient détruit une grande partie de la vieille ville. Depuis le début des années quatre-vingt-dix, les autorités municipales ont adopté une politique positive en vue de la conservation du patrimoine historique. Des projets de conservation et de restauration majeurs ont été réalisés ou sont en cours sur, entre autres, l'Hôtel de Ville, le Palais Saint-Pierre (aujourd'hui musée des Beaux-Arts), la chapelle des Jésuites, l'église abbatiale d'Ainay et les églises Saint-Nizier et Saint-Bruno.

#### *Authenticité*

Le degré d'authenticité du tissu urbain et de beaucoup des bâtiments historiques de Lyon peut être considéré élevé.

#### **Evaluation**

##### *Action de l'ICOMOS*

Une mission d'expert de l'ICOMOS a visité Lyon en janvier 1998. Le Comité international de l'ICOMOS sur les villes et villages historiques a également été consulté quant à la valeur culturelle de la ville.

#### *Caractéristiques*

Le centre historique de Lyon raconte avec éloquence un développement urbain continu et cohérent sur plus de vingt siècles, influencé par des conditions socio-économiques et culturelles changeantes.

#### *Analyse comparative*

Lyon est une ville inhabituelle en ce qu'elle représente une fondation romaine majeure qui a continué à jouer, sans interruption, un rôle majeur dans la vie économique, politique et culturelle européenne. Deux autres villes de ce type existent en France, Paris et Bordeaux, mais aucune d'entre elles ne possède aujourd'hui un tissu urbain qui illustre de manière si vivante et si complète ce processus. Il est tout aussi difficile de trouver des villes comparables dans d'autres provinces occidentales de l'Empire romain, puisque, dans la plupart des cas, les guerres ou les restructurations radicales qui les ont suivies en ont détruit l'homogénéité.

#### *Recommandations de l'ICOMOS pour des actions futures*

La mission d'expert de l'ICOMOS a étudié avec soin les limites de la zone proposée pour inscription et de la zone tampon. Il est recommandé que la limite au nord-ouest du bien proposé pour inscription, qui n'est pas clairement indiquée dans le dossier de proposition d'inscription par ailleurs excellent, soit établie sur la rive gauche de la Saône.

En ce qui concerne la zone tampon, le seul secteur spécifiquement désigné en tant que tel se situe sur la rive opposée du Rhône, ce qui n'est pas jugé approprié, bien qu'une grande partie de la zone urbaine entourant le site proposé pour inscription soit couverte par le POS.

L'ICOMOS avait proposé qu'une zone tampon soit clairement définie et qu'elle s'étende tout autour de la zone proposée pour inscription. Cette proposition a été acceptée par les instances compétentes de Lyon et des plans révisés ont été soumis à l'ICOMOS.

#### **Brève description**

La longue histoire de Lyon, fondée par les Romains en tant que capitale des Trois Gaules au I<sup>er</sup> siècle avant Jésus-Christ et qui a continué de jouer un rôle majeur dans le développement politique, culturel et économique de l'Europe depuis cette époque, est illustrée de manière extrêmement vivante par son tissu urbain et par ses nombreux bâtiments historiques, de toutes les périodes.

#### **Recommandation**

Que ce bien soit inscrit sur la Liste du Patrimoine mondial sur la base des *critères ii et iv*.

*Critère ii* : Lyon représente un témoignage exceptionnel de la continuité de l'installation urbaine sur plus de deux millénaires, sur un site à l'énorme signification commerciale et stratégique, où des traditions culturelles en provenance de diverses régions de l'Europe ont fusionné pour donner naissance à une communauté homogène et vigoureuse.

*Critère iv* : de par la manière particulière dont elle s'est développée dans l'espace, Lyon illustre de manière exceptionnelle les progrès et l'évolution de la conception architecturale et de l'urbanisme au fil des siècles.

ICOMOS, octobre 1998

## **The 8th Draft of the International Cultural Tourism Charter**

Adopted by ICOMOS at the 12th General Assembly, Mexico, October 1999

### **ICOMOS . Charte révisée du Tourisme Culturel**

#### **Version 8**

##### **Principes généraux de la charte**

Au sens le plus large, le patrimoine naturel et culturel appartient à tous les hommes. Nous avons chacun un droit et une responsabilité de compréhension, d'appréciation et de conservation de ces valeurs universelles.

Le patrimoine est un concept vaste qui réunit aussi bien l'environnement naturel que culturel. Il englobe les notions de paysage, d'ensembles historiques, de sites naturels et bâtis aussi bien que les notions de biodiversité, de collections, de pratiques culturelles traditionnelles ou présentes, de connaissance et d'expérimentation. Il rappelle et exprime le long cheminement du développement historique qui constitue l'essence des diverses identités nationales, régionales, indigène et locales, et fait partie intégrante de la vie moderne. C'est un point de référence dynamique et un instrument positif du développement et des échanges. Le patrimoine particulier et la mémoire collective de chaque lieu et de chaque communauté sont irremplaçables et représentent une base essentielle du développement, à la fois maintenant et pour l'avenir.

En cette période de globalisation croissante, la protection, la conservation, l'interprétation et la présentation du patrimoine et de la diversité culturelle de chaque lieu ou région, sont un enjeu important pour tous et partout. Cependant, la gestion de ce patrimoine, dans le cadre de recommandations internationales reconnues et appropriées, relève habituellement de la responsabilité des communautés d'accueil.

Un premier objectif pour la gestion du patrimoine consiste à faire connaître sa signification et les justifications de sa conservation aussi bien aux communautés d'accueil qu'aux visiteurs. Une gestion matérielle raisonnable et une approche intellectuelle et/ou émotionnelle du patrimoine et du développement culturel sont à la fois un droit et un privilège. Cette gestion doit être porteuse de respect pour les valeurs patrimoniales, pour les populations indigènes qui les perpétuent, pour les paysages et les cultures qui les ont produites, pour les intérêts et les droits actuels des communautés d'accueil, et pour les propriétaires d'ensembles historiques.

##### **Les interactions dynamiques entre patrimoine culturel et tourisme**

Le tourisme national et international a été et demeure un des principaux véhicules d'échanges culturels, une occasion d'expériences professionnelles non seulement de ce qui a survécu du passé mais aussi de la vie actuelle d'autres groupes humains. Il est de plus en plus largement reconnu comme une force positive qui favorise la conservation du patrimoine naturel et culturel. Le tourisme peut saisir les caractéristiques économiques du patrimoine et les utiliser pour sa conservation en créant des ressources, en développant l'éducation et en infléchissant la politique. Il représente un enjeu économique essentiel pour de nombreux pays et de nombreuses régions, et peut être un facteur important de développement, lorsqu'il est géré avec succès.

Le tourisme est devenu un phénomène complexe en plein développement. Il joue un rôle essentiel dans les domaines économiques, sociaux, culturels, éducatifs, scientifiques, écologiques et esthétiques. Parvenir à dépasser pour les valoriser les conflits qui peuvent

exister entre les attentes et les aspirations des visiteurs et celles des communautés d'accueil, constitue à la fois un enjeu et une opportunité.

Le patrimoine naturel et culturel, comme la diversité des cultures vivantes sont des attractions touristiques majeures. Un tourisme excessif peut de la même façon qu'un tourisme inexistant ou mal géré nuire à l'intégrité physique et à la signification du patrimoine. La fréquentation touristique peut également conduire à la dégradation des espaces naturels ainsi que des cultures et des modes de vie des communautés d'accueil.

Le tourisme est porteur d'avantages pour les communautés d'accueil et leur procure des moyens importants et des justifications pour prendre en charge et maintenir leur patrimoine et leurs pratiques culturelles. La participation et la coopération entre les communautés d'accueil représentatives, les conservateurs, les opérateurs touristiques, les propriétaires privés, les responsables politiques, les concepteurs et les gestionnaires des programmes de planification, et les gestionnaires de sites sont nécessaires pour mettre en oeuvre une industrie touristique durable et favoriser la protection des ressources patrimoniales pour les générations futures.

ICOMOS, Conseil International des Monuments et des Sites, en tant qu'auteur de cette Charte, ainsi que les autres organisations internationales et les industries du tourisme, sont prêts à relever ce défi.

Objectifs de la charte

Les objectifs de la charte du tourisme culturel sont :

Encourager et faciliter le travail de ceux qui participent à la conservation et à la gestion du patrimoine afin de le rendre plus accessible aux communautés d'accueil et aux visiteurs.

Encourager et faciliter le travail de l'industrie touristique pour promouvoir et gérer le tourisme dans le respect et la mise en valeur du patrimoine et des cultures vivantes des communautés d'accueil.

Encourager et faciliter le dialogue entre les responsables du patrimoine et ceux des industries du tourisme afin de mieux faire comprendre l'importance et la fragilité des ensembles patrimoniaux, des collections, des cultures vivantes dans le souci de les sauvegarder à long terme.

Encourager ceux qui proposent des programmes et des politiques afin de développer des projets précis et mesurables, et des stratégies qui touchent à la présentation et l'interprétation des ensembles patrimoniaux et des activités culturelles dans le contexte de leur protection et de leur conservation.

En outre,

La Charte encourage l'ensemble des initiatives de l'ICOMOS, des autres organisations internationales et des industries touristiques qui visent à améliorer les conditions de gestion et de conservation du patrimoine.

La Charte encourage les contributions de tous les responsables agissant dans les domaines du patrimoine et du tourisme et qui permettront d'atteindre ces objectifs.

La Charte encourage la réalisation de guides détaillés par les parties intéressées. Ces guides faciliteront l'application concrète des principes établis par la Charte dans le cadre



d'interventions particulières et à la demande d'organisations et de communautés d'accueil spécifiques.

## Principes de la Charte du Tourisme Culturel

### Principe 1

**Le tourisme national et international est l'un des principaux véhicules des échanges culturels. La protection du patrimoine doit offrir des opportunités sérieuses et bien gérées aux membres des communautés d'accueil et aux visiteurs pour expérimenter et comprendre le patrimoine et la culture des différentes communautés.**

#### 1-1

Le patrimoine culturel est une ressource à la fois matérielle et spirituelle. Il témoigne d'un développement historique. Il a un rôle important dans la vie contemporaine et doit être accessible physiquement, intellectuellement et émotionnellement au grand public. Les programmes de protection et de conservation des éléments physiques, des aspects intangibles et des expressions de la culture contemporaine prises dans leur sens le plus large, doivent faciliter la compréhension et la prise en considération de la signification du patrimoine par les communautés d'accueil et les visiteurs, d'une manière équitable et adaptée aux moyens dont ils disposent.

#### 1-2

Les caractéristiques particulières du patrimoine naturel et culturel ont des niveaux de signification différents, certaines sont investies d'une valeur universelle, d'autres d'une valeur nationale, régionale ou locale. Les programmes d'interprétation doivent présenter ces différents niveaux de signification de manière pertinente et accessible aux communautés d'accueil et aux visiteurs, en utilisant des moyens pédagogiques actuels stimulants, média, technologie, explications personnalisées des aspects historiques, environnementaux et culturels.

#### 1-3

Les programmes d'interprétation doivent faciliter et encourager une prise de conscience profonde par le public, prise de conscience qui constitue une base essentielle pour assurer la préservation dans le temps du patrimoine naturel et culturel.

#### 1-4

Les programmes d'interprétation doivent présenter la signification des ensembles patrimoniaux, des traditions et des pratiques culturelles dans le cadre des expériences passées et de la diversité présente des territoires et des communautés, sans négliger les minorités culturelles et linguistiques. Le visiteur doit aussi être informé des différentes valeurs culturelles qui caractérisent tel ou tel type de patrimoine.

### Principe 2

**La relation entre le patrimoine et le tourisme est dynamique et doit dépasser les conflits de valeurs. Elle doit être gérée de manière durable au profit des générations actuelles et futures.**

#### 2-1

La signification des ensembles patrimoniaux constitue une valeur pour tous les peuples et une base importante de la diversité culturelle et du développement social. La protection et la conservation à long terme des cultures vivantes, des ensembles patrimoniaux et des collections, ainsi que leur intégrité physique et écologique dans leur contexte environnemental, doivent être une composante essentielle des politiques de développement social, économique, législatif, culturel et touristique.

## 2-2

L'interaction entre les ressources patrimoniales et le tourisme est dynamique et en constante évolution, générant à la fois des opportunités, des défis et des potentialités de conflits. Les projets, activités et développements touristiques doivent parvenir à des résultats positifs et limiter les impacts négatifs qui pourraient nuire au patrimoine et aux modes de vie des communautés d'accueil, tout en répondant au mieux aux besoins et aux aspirations des visiteurs.

## 2-3

Les programmes de protection, d'interprétation et de développement touristique doivent être basés sur une approche compréhensible des aspects particuliers, souvent complexes et conflictuels, de la signification des différents patrimoines. La poursuite régulière d'activités de recherche est importante car elle permet d'approfondir la compréhension et l'appréciation de la signification de ces différents témoignages patrimoniaux.

## 2-4

La préservation de l'authenticité des ensembles patrimoniaux et des collections est importante. C'est une condition essentielle de leur signification culturelle qui s'exprime dans les matériaux, la mémoire collective et les traditions qui nous viennent du passé. Les programmes doivent présenter et interpréter l'authenticité des ensembles patrimoniaux de manière à favoriser la compréhension et l'appréciation de ce patrimoine culturel.

## 2-5

Les projets de développement touristique et d'infrastructures doivent prendre en compte les dimensions esthétiques, sociales et culturelles, les paysages naturels et culturels, les caractéristiques de la biodiversité ainsi que l'environnement visuel le plus large des ensembles patrimoniaux. On doit donner la préférence aux matériaux locaux et prendre en compte les caractéristiques de l'architecture locale et les particularités des constructions vernaculaires.

## 2-6

La promotion et le développement touristique des ensembles patrimoniaux doivent être précédés par la mise en place de plans de gestion qui prennent en compte la valeur naturelle et culturelle de la ressource patrimoniale. Ils doivent établir les limites acceptables des modifications susceptibles d'être apportées à ces ensembles, en tenant compte en particulier de l'impact de la fréquentation touristique sur les caractéristiques physiques, l'intégrité, l'écologie et la biodiversité des espaces, les accès, les systèmes de transport, et le bien être social, économique et culturel des communautés d'accueil. Si le niveau des modifications proposées est inacceptable, le projet de développement doit être modifié.

## 2-7

Des programmes d'évaluation doivent permettre d'estimer les impacts progressifs des activités touristiques et du développement dans des espaces spécifiques ou des communautés particulières.

### **Principe 3**

**Les opérations de mise en valeur des ensembles patrimoniaux doivent assurer aux visiteurs une expérience enrichissante et agréable.**

#### **3-1**

Les programmes de protection et de tourisme doivent présenter une information de haute qualité de manière à favoriser la compréhension par le visiteur de la signification des caractéristiques du patrimoine et de la nécessité de le protéger. Ces programmes doivent aussi contribuer, de manière appropriée, à mettre le visiteur en situation de profiter au mieux de sa visite.

#### **3-2**

Le visiteur doit pouvoir visiter les ensembles patrimoniaux comme il le souhaite, si c'est son propre choix. Un circuit de circulation spécifique peut être nécessaire pour réduire les impacts de ce type de visite sur l'intégrité, et les caractéristiques physiques, naturelles et culturelles des sites.

#### **3-3**

Le respect du caractère sacré des sites, des pratiques et des traditions de nature spirituelle doit être pris en considération de façon prioritaire par les gestionnaires de sites, les visiteurs, les hommes politiques, les planificateurs et les opérateurs touristiques. Les visiteurs doivent être encouragés à se comporter en invités bienvenus, respectueux des valeurs et des styles de vie des communautés d'accueil, en rejetant les vols et le commerce illicite des biens culturels et en se comportant de manière à favoriser le maintien d'un accueil favorable pour les visiteurs à venir.

#### **3-4**

La planification des activités touristiques doit offrir aux visiteurs les meilleures conditions de confort, de sécurité et de bien-être de manière à renforcer le plaisir de la visite mais sans que cela ne nuise à la signification et aux caractéristiques écologiques du patrimoine.

### **Principe 4**

**Les communautés d'accueil et les populations locales doivent participer aux programmes de mise en valeur touristique des sites patrimoniaux.**

#### **4-1**

Les droits et les intérêts des communautés d'accueil tant au niveau régional que local, les propriétaires privés et les peuples indigènes qui exercent des droits traditionnels et des responsabilités sur leurs propres territoires et sur les sites chargés pour eux d'une signification particulière, doivent être respectés. Ils doivent participer à l'élaboration et à la mise en oeuvre des projets de mise en valeur du patrimoine en définissant les enjeux, les stratégies, les politiques et les procédures permettant d'identifier, de conserver, de gérer, de présenter et

d'interpréter leurs ressources patrimoniales ainsi que leurs pratiques culturelles traditionnelles et actuelles, et ceci dans un contexte touristique.

#### 4-2

Bien que le patrimoine culturel revête une signification universelle, on doit respecter le souhait des communautés d'accueil ou des populations locales de restreindre ou de gérer directement l'accès physique, spirituel ou intellectuel à certaines pratiques culturelles, connaissances et croyances, mais aussi à certains objets ou à certains sites.

### **Principe 5**

**Les activités de tourisme et de protection du patrimoine doivent bénéficier aux communautés d'accueil.**

#### 5-1

Les politiques de conservation et de développement touristique doivent promouvoir des mesures qui favorisent une répartition équilibrée des bénéfices du tourisme entre les pays et les régions, accroître les niveaux de développement socio-économique et contribuer à soulager la pauvreté.

#### 5-2

La gestion du patrimoine et le tourisme doivent produire des bénéfices économiques, sociaux et culturels, équitablement répartis entre les hommes et les femmes des communautés d'accueil, à tous les niveaux, à travers l'éducation, la formation et la création d'opportunités d'emplois à plein temps.

#### 5-3

Une partie significative des revenus provenant de l'exploitation touristique du patrimoine doit être affectée à la protection, la conservation et la présentation des sites patrimoniaux, et ceci dans leur contexte naturel et culturel. Autant que possible, les visiteurs doivent être informés de l'existence de cette procédure financière.

#### 5-4

Les programmes de développement touristique du patrimoine doivent encourager la formation et l'emploi de guides et d'interprètes de sites issus des communautés d'accueil afin de favoriser les savoir-faire des populations locales pour présenter et interpréter leurs valeurs culturelles propres.

#### 5-5

Les programmes d'éducation et d'interprétation du patrimoine culturel mis en oeuvre au sein des communautés d'accueil doivent encourager le développement des qualifications d'interprètes de sites. Ces programmes doivent promouvoir la connaissance et le respect de leur patrimoine par les populations locales et les encourager à s'intéresser directement à leur prise en charge et leur conservation.

#### 5-6

Les programmes de gestion concernant le développement touristique des sites patrimoniaux doivent faire une place importante à l'éducation et à la formation des hommes politiques, des

planificateurs, des chercheurs, des designers, des architectes, des interprètes du patrimoine, des conservateurs et des responsables de l'industrie touristique. Les partenaires doivent être encouragés à comprendre les problèmes que peuvent rencontrer leurs collègues et à les aider afin d'y trouver des solutions.

## **Principe 6**

**Les programmes de promotion touristique doivent protéger et valoriser les caractéristiques du patrimoine naturel et culturel.**

### **6-1**

Les programmes de promotion touristique doivent susciter des attentes réalistes et informer de façon responsable les visiteurs potentiels sur les caractéristiques patrimoniales spécifiques des sites et des communautés d'accueil, et par ces moyens les encourager à se comporter de manière appropriée.

### **6-2**

Les ensembles patrimoniaux et les collections doivent être promus et gérés de manière à protéger leur authenticité et à favoriser les meilleures conditions de visites en limitant les fluctuations incontrôlées des arrivées et en évitant les phénomènes de sur fréquentation dans un même lieu au même moment.

### **6-3**

Les programmes de promotion touristique doivent favoriser une large redistribution des bénéfices et alléger la pression qui pèse sur les sites les plus populaires. Ils doivent encourager les visiteurs à expérimenter de la manière la plus large les différents éléments du patrimoine naturel et culturel d'une région ou d'une localité.

### **6-4**

La promotion, la distribution et la vente de produits d'artisanat local et d'autres produits doivent favoriser une redistribution raisonnable des profits économiques et sociaux qu'ils produisent au bénéfice des communautés d'accueil, tout en s'assurant que leur intégrité culturelle n'est pas dégradée.

**Comité International de l'ICOMOS du Tourisme Culturel**

Chairman: Hisashi B. Sugaya, Chairman: Tel: 415-292-7189, Fax: 415-351-1321; E-mail: [hbsugs@compuserve.com](mailto:hbsugs@compuserve.com)

Secretariat: c/o US/ICOMOS, 401 F Street NW, Room 331, Washington, DC 20001-2728.  
Tel: 202-842-1862; Fax: 202-842-1861; E-mail: [edelage@usicomos.org](mailto:edelage@usicomos.org)

Traduction en français:

Valéry PATIN, ICOMOS, Comité International du Tourisme Culturel

Tél. : 33 01 42 60 59 61 / Fax : 33 01 40 15 98 04 / Email : [IPL.@wanadoo.fr](mailto:IPL.@wanadoo.fr)